

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS

DE LA LOI DE 1884

A CELLE DE 1920

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

PAR

LOUIS DAMOUR

LICENCIÉ ÈS LETTRES

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

NIMES

IMPRIMERIE A. CHASTANIER

— 12 Rue Pradier 12 —

1921

Les Syndicats Professionnels



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS

DE LA LOI DE 1884

A CELLE DE 1920

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

PAR

LOUIS DAMOUR

LICENCIÉ ÈS LETTRES

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

(4 prix, 2 mentions)

NIMES
IMPRIMERIE A. CHASTANIER

— 12 Rue Pradier 12 —

1921



UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. VALÉRY, doyen, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

MOYE, professeur de Droit international public.

CHARMONT, professeur de Droit civil (en congé)

CHAUSSE, professeur de Droit romain (en congé)

MORIN, professeur de Droit Civil.

DONNEDIEU DE VABRES, professeur de Droit criminel.

BECQUÉ, agrégé de Droit civil.

DE NESMES-DESMARETS, agrégé de Droit administratif.

ROCHE-AGUSSOL, agrégé d'Economie politique.

HUGUENEY, agrégé de droit civil.

PETOT, chargé de cours de Droit romain.

BASTID, chargé de cours de Droit constitutionnel.

DIJOL, chargé de cours de Procédure.

VINCENT, chargé de cours de Droit romain.

BOSC, chargé de cours de Droit civil.

VIGIÉ et BRÉMOND, doyens honoraires.

LABORDE professeur honoraire.

ROCHETTE, secrétaire.

MEMBRES DU JURY

MM. MORIN. *Président.*

DE NESMES-DESMARETS,	} Assesseurs.
DIJOL,	

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Le xix^e siècle a vu se réaliser dans l'industrie et le commerce une transformation complète, transformation qui a eu sa répercussion dans la société toute entière, et qui a donné à la lutte des classes une acuité toute particulière.

Débarrassée par les lois de la Révolution des entraves corporatives, l'industrie s'est développée normalement sous le régime de la libre concurrence et a pris une extension inconnue jusqu'alors. Plus tard, grâce aux progrès réalisés par la science, a apparu ce que l'on a appelé le « machinisme » : la vapeur, puis l'électricité ont permis la formation de vastes entreprises qui ont entraîné la disparition des petits ateliers. La grande industrie a fait son apparition : ainsi se sont édifiées d'immenses usines employant des armées d'ouvriers tandis qu'à côté surgissait le grand magasin, appelant à lui également une foule d'employés. Mais des capitaux considérables étaient nécessaires, trop considérables pour qu'un seul homme pût les constituer ; les industriels, les commerçants se

sont adressés aux particuliers, aux épargnants : d'où la naissance des sociétés par actions, qui ont atteint leur plein développement au début du xx^e siècle.

Quel changement avec le siècle précédent ! Au petit atelier corporatif, où le patron se trouvait face à face avec son ouvrier travaillant avec lui, l'admettant dans son intimité, le logeant et le nourrissant, a succédé l'immense usine aux ateliers multiples, où plusieurs centaines d'ouvriers se coudoient sans se connaître et où ne paraît pas le patron. Celui-ci n'existe même plus, en effet : c'est une société, une multitude d'individus qui ont donné des capitaux et qui sont représentés vis-à-vis des ouvriers par un directeur, un salarié lui-même. Et, tandis qu'autrefois le patron n'ayant qu'un seul ouvrier, et travaillant lui-même pour gagner sa vie devait compter avec celui-ci, discuter avec lui et essayer de ne pas le perdre, qu'importe, à l'heure actuelle, à la grande société d'avoir un ouvrier de plus ou de moins : elle ne discute pas, elle commande. Sous l'ancien régime, le patron seul en face de son ouvrier traitait d'égal à égal ; l'un et l'autre, étroitement englobés dans des associations, étaient protégés ; en détruisant sans rien leur substituer les corporations qui étaient pour les ouvriers une protection, le dernier siècle les a laissés sans défense, à la merci de maîtres parfois inhumains et essayant pour lutter contre une concurrence effrénée d'avoir le travail au plus bas prix.

Quoi d'étonnant, dans ces conditions, que se voyant isolés et mettant en pratique la parole de l'Évangile « malheur à l'homme seul », les ouvriers aient cherché aussi à s'unir et à se grouper pour essayer de lutter à égalité de forces avec leurs patrons et d'opposer à la force des capitaux groupés la force du travail groupé. C'est ainsi que se sont peu à peu réformées ces associations qui, au moyen âge, portaient le nom

de « corporations » et de « compagnonnages » et qui, supprimées par la Révolution, disparurent pour renaître peu à peu cachées parce que condamnées par la législation.

C'est qu'en effet, sous l'inspiration des philosophes du XVIII^e siècle, les rédacteurs du Code Civil et de nos principaux codes, voulant donner à la liberté individuelle une pleine garantie, se sont montrés nettement individualistes et ont fait de notre code, le « Code de l'individu ».

Et si celui-ci, au début du XIX^e siècle, correspondait peut-être aux faits, il n'est pas téméraire de dire qu'il a été rapidement en contradiction avec eux et qu'il est devenu insuffisant ; cette contradiction, elle s'est surtout fait sentir dans les relations du patronat et du salariat.

Faible en face du patron puissant, l'ouvrier était-il protégé ? Nullement. Voulait-il se grouper, se concerter pour obtenir une augmentation de salaire ? Le code pénal punissait les coalitions. Le patron abusait-il du travail de ses ouvriers, soit en leur donnant des salaires insuffisants, soit en leur refusant les heures de repos et de liberté indispensables, soit en employant les femmes et les enfants à des travaux trop pénibles ? Rien ne l'en empêchait. Notre code, individualiste, avait laissé à l'ouvrier le soin de se défendre ; mais, isolé, celui-ci devait le plus souvent subir des conditions draconiennes ; et l'on pouvait ainsi lire dans une enquête de 1886 ces odieuses paroles sous la plume d'un patron : « que l'on ne perde pas de vue que la science industrielle consiste à obtenir d'un être humain la plus grande somme possible de travail en la rémunérant au taux le plus bas ».

Contre de tels faits et de telles inégalités, l'ouvrier a donc essayé de s'unir. Il y a été aidé, dans ces cinquantes dernières années, — il faut le reconnaître —,

par le législateur, qui a compris : « qu'une époque historique est close celle de l'individualisme, de l'isolement des individus qui cède de plus en plus la place aux groupements et à la solidarité. » (1)

Cette aide s'est manifestée de deux manières : par des lois protectrices du travail, pour prévenir ou réprimer les abus de la puissance la plus forte ou pour donner à la classe ouvrière le minimum de bien-être ; et aussi par des lois tendant à fortifier les plus faibles. Ces deux tendances nous les retrouvons dans toute la législation du travail de la III^e République.

Les associations, cachées, illégales, que les ouvriers avaient, au lendemain de la Révolution, essayé de reformer, la loi de 1884 les a reconnues, en consacrant la liberté syndicale : les ouvriers, isolés jusqu'alors, ont eu le droit de se réunir, de faire pression sur le patron pour obtenir de lui les améliorations de salaire qu'ils désiraient. Le groupement syndical, « fils du cheval vapeur », comme l'a dit Jules Guesde, s'est constitué rapidement, produit naturel de l'évolution économique et du machinisme, et, en face de la concentration des capitaux, a apparu la concentration du travail. Forces importantes, qui sont rapidement entrées en lutte, luttes fréquentes et terribles où l'on a vu les ouvriers prendre de plus en plus la direction de leurs propres destinées, au point que certains d'entre eux, ne poursuivant qu'un but : la révolution, refusent maintenant toute intervention législative. « Les temps approchent, écrivait en 1911 M. Guy-grand, où par delà les ligues politiques et les innocents petits jeux parlementaires, qui amusent la galerie, se formeront de plus en plus et se heurteront les deux ligues rivales des « gras » et des « maigres »,

(1) Georges Morin. — La révolte des faits contre le Code : Conclusion.

de ceux qui ont et de ceux qui n'ont pas, des révolutionnaires et des conservateurs. Deux immenses vagues longitudinales et qui s'opposent, vague de démocratie et vague d'autocratie, dans tous les domaines, zèbrent l'Europe et traversent les océans en répandant leurs agitations sur les vieilles et toujours nécessaires concentrations nationales. » (1)

Quoi qu'il en soit, et, en tenant compte de la part d'exagération que peuvent contenir ces lignes, il faut reconnaître que la classe ouvrière a pris ces dernières années une importance que l'on ne peut nier. « La démocratie, s'est écrié M. Guygrand, c'est la crue croissante d'un fleuve ». Cette importance, elle l'a due, nous l'avons dit, en grande partie à la reconnaissance par le législateur de la légalité de ses groupements dans la loi de 1884. Celle-ci a paru de suite insuffisante et a été vivement critiquée ; ces critiques ont abouti au vote de la loi du 12 mars 1920 sur l'extension de la capacité des syndicats professionnels. Quelle est l'économie de cette loi ? Quelles innovations a-t-elle réalisées ? Quelles avantages donne-t-elle aux syndicats ? Que peuvent-ils en tirer ? Le syndicat ne peut-il pas prendre dans la vie économique du pays, une place importante et « devenir pour la profession, selon le vœu de M. Teitgen, ce que le Parlement est pour la nation ? » (2). C'est ce que nous voudrions essayer de montrer dans cette étude, après avoir parcouru rapidement l'histoire des associations et la loi de 1884.

(1) Guygrand. — Philosophie nationaliste, page 189.

(2) Teitgen. — La C.G.T., Thèse Nancy 1910.

CHAPITRE PREMIER

L'origine des Syndicats et la loi de 1884

Sans vouloir remonter trop haut et étudier l'organisation du travail dans l'antiquité grecque et romaine, il convient toutefois de signaler au début de cette étude que le groupement des artisans en corporations remonte à la plus haute antiquité. Mais « c'est l'honneur des démocraties modernes d'avoir glorifié le travail ». (1)

Dans les temps anciens, en effet, quiconque travaillait n'était pas digne du nom de citoyen ; telle était l'opinion de Platon (Traité des lois) : « La nature n'a fait ni cordonniers, ni forgerons. De pareilles conditions dégradent les gens qui les exercent, vils mercenaires, misérables sans noms, qui sont exclus, par leur état même, des droits politiques ». Et Aristote enseignait, de son côté, que « ces individus sont destinés par la nature à l'esclavage ». La même opinion se retrouve chez les écrivains romains et notamment chez Cicéron, qui déclare que la « place d'un homme libre n'est pas dans une boutique ». Malgré le mépris avec lequel ils étaient considérés, et, en raison même de ce mépris, les artisans sentirent le besoin de se grouper et formèrent des associations professionnelles pour se défendre, associations qui furent

(1) Chéron. — Rapport à la commission du Sénat du 15 mars 1917. — Doc. parl. — Sénat, 1917, annexe n° 81, page 174.

réglementées par l'Etat. Ces associations sont-elles l'origine directe des corporations ? La question est très controversée. La majorité des auteurs ne le croit pas ; en tout cas il ne paraît pas intéressant de s'attarder sur ces institutions constituées à une époque où le travail était vraiment considéré comme réservé aux esclaves et il semble téméraire de suivre M. Leroy-Beaulieu (1), quand il voit une grève dans les retraites de la plèbe romaine sur le Mont Aventin. N'est-il pas également peut-être exagéré de reconnaître ce caractère au mouvement des esclaves sous l'étendard levé par Spartacus ?

En tout cas, c'est avec les corporations que nous allons vraiment voir apparaître les institutions qui, transformées, deviendront nos syndicats modernes.

§ I. — Les corporations de l'Ancien Régime.

« Les corporations ne sont pas nées en un jour donné. Si haut qu'on remonte dans nos annales, on les trouve établies. La force des choses et les besoins des temps auraient suffi pour agglomérer en France, comme ailleurs, les hommes adonnés à l'exercice des mêmes professions... La France reçut les corporations de son passé, comme de la force des choses, de la tradition romaine, comme de la tradition germanique. » (2)

Renouard, dans ces quelques lignes, indique très nettement quelle fut, en effet, l'origine multiple des corporations, origine tellement multiple qu'on n'est pas encore arrivé à la préciser. Elles ne paraissent

(1) P. Leroy Beaulieu — Répartition des richesses, page 396.

(2) Renouard — Traité des brevets d'invention, pages 42 et suivantes.

pas, en effet, venir uniquement des collèges d'artisans, ni des gildes germaniques, qui ne s'occupaient ni des questions de métier, ni des questions de salaire, mais étaient simplement des sociétés de secours mutuels. Sont-elles plutôt nées d'une entente entre artisans et seigneurs, ceux-ci ayant intérêt à la prospérité du commerce et de l'industrie ? C'est possible. Peut-être furent-elles aussi, au début, de simples confréries religieuses, où, sous prétexte de fêter un patron, les gens d'un même métier se réunissaient pour se livrer à de « joyeuses bombances ». C'est encore possible. En tout cas, ces associations, nées tant de la conquête romaine que de l'invasion barbare, prirent rapidement une grande extension et finirent par entrer en lutte d'abord avec les seigneurs, puis avec la royauté, et plusieurs d'entr'elles devinrent un des éléments les plus actifs de la conquête des libertés municipales. En Angleterre, la gilde et le corps municipal n'ont fait qu'un à certains moments. A St-Omer, la gilde est devenue la commune. A Paris, la municipalité fut, à l'origine, concentrée entre les mains de la corporation des marchands de l'eau, « Nautœ Parisiœi », et, pendant l'Ancien Régime, le Maire de Paris portera le nom et la Ville gardera la devise et la galère des marchands d'eau. D'autres associations, sous le couvert de sociétés de secours mutuels ou de confréries religieuses, jouèrent un véritable rôle politique. L'Eglise, les pouvoirs féodaux, la royauté cherchèrent, mais en vain, à étouffer les ferments d'émancipation et c'est d'elles que sont nées « les villes ».

Ainsi, peu à peu, par une lente mais sûre évolution, ces petits collèges d'artisans qui, sous le Bas Empire, étaient étroitement surveillés par l'autorité municipale, se développèrent sans cesse et devinrent de véritables puissances qui absorbèrent le pouvoir qui était

chargé de les surveiller. C'est là la première période dans l'histoire des corporations, la plus belle, car elles furent alors l'asile des libertés et rendirent d'immenses services. Mais, à partir du ^{xvi}^e siècle, le pouvoir royal prend ombrage de leur puissance, intervient, les réglemente et cherche à s'en faire une source de revenus fiscaux. Alors, obéissant à l'inéluctable tendance de toute association, elles vont devenir véritablement les tyrans du monde du travail.

C'est donc au ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles que les corporations acquirent leur plein développement. D'abord purement coutumiers, les usages, en cette matière, furent, sous Saint-Louis, réunis et devinrent de véritables réglemens publics et administratifs, connus sous le nom de « Livre de Métiers pour Paris », qui fut rédigé par Etienne Boileau, prévôt des marchands. Dès cette époque également, l'idée de monopole fit son apparition et Henri II octroya aux tanneurs de Rouen une charte pour « que personne ne puisse à Rouen, ni dans la banlieue exercer le métier de tanneur à moins d'appartenir à leur corporation ». On en vint ainsi bientôt à décréter que nul ne pourrait travailler de tel métier s'il ne faisait partie de la corporation correspondante et il fallut des autorisations spéciales du roi pour permettre à des réfugiés de la guerre de cent ans, de travailler dans d'autres villes que la leur. « Ce sont là, dit M. Chéron (1), des sentimens que nous ne comprenons plus aujourd'hui ». Mais n'y revenons-nous pas avec l'idée du syndicat obligatoire, très généralement acceptée à l'heure actuelle. Quoi qu'il en soit, les corporations devinrent de plus en plus monopolistes et le pouvoir royal les combla de bienfaits et de privilèges, leur accordant même

(1) Rapport au Sénat du 15 mars 1917. Doc. parlementaires. Annexe 81, page 175.

le droit de rédiger librement leurs règlements. Ceux-ci, en raison de leur caractère draconien, entravèrent la liberté du commerce. En même temps qu'elles se développaient, les corporations allaient, en outre, se transformer.

Au début et pendant longtemps, elles comprennent, en effet, une hiérarchie nettement établie et que tout le monde doit respecter : tout maître doit être apprenti, puis compagnon et nul ne peut franchir un degré sans passer un examen.

L'apprenti vit chez son patron, à qui il est confié par ses parents, et dont il devient le pupille ; le patron est son tuteur et a sur lui la puissance paternelle. L'apprentissage terminé, le jeune homme subit un examen et obtient son brevet de compagnon : pour cela il doit avoir fait son apprentissage dans la ville où il subit l'examen. Devenu compagnon, il ne peut travailler que pour un maître ; généralement il reste dans la ville où il a été apprenti. « La stabilité est, en effet, le caractère de cette époque.... La vie de l'ouvrier est toute réglée ; les heures supplémentaires, les moments de presse excessive n'étaient guère connus alors, non plus que le travail du dimanche. La journée finissait le samedi vers deux heures de l'après midi, comme aujourd'hui en Angleterre. On voulait laisser à l'ouvrier et surtout à l'ouvrière..... le loisir de s'occuper des soins du ménage afin d'avoir entière la liberté du dimanche » (1). Voilà déjà la semaine anglaise reconnue et respectée ! Compagnon, l'ouvrier n'a plus qu'une ambition : celle de devenir maître ; il doit « savoir le métier et avoir de quoi » c'est-à-dire préparer un chef d'œuvre, subir l'examen et acheter le métier.

(1) Hubert Valleroux — Les corporations d'arts et métiers, page 210.

C'est sur ce dernier point que va surtout porter la modification. Jaloux de leur monopole, riches, les maîtres sont de plus en plus difficiles pour l'examen du chef-d'œuvre et éliminent tous les compagnons qui ne sont pas des fils de maîtres. Et ainsi disparaît peu à peu cet admirable élément de solidarité, d'affection mutuelle qui rend la corporation si belle au début : qu'était-ce, en effet, qu'un maître ? un compaguon qui était arrivé. Qu'était-ce qu'un compagnon ? C'est l'ouvrier qui, le lendemain, pouvait devenir maître. La différence entre eux n'était pas grande : aussi pas de conflits sérieux. Mais quand la corporation tend à être le monopole des maîtres, et que les compagnons se rendent compte qu'ils ne peuvent plus s'élever à l'échelon supérieur, la scission se produit : le compagnon quitte la corporation. Où va-t-il aller ? que va-t-il faire ?

Il va imiter le maître et créer des associations qui lui seront propres. Alors se constituent les compagnonnages, qui auront un cadre tout différent et qui ressemblent par bien des points à nos syndicats modernes. Ces nouvelles associations se développeront de plus en plus. En effet, tandis que chaque corporation exerce son activité dans une ville donnée, — la corporation des savetiers de Lyon, par exemple, s'occupe de ce qui se passe à Lyon et ignore les savetiers de Paris, — toute autre est, au contraire, la situation pour les ouvriers. L'ouvrier est devenu nomade et celui qui ne trouve plus de travail à Marseille prend son bâton, son bissac et ses instruments de travail, et, en quelques journées de marche, se rend à Toulon ou à Montpellier pour chercher à s'employer. Ces déplacements, très rares au début, nous l'avons vu, où l'ouvrier était successivement apprenti, compagnon, puis maître dans la même ville, sont de plus en plus fréquents avec les horreurs de la guerre de Cent ans, et les dévastations de la peste. Se déplaçant, allant de

ville en ville, l'ouvrier a besoin d'aide, et surtout de renseignements. Quand un compagnon n'a plus de travail, il se rend au cabaret, siège du compagnonnage. Là le patron (homme ou femme), que l'on appelle « la mère », lui donne tous renseignements et lui indique notamment les villes où il pourra trouver à s'employer. Le compagnon part, et, arrivé dans la ville indiquée, il se rend non pas à l'auberge, mais chez la « mère ». Il y est nourri, logé, soigné, s'il en a besoin, et on lui donne de l'ouvrage, s'il en existe dans la ville. Sinon, le compagnon, arrivé avant lui et qui est reposé, s'en va, laissant la place au nouveau venu. Ainsi les ouvriers nomades se succèdent; ils font leur « tour de France », reviennent parfois à leur point de départ, et, toujours informés, toujours secourus, trouvent dans cette admirable institution une amélioration immense dans leur misère. Ce sont, d'ailleurs, — il est intéressant de le noter au passage —, les compagnonnages qui ont donné naissance au Tour de France, tel qu'il existait encore dans la première moitié du xix^e siècle : l'ouvrier voyageant alors non plus pour chercher de l'ouvrage mais pour s'instruire et se perfectionner dans son métier. Tel est le caractère primordial — caractère purement mutualiste — des compagnonnages.

Mais leur rôle ne se bornait pas à venir en aide aux compagnons en voyage. Dans chaque ville, les compagnons se mettaient en relations avec les maîtres pour connaître ceux qui avaient besoin d'ouvriers. Ils passaient même des contrats avec eux, s'engageant à leur procurer des ouvriers, les maîtres promettant un salaire fixe et un certain nombre de jours de travail. Quant au compagnon à qui on avait procuré une place, on lui demandait de verser à la caisse commune une petite somme destinée « à la passade des pauvres compagnons ».

Tout cela, certes, ne se passait pas sans lutte et lorsque les maîtres se montraient trop exigeants, les compagnons n'hésitaient pas à entrer en conflit avec eux. Parfois, ils mettaient en interdit certaines villes parce que, à leur avis, le travail y était mal payé, ou bien qu'il s'y faisait dans de mauvaises conditions et ils interdisaient aux compagnons d'y rester ou de s'y rendre ; ou bien ils mettaient en interdit telle industrie où ils estimaient que les ouvriers étaient trop nombreux, ou que l'on formait trop d'apprentis, dont ils voulaient limiter le nombre pour éviter la concurrence. D'où des conflits, et finalement, disons le mot, des grèves. Elles ont, en effet, existé bien avant le xix^e siècle, et, si le machinisme et la grande industrie en ont augmenté et le nombre et la fréquence, elles ont apparu sans conteste au moyen âge. Dès le début du xvi^e siècle, les maîtres cordonniers de Paris se plaignaient de ce que les compagnons accaparaient les ouvriers arrivant, les empêchant de travailler ailleurs que chez certains patrons. Grève de garçons boulangers, à la même époque à Paris, les compagnons ne voulant s'engager qu'à la journée, les patrons voulant passer des contrats de six mois. En 1539, toujours à Paris éclata la grève des compagnons imprimeurs, qui, trouvant qu'il y avait trop d'apprentis et ne voulant plus travailler avec eux, quittèrent le travail au cri de « Tric ». Le Roi dut intervenir et un édit parut prononçant la dissolution de la confrérie et interdisant aux ouvriers le port d'armes, les violences contre les apprentis et l'usage du mot « Tric ». Mais rien n'y fit et le compagnonnage continua à exister.

Trois ans plus tard, en 1542, grève des ouvriers imprimeurs qui eut son dénouement au conseil du Roi, à qui les ouvriers adressèrent une supplique, dans laquelle on lit ce passage : « de vieux ouvriers termi-

nent leur vie en une nécessité calamiteuse et indigne, après avoir consacré leur jeunesse au dit état, tandis que les maîtres, avec un grand repos d'esprit, doublent ou triplent quelquefois leur argent au bout d'une année. » Quelle similitude avec les plaintes des ouvriers modernes !

C'est à Lyon que les grèves furent les plus nombreuses, bien souvent justifiées ; et, la plupart du temps, il fallut pour rétablir l'ordre l'intervention de la troupe. Pour arriver à leur fin, les ouvriers employaient les mêmes moyens que de nos jours. Témoin le préambule de l'arrêt de la Cour du Parlement du 9 septembre 1760, portant règlement pour les compagnons charpentiers de la ville d'Amiens, où il est relaté la formation d'une société entre compagnons charpentiers, société appelée « Compagnons du Devoir ou Bons Drilles » : « que les membres de cette société maltraitent et insultent les ouvriers qui ne font pas partie de leur société et qu'ils appellent « renards ». Nous retrouvons donc les mêmes expressions qu'aujourd'hui.

Ces sociétés devinrent de plus en plus nombreuses ; elles finirent par englober la classe ouvrière toute entière. C'est ainsi que l'industrie du bâtiment formait en France trois grands compagnonnages : les enfants de Salomon, les enfants de maître Jacques, les enfants de maître Soubise.

Bien semblables à nos syndicats modernes, mais ne s'occupant pas de politique, les compagnonnages luttaient donc pour les ouvriers et ne craignaient pas de revendiquer leurs droits vis-à-vis des maîtres, étroitement groupés dans les corporations.

Celles-ci, nous l'avons vu, avaient obtenu le monopole : l'édit de 1581 le leur avait concédé. Mais ce monopole souleva de nombreuses protestations et le pouvoir royal dut souvent reculer devant l'exercice du

contrôle qu'il voulait instituer. A Rouen, un contrôleur envoyé par Louis XIII fut tué par la foule, un autre fut blessé. Le pouvoir royal intervint de plus en plus, et, comme le dit M. Chéron (1), « en arriva ainsi, tel le Bas Empire, à se considérer comme le régulateur du travail et à concéder à prix d'argent le droit d'exercer une profession. » Les corporations règlementèrent tout, entravant toute initiative et toute innovation : « tout doit être de la même forme, de la même largeur, le nombre de fil de tissus ne peut varier, pas de fantaisie qui attirerait à l'ouvrage d'un maître avisé toute la clientèle. » (2) Elles deviennent des forteresses de plus en plus solides contre la concurrence. Mais « il en résultait une cristallisation et une paralysie sociales qui devaient se heurter fatalement aux tendances à l'action progressive des hommes du XVIII^e siècle ». (3). Ce sont ces inconvénients et surtout les tendances libérales, professées par les économistes et philosophes du XVIII^e siècle, qui amenèrent Turgot à soumettre à la signature du roi un édit supprimant les corporations. Le préambule de cet édit, que le Parlement refusa d'enregistrer, et, pour lequel le roi dut tenir, à Versailles (février 1776) un lit de justice, justifiait en ces termes la nouvelle mesure : « Nous devons à tous nos sujets de leur assurer la puissance pleine et entière de leurs droits ; nous devons surtout cette protection à cette masse d'hommes, qui, n'ayant comme propriété que leur travail et leur industrie, ont d'autant plus le besoin et le droit d'employer dans toute leur étendue les seules ressources qu'ils

(1) Rapport au Sénat du 15 mars 1917. — Doc. parlementaires, 1917, Sénat. — Ann. 81, page 175.

(2) Pic : Précis de Législation industrielle, page 69.

(3) Marcel Moye : Précis élémentaire de droit public français, page 97.

aient pour subsister... Nous avons vu avec peine les atteintes multiples qu'ont donné à ce droit naturel des institutions anciennes à la vérité, mais que ni le temps ni l'opinion n'ont pu rendre légitimes. La source du mal est dans la faculté même accordée aux artisans d'un même métier de s'assembler et de se réunir en un corps. » Mais cet édit souleva les protestations des privilégiés et des corporations qui, soutenues par le Parlement et la Cour, l'emportèrent. Turgot fut disgracié. L'édit d'août 1776 rétablit les corporations, transformées, il est vrai, et émondées.

Telles sont les corporations. Elles ont été vivement critiquées, et, nous l'avons vu, elles avaient de graves inconvénients. Par le monopole dont elles jouissaient et par l'excessive réglementation du travail qu'elles avaient édictée, elles ont empêché beaucoup d'innovations et ont souvent paralysé tout progrès : inutile de rappeler les tracasseries et les vexations dont furent victimes, de leur part, nombre d'inventeurs. De plus, en imposant un long et coûteux apprentissage, elles ont fait de l'ouvrier « un serf rivé à son métier, ne connaissant pas le pain blanc, sans souliers, mal logé » (1). Elles eurent, par contre, aussi de sérieux avantages. Ce sont elles qui ont été l'origine des « villes » et des « communes » ; c'est grâce à elles que la classe moyenne pût arriver à lutter contre les seigneurs. Par leur réglementation minutieuse, elles assuraient une bonne qualité des produits. Enfin, elles furent, tout au moins au début, — et sur ce point les compagnonnages les remplacèrent plus tard —, des foyers admirables d'assistance mutuelle.

Mais elles portaient atteinte à la « propriété du

(1) Passy, Discussion du projet de loi de 1884. J. O. du 17 juin 1883.

droit de travailler » qui est, disait Turgot, « la première, la plus sacrée, et la plus imprescriptible de toutes ». Ce principe de la liberté du travail, qu'avait posé l'édit de février 1776, va être repris par la révolution.

§ II -- De la Révolution à la loi de 1884.

Le 17 mars 1791, l'Assemblée constituante votait un décret, portant « suppression de tous les droits d'aides, de toutes les maîtrises et jurandes et établissement des patentes ». L'article 7, notamment, était ainsi conçu : « A compter du 1^{er} avril prochain, il sera libre à tout citoyen d'exercer telle profession, art ou métier, qu'il trouvera bon, après s'être pourvu d'une patente et en se conformant aux règlements qui pourront être faits ».

Il est intéressant de noter quelles avaient été, en 1789, à ce sujet les réclamations du Tiers Etat sur les fameux « Cahiers » : « En matière industrielle, les villes font entendre des avis partagés : M. Levasseur, prenant, par exemple, une soixantaine de cahiers, en trouve 44 pour la *liberté de l'industrie*, 7 pour la *réforme* et 16 pour le *maintien des corporations*. Les grandes villes industrielles sont pour le *maintien* » (1).

Après le vote du décret du 7 mars 1791, les ouvriers et patrons continuèrent à se réunir pour discuter leurs intérêts communs : ces réunions eurent surtout lieu à Paris et furent, tout d'abord, tolérées. Mais il y eut bientôt des excès, notamment de la part des ouvriers du bâtiment ; elles furent alors interdites, et, devant les protestations des ouvriers, l'Assemblée

(1) Louis Madelin : *La Révolution*, page 41.

constituante discuta la question. Cette discussion aboutit au vote, sur le rapport de Chapelier, de la loi des 14-27 juin 1791 qui disposait :

Art. 1^{er} : « L'anéantissement de toutes les espèces de corporations de citoyens du même état et profession étant une des bases fondamentales de la constitution française, il est défendu de les rétablir de fait, sous quelque prétexte et sous quelque forme que ce soit. »

Art. 2. : « Les citoyens d'un même état ou profession, les entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte, les ouvriers et compagnons d'un art quelconque, ne pourront lorsqu'ils se trouveront ensemble se nommer ni président, ni secrétaires, ni syndics, tenir des registres, prendre des arrêtés ou délibérations, former des règlements pour leurs prétendus intérêts communs. »

Proclamation nettement individualiste et reposant, d'ailleurs, sur une double confusion, confusion entre la coalition et l'association professionnelle, confusion entre l'association libre et la corporation. C'était nier ce que proclamait la Déclaration des Droits de l'homme : la liberté du travail. Du moment que le travail était déclaré libre, les ouvriers devaient être libres de s'associer pour pouvoir donner à leur travail le maximum de rendement. L'association est nécessaire et la Révolution venait de tomber dans une erreur fondamentale en disant : « Je veux que l'individu soit libre, mais je lui interdis de se servir de sa liberté pour créer des associations. »

Toutefois, à la décharge des hommes de la Révolution, il faut voir quel était l'état d'esprit de l'époque : les corporations n'étaient plus que le symbole des abus. Tout l'état social s'était transformé autour d'elles. Elles ne pouvaient plus vivre dans une atmosphère de liberté.

C'est ce qui explique que les textes prohibitifs contre les associations se succédèrent. Les décrets des 26 juillet et 28 septembre 1791, du 14 juin 1794, la loi du 23 nivôse an II laissent refléter la même pensée. Et le code pénal de 1810 va se montrer impitoyable pour elles, l'article 291 interdisant les associations de plus de 20 personnes, les articles suivants 292 à 294 réprimant les agissements possibles de telles associations, les articles 414, 415 et 416 punissant d'emprisonnement les coalitions entre ouvriers et patrons.

Telle fut l'œuvre de la Révolution et de ses successeurs immédiats. Elle était basée sur cette idée : restreindre les pouvoirs de l'Etat, en faisant à l'individu la plus large place dans la société pour obtenir de lui les initiatives hardies et l'activité qui assureront la prospérité nationale. « La Révolution, écrit M. Morin (1), en dégageant les individus de tous les groupements, corporations, compagnies, qui les encadraient, n'avait pas entendu supprimer la discipline sociale. Seulement elle lui donnait comme fondement unique la volonté humaine, volonté individuelle s'exprimant dans le contrat, volonté générale créant la loi. »

« La victime de cette idée, dit M. Madelin (2), fut certainement l'ouvrier... ; il y a perdu son travail et s'est vu refuser tous les droits, droits de coalition, de grève et de vote ». Aussi les protestations se firent bientôt jour, car la loi n'avait pu étouffer l'esprit d'association. Et c'est peut-être là ce qui explique la naissance et les progrès du socialisme, qui n'est autre chose qu'une réaction extrême, violente, contre l'excès d'individualisme issu du droit public de la Révolution.

(1) Morin. — La révolte des faits contre le Code, page 122.

(2) Madelin. — La Révolution, page 395.

Des groupements se forment bientôt; mais sous l'Empire et la Restauration, ce sont les groupements patronaux seuls qui sont tolérés, l'ouvrier étant soumis par le livret à une surveillance odieuse. Les pétitions se succèdent sans cesse (1), et malgré tout des associations naissent : portefaix de Marseille, crocheteurs de Lyon, brouettiers du Havre. Depuis 1807, les entrepreneurs de bâtiments se réunissent et fondent le groupe de la Sainte Chapelle, qui existe encore.

Le gouvernement de juillet se montra encore moins libéral que ces prédécesseurs, puisque par la loi du 10 avril 1834, il aggrava les pénalités édictées par l'article 291 du Code Pénal, pénalités qu'il appliqua, d'ailleurs, avec la dernière rigueur.

Le 28 février 1848, le gouvernement provisoire était réuni : « Soudain, du haut des fenêtres de l'Hôtel de Ville, nous vîmes le peuple couvrir la place de Grève et s'y ranger, pour ainsi dire, en bataille. Audessus des têtes pressées, flottaient de nombreuses bannières où étaient écrits ces mots : « Ministère du travail ! Organisation du travail » (2). La liberté d'association fut décrétée et les groupements furent même favorisés. Mais ce régime dura peu, et, avec le

(1) Moniteur officiel : 16 octobre 1817, 24 mars 1821, 16 février 1823, 8 avril 1829.

(2) Louis Blanc. -- Histoire de la Révolution de 1848. T. 1er, page 133.

Il faudra attendre 58 ans pour que ces revendications aient satisfaction, et, que, le 25 octobre 1906, M. Clémenceau se décide à créer un ministère du travail. Et ce nouveau ministère ne visait pas, déclarait son premier titulaire M. Viviani, « à résoudre la question sociale » ; il n'était donc pas chargé comme le souhaitait Louis Blanc « d'accomplir la révolution du travail et d'amener graduellement, pacifiquement, sans secousse, l'abolition du prolétariat »

coup d'état du 2 décembre 1851, nous revenons au régime antérieur.

Cependant, vers 1870, grâce aux pétitions répétées des ouvriers qui avaient pris contact en 1851 et en 1862 avec leurs camarades anglais des « Trade-Unions », un vent de détente commence à souffler et nous allons voir disparaître ce régime, que M. Georges Deherme a décrit en termes hardis (1) : « sur un prolétariat dissocié, la ploutocratie pouvait tout oser. Ce fut l'exploitation non seulement de l'homme, mais encore de la femme et de l'enfant, la dispersion de la famille, donc le développement de l'alcoolisme, de la prostitution, de la criminalité. » Ne pouvant plus s'occuper ouvertement de leurs métiers, les ouvriers firent de la politique dans les sociétés secrètes qui se multiplièrent alors. Ils conspirèrent. Le romantisme révolutionnaire les étourdit et, après leur cœur, ce fut leur esprit qui se gâta. « Sur les barricades des faubourgs, ils plantèrent le sinistre drapeau noir portant en lettres rouges l'inscription de leur désespoir : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ». Ce fut la guerre hideuse des pauvres contre les riches ».

Dès 1864, nous trouvons une première loi, prélude du régime de liberté. Cette loi, qui porte la date du 25 mai 1864, modifia profondément le texte des articles 414, 415, 416, du C. P. ; on reconnaissait le droit de grève et « seules les violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses étaient réprimées. » Mais la liberté d'association n'existait toujours pas.

Malgré cela les associations secrètes, il est vrai, mais tolérées, sont nombreuses : — chez les ouvriers, société typographique, société générale de la cha-

(1) Georges Deherme - Revue hebdomadaire, 26 juin 1909, page 466.

pellerie, association internationale des travailleurs ayant comme chef Karl Marx ; — chez les patrons, union nationale du Commerce et de l'Industrie, comité central des Chambres Syndicales.

Cette tolérance va encore s'accroître, et, le 30 mars 1868, à la suite des réclamations des ouvriers après l'exposition universelle de Paris de 1867, le ministre du commerce et de l'industrie, M. Forcade de la Roquette adresse à l'empereur un rapport, dont il convient d'extraire le passage suivant : « l'administration n'aura pas à intervenir dans la formation des chambres syndicales. Elle ne serait amenée à les interdire que si, contrairement aux principes posés par l'Assemblée constituante dans la loi du 7 juin 1791, les chambres syndicales venaient porter atteinte à la liberté du commerce ou de l'industrie, ou si elles s'éloignaient de leur but pour devenir à un degré quelconque des réunions politiques non autorisées par la loi. » Ce rapport fut approuvé par l'Empereur.

Les syndicats se fondèrent et se développèrent (1), mais sans statut légal : ils tombaient sous le coup de l'article 291 et étaient nuls comme ayant un but illicite. Aussi les réclamations continuèrent, aussi bien du côté ouvrier (2) que du côté patron. « Il faut, écrivait le président de l'Union Nationale de commerce et de l'industrie, que le principe de l'association professionnelle reçoive de la loi la part de garantie et de protection réservée par le droit commercial à chacun des organismes qui constitue la société. »

Tout ce mouvement aboutit à une première propo-

(1) On comptait en 1875, 135 groupements ; en 1881, ils sont 500 avec un effectif de 60.000 membres.

(2) Congrès socialistes nationaux de Paris (1876), Lyon (1878), Marseille (1879), Havre (1880), Rennes (1881).

sition de loi déposée, le 4 juillet 1876, par M. Lockroy et 21 de ses collègues. Elle prévoyait des conventions entre syndicats ouvriers et patrons, et exigeait le dépôt des noms des membres du syndicat. L'on ne vit que cette formalité du dépôt et la proposition, bien que signée par les députés les plus avancés de la Chambre, fut traitée de traquenard et de loi policière, elle n'aboutit pas.

Mais ce régime ne pouvait durer : les associations devaient être reconnues : « Le pouvoir les tolère, les mœurs les protègent, s'écrit M. Hiéland, président de l'union nationale des patrons, mais la loi les condamne. » De nombreux vœux furent adressés au Gouvernement et, le 22 novembre 1880, au nom de celui-ci, MM. Tirard et Cazot déposaient un projet, qui devait devenir la loi du 21 mars 1884.

§ III. — La loi du 21 mars 1884.

Peu de lois, — si ce n'est peut-être la loi du 12 mars 1920 — ont été l'objet d'une étude aussi complète, d'une élaboration aussi longue que celle de 1884. Il suffit pour s'en convaincre, de rapprocher les deux dates extrêmes, celle de la présentation du projet (22 novembre 1880) et celle de la promulgation (21 mars 1884). Il a fallu onze délibérations soit à la Chambre, soit au Sénat, pour arriver à un texte définitif. L'article relatif au dépôt des noms des membres du syndicat a été, tour à tour, pendant 3 ans, repoussé par le Sénat et repris par la Chambre.

Ces mêmes divergences de vue, cette même hostilité — disons le mot — entre les deux Assemblées, nous les retrouverons lors de la discussion de la loi de 1920.

« Tolérées ou abolies les associations professionnelles ont subsisté quand même. Mieux valait donc leur donner une existence légale, en les réglementant que de les laisser vivre d'une manière illicite. » (1)

Telle est l'idée qui a guidé les promoteurs de la loi de 1884 et qui était résumée dans l'exposé des motifs : « Les syndicats, avec le projet de loi actuel, sortiront du régime discrétionnaire pour entrer dans le régime légal, mais à la condition de se renfermer dans les limites que leurs statuts auront tracées » Et, dans le rapport fait le 15 mars 1881 à la Chambre, M. Allain-Targe s'exprimait ainsi : « l'association est une liberté si nécessaire à l'industrie, au commerce et au travail, que les lois faites pour l'entraver ont été violées dans tous les temps, le plus souvent avec impunité. Une loi particulière était donc nécessaire pour donner l'existence aux syndicats professionnels, pour leur permettre de vivre et de se développer librement ».

Ce projet, plusieurs fois modifié, finit par aboutir et la loi fut promulguée le 21 mars 1884. Elle fut interprétée le 25 août par une circulaire de M. Waldeck-Rousseau, alors ministre de l'Intérieur.

Nous allons l'étudier aussi brièvement que possible.

L'article premier abroge la loi des 14-27 juin 1791 et l'article 416 du Code Pénal. « De cette abrogation, écrivait M. Waldeck Rousseau dans sa circulaire, résultent les conséquences suivantes : 1^o Le fait de se concerter en vue de préparer une grève n'est pas un délit, ni pour les syndicats de patrons, d'ouvriers d'entrepreneurs d'ouvrages, ni pour les patrons, ouvriers et entrepreneurs d'ouvrages non syndiqués. »

« 2^o -- Cessent d'être considérées comme des atteintes au libre exercice de l'industrie et du travail les amendes, défenses, prescriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté. »

(1) Boullay. — Code des syndicats professionnels.

« Mais demeure punissable aux termes des articles 414 et 415 du code pénal quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail dans le but de forcer la baisse ou la hausse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du commerce ».

Aux termes du § 2 de l'article 1^{er}, les articles 291, 292, 293, 294 du Code pénal et la loi des 10-18 avril 1834 ne sont pas applicables aux syndicats professionnels.

L'article 2 précise les conditions de fond que doivent remplir les associations professionnelles. Les membres d'un même syndicat doivent exercer la *même profession* ou des métiers similaires. Cet article devait donner lieu à une jurisprudence abondante et des lacunes apparurent, nous le verrons bientôt, dès qu'il fallut appliquer la loi. C'est notamment en se basant sur cette disposition que nombre d'employés de l'Etat, des départements et des communes et même les fonctionnaires ont réclamé le droit syndical.

« Les syndicats professionnels ont pour but l'étude et la défense des intérêts professionnels » (article 3). Donc interdiction complète à un syndicat de faire du commerce, c'est-à-dire de faire des opérations, au moyen desquelles il pourrait espérer gagner de l'argent. Certes, pour la défense des intérêts de ses membres et l'amélioration de leurs conditions professionnelles, le syndicat peut servir d'intermédiaire mais sous la condition expresse que cela ne lui rapporte rien. Cet article gênera beaucoup dans leur développement, nous aurons l'occasion d'y insister plus loin, les syndicats agricoles. Interdiction également de poursuivre aucun but politique ou religieux, et, sur ce point si les gouvernements successifs n'ont pas, en

toute circonstance, relevé toutes les infractions, la jurisprudence s'est montrée, chaque fois qu'elle a été saisie, d'une extrême sévérité.

« La publicité étant le corollaire indispensable et naturel de la liberté d'association » (1), **l'article 4** exige le dépôt des statuts et des noms des administrateurs, à la mairie et leur communication au procureur de la République. « Nous pensons, avait dit à ce propos M. Waldeck Rousseau au Sénat, que l'exercice d'une liberté n'a pas à demeurer occulte et que ce ne peut pas être un droit pour ceux qui se forment à l'état d'association que de dissimuler l'éclosion d'une personne morale dans la société ». Cette formalité, qui avait fait échouer le projet de loi de 1876, n'a, d'ailleurs, jamais été vexatoire ; elle est, à l'heure actuelle, complètement passée dans nos mœurs.

L'article 5 s'occupe des unions de syndicats. Ceux-ci, quelle que soit leur origine, peuvent s'unir en une fédération unique. C'est, d'ailleurs, ce qu'ils ont fait en créant la Confédération générale du travail. Cette question des unions fut vivement discutée au Sénat et à la Chambre. Combattues par M. Béranger, qui craignait « la tyrannie du syndicat supérieur, exerçant une influence générale et despotique sur les associations soumises à son autorité », elles furent défendues par M. Tolain, qui, sans leur reconnaissance, « voyait dans la loi de 1884, une œuvre incomplète et inféconde » L'article 5 fut d'abord rejeté par le Sénat, puis devant les protestations, un nouveau vote reconnut les unions, mais elles n'obtinrent pas la personnalité civile.

Cette personnalité, **l'article 6** l'accorde aux syndicats. « Grâce à lui, dit M. Valdeck Rousseau, dans sa

(1) Circulaire de M. Waldeck-Rousseau.

circulaire, le syndicat devient une personne juridique d'une durée indéfinie, distincte de la personne de ses membres, capable d'acquérir et de posséder des biens propres, de prêter, d'emprunter et d'ester en justice. Ainsi ces associations professionnelles, d'abord pros-crites, puis tolérées, sont élevées par la loi du 21 mars 1884 au rang des établissements d'utilité publique, et, par une faveur inusitée jusqu'à ce jour, elles obtiennent cet avantage non en vertu de concessions individuelles, mais en vertu de la loi et par le seul fait de leur création. Les pouvoirs publics, en aucun temps, en aucun pays, n'ont donné une plus grande preuve de confiance et de sympathie aux travailleurs » Sans nous demander si le Ministre de l'intérieur n'est pas allé au delà des termes de la loi en assimilant les syndicats à des établissements d'utilité publique et s'il ne convient pas de les considérer comme de simples personnes morales privées, voyons quelle est leur capacité. Elle comprend : — le droit d'ester en justice comme demandeurs ou comme défendeurs ; — le droit d'employer les sommes provenant des cotisations ; — le droit d'acquérir des immeubles pour des usages déterminés ; — le droit de constituer sans autorisation entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites ; — le droit de créer et d'administrer des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail ; — enfin le droit de donner leur avis, si on les consulte, sur tous les différents et sur toutes les questions se rattachant à leur spécialité.

Les syndicats acquièrent donc la personnalité civile ce que l'on appellera plus tard, lors de la loi de 1901, la « petite personnalité civile ». Du fait qu'ils sont des personnes morales, on en déduit les conséquences suivantes : 1° l'association constituant le syndicat a un patrimoine distinct de celui de ses membres ;

2° les créanciers du syndicat ont un droit exclusif sur le fonds social ; 3° enfin le syndicat sera valablement représenté par son directeur pour ester en justice et contracter avec les tiers.

Leur capacité est restreinte en ce qui concerne l'acquisition des immeubles : ils ne peuvent acquérir que ceux qui sont nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle. Nous étudierons dans le chapitre suivant la jurisprudence concernant les dons et legs. « En tout cas, dit la circulaire du 25 août 1884, les syndicats contreviendraient à la loi, s'ils essayaient de tirer des immeubles qu'ils possèdent un profit pécuniaire direct ou indirect par location ou autrement. »

Toutes ces dispositions sont sanctionnées par des peines énumérées par **l'article 8**.

L'article 7 assure la liberté des syndicats en permettant à tout membre de se retirer à tout instant de l'association, tout en conservant le droit de faire partie des sociétés de secours mutuels et pensions de retraites auxquelles il aurait contribué par des versements.

L'article 9 énumère les sanctions aux infractions des articles 2, 3, 4 et 6 de la loi.

L'article 10 rend la loi applicable à l'Algérie et aux colonies, tout en interdisant aux étrangers de faire partie de syndicats dans les colonies.

Telle est l'économie générale de la loi de 1884 qui a été jusqu'à la loi du 12 mars 1920 la charte de la classe ouvrière et qui a marqué un immense progrès : « l'étatisme recule devant le syndicalisme », écrit à ce propos M. le professeur Morin (1). Cette loi, en effet, créait les syndicats ; elle leur donnait une existence

(1) G. Morin — La révolte des faits devant le Code, page 194.

légale ; elle mettait sur le pied d'égalité les patrons et les ouvriers et enfin elle restaurait le régime de la liberté. Les syndicats ne constituaient plus des corporations fermées : quiconque, libre d'entrer dans un syndicat, est libre d'en sortir. Légalité, égalité, liberté, telles sont les trois caractéristiques de la loi de 1884 (1).

Mais aussitôt entrée en application, cette loi se montra insuffisante et incomplète : les Tribunaux, saisis à de nombreuses reprises, l'ont parfois interprétée restrictivement ; d'autre part sous la poussée d'idées nouvelles, les lois ouvrières vont se succéder d'années en années et bientôt apparaîtra la nécessité de modifier et d'étendre la loi de 1884.

(1) Pic, Précis de Législation industrielle, page 230.

CHAPITRE II

De la loi de 1884 à celle de 1920

§ 1^{er}. — Insuffisance de la loi du 21 mars 1884 : sa critique. — La jurisprudence.

Critiquée, la loi de 1884 le fut dès sa promulgation ; et ce qui est curieux c'est qu'elle rencontra de l'opposition de la part des ouvriers, comme de la part des patrons.

Les ouvriers lui déclarèrent nettement la guerre : ils affichèrent à son égard une méfiance extrême. Ils considérèrent — comme ils l'avaient d'ailleurs fait pour le précédent projet de loi — que c'était une loi de police, destinée à faciliter seulement l'œuvre des parquets ; et des protestations s'élevèrent dans les congrès ouvriers qui suivirent : ceux de Rennes de 1884, de Lyon de 1886. La loi y fut qualifiée de « piège tendu aux ouvriers ». Rien ne reflète mieux l'état d'esprit ouvrier à cette époque que ce manifeste du congrès de Rennes de 1884 : « Considérant que la tolérance conquise dont jouissent les chambres syndicales et groupes ouvriers équivalait presque à la liberté d'association, que si la législation devait intervenir, ce devait être simplement pour légaliser cette situation, en introduisant dans les codes, la liberté complète d'association et de réunion aussi bien que la personnalité civile. ; qu'au contraire la loi de réaction du 21 mars 1884, restreint toutes les liber-

tés ; le congrès déclare *œuvre de police* et de *réaction* la loi du 21 mars 1884....., invite tous les groupes ouvriers à adhérer à la ligue de résistance qui s'est constituée à Paris à cet effet.» Et le congrès de Lyon donnait de la loi l'appréciation suivante : « C'est une chaîne de plus ajoutée à toutes celles qui entravent le libre exercice du droit imprescriptible de réunion et d'association. » Il convient de noter également que cette nouvelle législation surprenait peut-être les travailleurs, qui n'étaient plus ni habitués, ni préparés à l'association. Aussi les effets de cette loi ne se firent pas sentir immédiatement et les syndicats ouvriers ne commencèrent à se développer que vers 1890.

Les patrons, de leur côté, se montrèrent nettement hostiles. C'est avec crainte qu'ils virent le droit d'association reconnu à leurs ouvriers. « Du premier jour, écrit M. Raoul Jay, les syndicats ouvriers se sont heurtés à maints endroits à la malveillance, parfois à l'hostilité ouverte des patrons. De regrettables manœuvres, le refus d'embauchage ou le renvoi des ouvriers syndiqués, ont souvent paralysé leur création et leur développement ». Et la grève d'Anzin de 1884 est commentée par M. Clemenceau dans les termes suivants : « Les compagnies ont rendu impossible le fonctionnement des syndicats ouvriers. Il leur a suffi de renvoyer impitoyablement tous ceux qui avaient pris part à la direction et à l'organisation du mouvement des syndicats. »

L'enquête parlementaire votée le 2 février 1884 sur la situation des ouvriers de l'agriculture et de l'industrie montra l'oppression dont étaient victimes les ouvriers quand ils cherchaient à s'unir en chambres syndicales. Dans le département du Nord, la croisade s'afficha ouvertement : notoirement tous les ouvriers connus comme faisant partie d'associations syndicales

furent congédiés par les mines d'Anzin ; les cotisations ne pouvaient être versées qu'en cachette. A Vizzille, dans l'Isère, un syndicat fut dissous pour éviter le renvoi de tous ses membres. Les mêmes faits se reproduisirent à Voiron, à Moirans, à Bourgoin, où les contremaîtres exigeaient la remise du livret syndical.

Aussi, en 1889-1890, ému de voir que le « patronat n'acceptait pas loyalement la loi de 1884 », M. Bovier-Lapierre proposait et la Chambre votait la loi ci-après :

« Art. 1^{er} : Quiconque patron, contremaître, employé ou ouvrier sera convaincu par menace de perte d'emploi ou de privation de travail, refus motivé d'embauchage, renvoi d'ouvriers ou employés, à raison de leur qualité de syndiqués, violences ou voies de fait, dons, offres ou promesses de travail, entravé ou troublé la liberté des associations professionnelles ou empêché l'exercice des droits déterminés par la présente loi, sera puni d'un emprisonnement d'un mois et d'une amende de 100 à 2000 francs. » Cette proposition de loi fut systématiquement repoussée par le Sénat à chaque législature et obstinément reprise, à chaque législature également, soit par son auteur originaire (21 nov. 1895, Chambre Doc. Parl. n° 1617) soit par d'autres députés ou même par le Gouvernement (projet Mesureur, 4 février 1896, Chambre Doc. Parl. n° 1773). A ce refus de la Haute Assemblée il y avait une raison : ces dispositions ne maintenaient pas, en effet, la balance égale entre les syndiqués et les non syndiqués, puisqu'elles assuraient l'impunité aux manœuvres employées par les syndiqués pour contraindre les non-syndiqués à sortir de leur isolement.

Lors de la discussion de cette proposition de loi, des députés apportèrent encore à la tribune sur la résistance patronale des faits de vexations incontes-

tables. M. Basly, dans la séance du 17 mai 1889, citait ces exemples : « J'ai vu des patrons métallurgistes fermer leurs établissements et les rouvrir quelque temps après, en disant aux ouvriers : « Vous rentrez mais à condition que vous nous donnerez vos livres de chambres syndicales. Pis encore : les patrons avaient consenti un dédit de 10.000 francs pour celui qui aurait réoccupé le secrétaire général de la chambre syndicale, qui en avait été l'organisateur. On ne poursuivit pas les patrons. »

D'ailleurs, la jurisprudence, gardienne jalouse du principe de la liberté individuelle, se montrait parfois, et surtout immédiatement après la loi de 1884, favorables aux tendances patronales. C'est ainsi que dans un arrêt relativement récent, la Cour d'Aix a décidé qu'un patron, libre de recruter son personnel comme il l'entend, ne fait, en principe, qu'user d'un droit légitime en exigeant de ceux qu'il se propose d'employer l'affirmation écrite qu'ils ne sont pas syndiqués, et en stipulant même une sanction au cas où, ultérieurement et pendant la durée du contrat, ils adhéreraient à un syndicat. (1) Ce même respect de la

(1) Aix : 21 décembre 1910 (S. 1912-2-97) avec une note de M. Naquet. Celui-ci cherche à atténuer la portée de l'arrêt : « Ainsi comprise la théorie jurisprudentielle n'implique pas nécessairement qu'un patron aura, en principe et sans tenir compte des faits, le droit d'écarter tous les ouvriers syndiqués... Ce droit devra lui être reconnu si, par des faits antérieurs, le syndicat s'est montré nettement hostile et s'est ainsi rendu suspect. Dans ce cas, le patron ne commettra pas d'abus, s'il refuse d'employer les ouvriers parce que syndiqués ; mais il convient d'ajouter qu'à défaut de déclaration motivée, *ce sera à l'ouvrier ou au syndicat demandeur en dommages-intérêts à prouver l'intention du patron*, puisque cette intention est la condition du délit et que c'est à celui qui se plaint d'un délit à administrer la preuve de ce délit. »

Voir également : Cass. Req. 13 mars 1905 (D. 1906 - 1 - 113), et Cass. civ. 9 mars 1915 (D. 1916, 1. 25)

liberté individuelle, nous le retrouvons encore dans des décisions de la Cour de Cassation : « Aucun principe de droit ne s'oppose à ce qu'un patron et un employé appartenant à des syndicats signataires d'un contrat collectif y dérogent par une convention individuelle, lorsque sur le point auquel il est dérogé, le contrat n'a pas un caractère d'ordre public (1) ».

Mal accueillie et par les ouvriers et par les patrons, « la loi de 1884 dans l'intention de ses auteurs ne marquait pourtant nullement un retour au droit corporatif antérieur à 1789. Elle était présentée comme un corollaire du principe fondamental de la Révolution : la liberté individuelle. » (2) C'était bien une loi de liberté, selon la formule célèbre de Waldeck-Rousseau : « le droit d'un ouvrier qui ne veut pas faire partie d'un syndicat est égal au droit de 10.000 ouvriers qui veulent en faire partie. » Mais ses auteurs ont trop oublié le grand principe, base de la société moderne : la solidarité ; le droit de chacun est subordonné aux besoins de tous et ceux-ci conditionnent celui-là. Le droit d'un seul n'existe plus en face du droit de 10.000, si l'intérêt de tous est en jeu. La loi de 1884 ne reflète nullement ce grand esprit de solidarité et c'est peut-être ce qui justifie le jugement sévère porté sur elle par M. Lauche dans son rapport à la Chambre des Députés lors de la discussion de la loi de 1920 : « La loi du 21 mars 1884 est un compromis entre les régimes de l'interdiction et de la tolérance et le régime de la force obligatoire des décisions syndicales. Elle veut concilier le droit d'association avec la liberté du travail. Elle participe par des mesures restrictives et exorbitantes du droit

(1) Cass. 12 décembre 1908 et 2 août 1911 (S. 1912. 1. 203) et note de M. Wahl.

(2) G. Morin — La révolte des faits contre le Code, page 34.

commun que nous avons signalées au régime policier du passé (1) et par la reconnaissance légale des syndicats, la demi personnalité qu'elle leur attribue, les fonctions corporatives qu'elle sanctionne, au régime d'organisation du travail de l'avenir. »

Mais c'est surtout dans son application que des difficultés apparurent et chaque fois que ces difficultés furent déferées aux tribunaux, c'est dans un sens nettement restrictif — au moins dans les premières années — qu'ils en interprétèrent les dispositions, puis peu à peu les décisions se montrèrent plus libérales. C'est cette jurisprudence et son évolution que nous allons passer en revue.

Notons, tout d'abord, un jugement du Tribunal de la Seine de 1895 dont les termes reflètent encore l'esprit nettement individualiste légué par la Révolution : « on ne saurait permettre aux syndicats de se transformer en corporations obligatoires, ni les ériger en souverains despotiques de l'usine et en dispensateurs insignes du travail »... La prétention du syndicat, si elle était admise, n'irait à rien moins qu'à restaurer « l'oppression des chambres syndicales aussi intolérable et aussi contraire à la justice que la *tyrannie des anciennes corporations* et jurandes *détruites à si juste titre* par la Constituante et par la Convention ». Voilà nettement affirmé à nouveau le principe de la liberté.

A quelles personnes s'appliquait le droit syndical ? C'est la première question qui fut posée. Les *anciens ouvriers* notamment pouvaient-ils faire partie d'un syndicat ? La loi de 1884 les excluait nettement et cette disposition fut, et avec raison, vivement combattue :

(1) Il convient de noter combien cette appréciation est partielle. Peut-on considérer comme une mesure de police l'obligation du dépôt des statuts et du nom des administrateurs ? Les tiers appelés à traiter avec le syndicat ne doivent-ils pas savoir avec qui ils auront à faire ?

on privait, en effet, le syndicat de concours d'hommes d'expérience, d'une part, et d'autre part, d'hommes qui ayant quelques loisirs auraient été tout désignés pour exercer, comme cela a lieu en Angleterre, les fonctions d'administrateurs où ils auraient fait preuve d'expérience, de sagesse et, étant donné leur âge, de pondération (1). Notons, en passant, qu'en cette matière la jurisprudence s'est montrée assez libérale et qu'elle a admis les anciens ouvriers à faire partie des syndicats à titre de membres honoraires (2).

Après l'avoir nié dans les premières années, elle semble s'être rangée à l'avis de la doctrine et avoir admis également au droit syndical les *professions libérales* (3), mais elle s'est montrée intraitable en ce qui

(1) La loi de 1920, nous le verrons, a comblé cette lacune.

(2) Douai ; 26 octobre 1892 et Cass. 18 février 1893. (S. 96. 1). 377).

(3) *Contre le droit syndical aux professions libérales*, voir notamment :

Cass. 27 juin 1885 (D. 86. I. 137)

Cass. 28 février 1902 (D. 1902, I. 203) avec le rapport de M. le Conseiller Laurent. — Atholin. Cet arrêt confirme un arrêt de la Cour de Douai du 11 novembre 1901. (D. 1902. 2. 504), faisant une interprétation rigoureuse de la loi du 30 novembre 1892, et interdisant aux médecins de se syndiquer avec des professions similaires et notamment des pharmaciens : « cette loi ayant, dit l'arrêt, un caractère dérogatoire et rigoureusement exceptionnel »

En faveur de la thèse libérale, voir : Provins : 8 avril 1897 (S. 99. 2. 14) et Cour de Paris : 1 décembre 1898 (S. 99. 2. 245) admettant tous deux les géomètres à se syndiquer.

La doctrine adopte nettement cette dernière thèse, notamment depuis les lois du 30 novembre 1892, qui, à la suite d'une vive campagne causée par l'arrêt de Cassation du 27 juin 1885, a accordé le droit syndical aux médecins, chirurgiens, dentistes, — et du 1^{er} juillet 1901. (Comme exemple de revirement dans la doctrine, voir Pic : Précis de Législation industrielle, page 252.)

Toutefois la Cour de Cassation n'ayant pas eu à se prononcer ces dernières années, une interprétation législative paraissait désirable sur ce point.

concerne les *fonctionnaires* (1) et même les employés et ouvriers des administrations de l'Etat, du département et des communes (2). La question lui fut soumise à propos d'un syndicat d'égoutiers de Paris, qui fut appelé devant la 9^e Chambre correctionnelle de la Seine, au sujet d'un procès en diffamation que ce syndicat intentait au journal « l'Eclair ». (Il y a lieu de remarquer qu'il n'y a pas eu de poursuite directe par le Parquet). Le jugement leur refusa le droit de se syndiquer (3). « Attendu, disait-il, que la profession d'égoutier, étant à Paris exclusivement relative à un service public d'hygiène et de salubrité publique, dépendant de l'administration de la ville, ne peut comporter l'étude ou la défense d'aucun intérêt économique, industriel, commercial ou agricole et par suite, ne permet pas à ceux qui l'exercent de constituer un syndicat en vertu de la loi du 21 mars 1884... ». La Cour d'Appel de Paris confirma ce jugement, en adoptant les motifs du Tribunal Correctionnel dans son arrêt du 26 octobre 1903.

La majorité de la doctrine, au contraire, était en faveur du droit syndical pour tous les agents qui ne « détiennent pas une portion de l'autorité publique ». C'est dans le même sens que se prononcèrent à plusieurs reprises la Chambre et le Sénat, invitant le gouvernement à permettre, au moins à certains fonctionnaires, d'user de la loi de 1884.

Quant aux divers Gouvernements, ils ne suivirent

(1) Tribunal Correctionnel de la Seine ; 22 octobre 1912 (Gaz. Palais 1912. 2. 433) ; — et Tribunal Correctionnel Lyon : 18 décembre 1912 (Gaz. Palais 1913. 1. 204).

(2) Voir plus loin combien ce point a été âprement discuté par le Sénat et la Chambre lors de la discussion de la loi de 1920.

(3) Tribun. Correct. Seine. 8 juillet 1903 (Gaz. des Tribunaux, 1903. T. 22. 227).

pas une règle bien uniforme. En 1891, les cantonniers ouvriers et ouvrières de la Ville de Paris, formèrent un syndicat. Le Préfet de la Seine et le Ministre des Travaux Publics ne voulurent pas reconnaître la légalité de ce groupement. Le Parquet somma le syndicat de se dissoudre ; le syndicat résista et ne fut jamais poursuivi. En 1908, le Président du Conseil et le Ministre des Travaux Publics refusèrent aux cantonniers le droit de se syndiquer, car d'après la jurisprudence de la Cour de Cassation, « le droit de former un syndicat est restreint à ceux qui, soit comme patrons, soit comme ouvriers ou salariés appartiennent à l'industrie, au commerce ou à l'agriculture, à l'exclusion de toutes autres professions ». En conséquence les Procureurs de la République reçurent des instructions, les invitant à dissoudre les syndicats de cantonniers. Malgré ces ordres, les cantonniers sont restés syndiqués. Par contre les ouvriers des arsenaux ont été, par circulaire du 25 octobre 1912, de M. Pelletan ministre de la Marine, autorisés à se syndiquer, ainsi que les employés de la guerre et ceux des chemins de fer de l'Etat.

A la veille de la loi de 1920, la majorité des auteurs et des hommes politiques (1) étaient donc en faveur du droit syndical des employés de l'Etat, du département, de la commune : pourquoi, d'ailleurs, faire une différence entre ces employés suivant que le service est assuré directement ou bien exploité en régie (en effet dans ce dernier cas personne, pas même la jurisprudence, ne conteste ce droit).

La loi de 1884 est encore incomplète, disait-on, en ce qui concerne les conditions de publicité : le dépôt

(1) Cf. notamment Barthou. Rapport J. O. Doc. parl. 1903. Annexe n° 1418 pages 66 et suite ; — et ordre du jour de Ramel du 22 mars 1894, concernant les agents des chemins de fer de l'Etat.

des statuts est insuffisant pour les tiers qui ont intérêt à connaître le syndicat ; une publicité par la voie de la presse serait nécessaire. La jurisprudence s'est, sur ce point, montrée rigoureuse et elle a exigé de la part des sections de syndicats le dépôt des statuts (1).

Appelés à interpréter les dispositions relatives aux droits des syndicats : droit d'ester en justice, droit de contracter, droit de posséder, les tribunaux s'en sont tenus, d'abord, à la rigoureuse interprétation de ces dispositions, puis, par une lente évolution, ont étendu, notamment sur le 1^{er} point, les droits des syndicats.

Nous ne rappellerons pas la suite des arrêts rendus en ce qui concerne le droit d'ester en justice des syndicats : il est toutefois intéressant de noter les plus typiques et chaque fois les attendus ne manquent pas de se référer aux termes de l'article 3. « Les syndicats professionnels ne doivent avoir pour objet que l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux (2) » « L'activité des syndicats profes-

(1) Bourges : 1^{er} mars 1902 (S. 1903. 2. 108)

(2) Paris : 5 janvier 1916. (Gaz. Trib. 1920. 10. 16)

Oran : 29 décembre 1913. (Revue algérienne 1914. 2. 44)

Bordeaux : 10 décembre 1918 (D. 1919. 2. 49)

Lyon : 30 mars 1915 (D. 1916. 2. 44).

De cet article 3, le Tribunal du Havre, dans un jugement du 4 décembre 1920, (Gaz. du Palais 1921-1-38) vient de faire une stricte application. Les faits étaient très simples : à la suite d'une grève de solidarité, la société de production et d'électricité avait renvoyé un employé, secrétaire du syndicat de l'énergie électrique ; cet employé réclamait à la société des dommages intérêts pour congédiement dû uniquement au fait de la grève. Mais le Tribunal a débouté l'ouvrier de sa demande : « Attendu qu'il est constant, dit le jugement, que ce mouvement de grève, déclenché par les cheminots, n'avait qu'un unique but politique et ne se préoccupait en rien des intérêts corporatifs .. Attendu qu'en distribuant cet ordre, Robin a commis une infraction aux dispo-

sionnels ne doit s'exercer que pour la défense des intérêts collectifs de la profession qu'ils représentent et leur capacité juridique est restreinte dans les limites mêmes assignées à leur mission légale» (1). En conséquence les syndicats sont irrecevables à intervenir dans un procès dans le simple intérêt d'un de leurs membres.

Aucune difficulté n'existait donc en ce qui concerne la conservation de leur patrimoine, mais deux interprétations se trouvaient en présence en ce qui concerne le droit pour les syndicats de plaider pour la défense des « intérêts collectifs » de leurs membres ; l'une restrictive, — qui était, chose curieuse, celle de M. Waldeck Rousseau, (2) — d'après laquelle le syndicat n'aurait le droit d'exercer que les « actions qui n'étant pas dans le commerce ne peuvent être exercées par aucun de ses membres. » C'est cette interprétation qu'ont tout d'abord adopté les tribunaux et

sitions de l'article 3 de la loi de 1884, spécialement fixée en l'article 9 qui édicte des sanctions. »

V. dans le même sens Cass. crim. 29 mai 1908 (Gaz. Palais 1908. 2. 22) ; (S. 1908. 1.489) ; (D. 1909. 1. 25)

Cass. civ. : 16 novembre 1914. (Gaz. Palais 1914-2 et 1915-224) ; (S. 1917. 1. 81) ; (D. 1917-1.61), qui rappellent les syndicats à l'observation de l'article 3, et, en cas de violation notamment à la suite de faute grave, (grève illicite) déclarent le congédiement licite.

Cass. 6 août 1912. (Gaz. Palais 1912. 2. 410).

Cass. 21 mars 1916. (S. 1916. 1. 1. 128) ; (D. 1918. 1. 41.)

Cass. 15 janvier. 1918 (Gaz. Pal. 1918 et 1919. 1. 103) ; (D. 1918. 1. 17.)

Voir également Trib. Correct. Seine 13 janvier 1921. (Gaz. Palais. 1921. 1. 87) prononçant la dissolution de la C. G. T. pour contravention à l'article 3 de la loi de 1884. (Voir plus loin l'examen plus détaillé de ce jugement).

(1) Cour de Paris : 23 février 1912. (Gaz. des Tribunaux, 8 août 1912.)

(2) Consultation de M. Waldeck Rousseau : Recueil périodique de procédure civile de Rousseau 1887. page 49.

notamment la Cour de Cassation, (1) qui a refusé à un syndicat, — intervenu comme intermédiaire entre un patron et ses ouvriers en grève et ayant négocié un arrangement collectif concernant la durée et le taux des salaires, — le droit d'agir en dommage intérêts contre le patron, à raison de l'inexécution de ses engagements. C'était rendre inefficace tout contrat collectif de travail, pourtant admis implicitement dans cet arrêt même. L'autre interprétation plus libérale et plus extensive, d'après laquelle l'action du syndicat doit être déclarée recevable, chaque fois qu'elle est justifiée par un intérêt collectif évident et qu'elle a pour objet la défense des intérêts généraux de la profession, (2), — sans distinguer si elle peut ou non se cumuler avec des actions individuelles, — semble actuellement adoptée par la jurisprudence. C'est ainsi qu'elle admet les actions tendant : 1° à réprimer les faits de concurrence déloyale (3), et, dans son arrêt

(1) Cass. 8 février 1893. (D. 1893. 1. 24) ; (S. 1896. 1. 329, avec note de M. Wahl) ; (Pand 1894. 1. 1. avec note de M. Deslandres) ; dans le même sens : Evreux : 21 octobre 1887 (D. 88. 3. 136) ; Arras : 13 juin 1888 (D. 1890. 3. 55) ; Aix : 26 janvier 1887 (Revue des Sociétés 1887. 254).

(2) Dans ce sens : Cass. 28 novembre 1916. (Gaz. Palais 1916-1917, 435.)

(3) Voir, notamment, en ce qui concerne :

— *Les syndicats de médecins* :

Seine : 25 mai 1893 et Montbéliard : 30 janvier 1896 (D. 1896. 2. 189 et 168) ; — Grenoble, 6 mai 1902 (moniteur judiciaire de Lyon du 1er juillet 1902). — Comparer avec Cass. 26 octobre 1916 (Bin. Criminel 381)

— *Les syndicats des marchands de vins et viticulteurs* :

Angers 11 avril 1889 et, sur pourvoi, Cass. rejet 26 juillet 1889 (D. 1890. 1. 839), — Nancy 19 avril 1909 (Moniteur jud. de Lyon du 17 juillet 1902). — Cass. crim. : 1 mars 1906 (Bin. crim. pages 183 à 185) Cass. civil : 18 janvier 1905 (D. 1908. 1. 27). — Cass. crim. : 29 juillet 1907 (S. 1908. 1. 105 et note de M. Roux) ; (D. 1909

du 26 juillet 1889, la Cour de Cassation insiste sur ce fait que le syndicat représente » un intérêt général absolument distinct de l'intérêt individuel que peut avoir un négociant champenois à se plaindre de la contrefaçon de sa marque ou de son nom commercial » ; — 2° à faire respecter les usages généraux de

1. 129 et note de M. Planiol) — Cass. 29 février 1912 (Gaz. Pal. 1912. 2. 33). — Cass. crim. : 29 juillet 1912 (Annuaire des syndicats 1912 avec un rapport de M. le Conseiller Bourdon retraçant l'évolution de la jurisprudence.)

Cass. toutes chambres réunies 5 avril 1913. (D. 1914 1. 65)

Dans cet arrêt la Cour de Cassation s'est rangé à l'avis de M. le Procureur Général Sarrut, qui avait terminé ses conclusions par ces mots : « Il n'est pas douteux, l'ensemble des lois le démontre, que le législateur veut ouvrir un large domaine à l'activité des syndicats professionnels en particulier, des associations en général. Ne vous arroyez pas le droit de paralyser la volonté, de gêner le développement de son œuvre, vous, magistrats de la Cour suprême, dont la mission consiste à assurer l'application stricte des lois quelles qu'en soient le caractère ou la portée ».

Et la Cour statuait : « Attendu que les deux causes de préjudice retenues par l'arrêt attaqué étaient de nature à atteindre directement les intérêts économiques, commerciaux ou agricoles dont la défense rentre essentiellement dans la mission légale des syndicats professionnels aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884 ».

Cass. 20 janvier 1914 (Gaz. Palais 1914. 1. 311). — Cass. 21 mars 1918 (B. criminel page 116)

Les syndicats des poissonniers réclamant contre la contamination des eaux :

Amiens : 13 mars 1895, et sur pourvoi. Cass. civ. 5 janvier 1897 (D. 1897. 1. 120).

— *Les syndicats des débitants de boissons* :

Cass. 8 février 1917. (Bin criminel p. 37).

— *Les syndicats de pharmaciens* :

Paris : 20 janvier 1886 (D. 1886. 2. 170). — Paris 16 décem. 1911 (D. 1893. 2. 480). — Caen : 1er mai 1890 (S. 1892. 1. 14)

la profession (1) ; 3. à assurer le respect d'un contrat collectif de travail négocié par son entremise (2). Mais il n'en restait pas moins une équivoque créée par l'arrêt du 8 février 1893 et une interprétation législative sur ce point était nécessaire. La loi de 1920 a comblé cette lacune.

S'appuyant sur l'article 5, la jurisprudence a refusé aux unions le droit d'estimer en justice : un jugement

— Cass. 5 janvier 1894 (S. 1895 1. 382) et 11 janvier 1913 (Gaz. Pal. 1913. 1. 558).

Trib. correct. Seine : 3 juillet 1918 (Journal La Loi du 5 septembre 1918).

— *Les syndicats de laitiers* :

Tribun. civil Seine 10 juillet 1913 (Gaz. Palais 1913. 2. 124).

— *Les syndicats de bouchers* :

Lyon, 23 novembre 1911 (Gaz. Palais 1912. 1. 50).

— *Les syndicats de marchands de meubles* :

Cass. crim. 20 octobre 1911 (Annuaire des syndicats, 1912)

— *Les syndicats du Commerce des salaisons* :

Cass. 20 décembre 1907 (B. criminel, 837), cassant un arrêt de la Cour d'Aix, qui s'est borné à admettre l'intervention du syndicat, sans constater la nature du préjudice causé par le délit aux intérêts collectifs du dit syndicat.

— *Les syndicats de bijoutiers et joalliers* :

Cass. req. 5 déc. 1911 (Ann. des Syndicats 1912).

(1) Voir : Poitiers : 2 juin 1902 (Moniteur judiciaire de Lyon du 11 juillet 1902).

(2) La Cour de Cassation a montré quelque hésitation à accorder des dommages intérêts. Les Cours et Tribunaux se sont montrés plus larges et ont rendu des décisions plus favorables.

Cass. Civil : 1^{er} février 1893 (S. 1896. 1.329). — Cass. 16 décembre 1908 et 2 août 1911 (S. 1912. 1. 201 et la note de M. Wahl). — Cass. 7 juillet 1910 (S. 1912. 1.206).

Comp. avec : Trib. commerce de la Seine, 4 février 1892 (Gaz. Palais 1892. 1. 221). — Lyon : 10 mars 1908 (S. 1910. 2. 49.) — Lille : 12 novembre 1906 (S. 1909. 2. 323).

Mais ces dernières années la Cour suprême a adopté la thèse libérale : **Cass. 24 octobre 1916.** (S. 1920. 1. 17) commenté plus loin.

du tribunal correctionnel de la Seine (1) a décidé qu'une fédération ne peut pas être citée en justice car elle n'a pas la personnalité morale et que seuls les individus qui la composent ou, au moins, qui la dirigent sont responsables de ses agissements. Là encore le législateur interviendra et donnera dans la loi nouvelle aux unions la même capacité qu'aux syndicats.

Craignant de rétablir les biens de main morte, le législateur de 1884 s'était montré avare dans l'octroi de la capacité d'acquérir aux syndicats. Il était même resté muet en ce qui concerne les acquisitions à titre gratuit : il nous paraît inutile de rappeler les théories en présence, puisque la jurisprudence a admis (2) que les syndicats pouvaient acquérir à titre gratuit des meubles et cela sans autorisation administrative. A cette capacité restreinte nous verrons quelle large capacité a substitué la nouvelle loi.

Du droit de posséder découle inéluctablement le droit de contracter : la loi de 1884 n'en avait pas soufflé mot. Toutefois ce droit pour les syndicats de contracter, d'accomplir librement les divers actes de la vie civile a été formellement reconnu dans les travaux préparatoires et affirmé dans la circulaire du 25 août 1884. Et la jurisprudence, très hésitante au début, en est arrivée peu à peu à établir toute une théorie très intéressante, de moins en moins restrictive, à reconnaître finalement la validité du contrat collectif de travail et à le sanctionner. C'est cette

(1) Trib. Correctionnel de la Seine du 23 décembre 1913. (Revue Sociale 1916. 1. 16.)

(2) Trib. Alençon : 16 janvier 1894 (Rev. des Sociétés 1894-356). — Trib. Seine : 16 juillet 1896 (S. 1899. 2. 221).

Voir sur la question : Brémont, revue critique, 1893, page 151.

César Bru : les Syndicats et leur personnalité civile, page 53.

jurisprudence que consacrera, en l'étendant, la loi de 1920.

Le droit pour les syndicats de passer des contrats collectifs de travail, la Cour de Cassation l'avait admis déjà dans son arrêt du 8 février 1893, bien avant par conséquent qu'il ne fut reconnu par la loi du 25 mars 1919 (1) Ce même droit était affirmé dans le jugement précité du Tribunal de Commerce de la Seine du 4 février 1892, dont l'un des attendus dispose : « Attendu qu'il y a lieu de rappeler la Compagnie des omnibus à l'observation du contrat. . . . Par ces motifs dit que dans le mois de la signification du présent jugement, la Compagnie sera tenue. . . (2) La jurisprudence s'est donc montrée libérale en cette matière et l'un des derniers arrêts sur ce point reflète bien cette tendance. Dans cet arrêt, la Cour de Cassation a décidé que le contrat collectif de travail, — passé pour un temps limité entre les entrepreneurs d'une commune et le syndicat des travailleurs du bâtiment de cette commune, — qui a été conclu pour mettre fin à une grève, et qui ayant pour objet de fixer les taux des salaires et les

(1) Cet arrêt confirmait un arrêt de la Cour de Dijon du 23 juillet 1890, dont un des attendus mérite d'être relevé : « Considérant que *s'il est incontestable* que la fixation du taux des salaires et la réglementation des heures de travail rentrent dans la catégorie des intérêts généraux pour la sauvegarde desquels un syndicat professionnel d'ouvriers peut se constituer, que par suite les *membres de la Chambre Syndicale de Chauffailles ont pu intervenir* pour faire au nom des ouvrières syndiquées la convention du 14 septembre 1885...

(2) Voir, dans le même sens : pour la réglementation des heures de travail et de salaires : Charolles, 18 février 1890 (Revue des Sociétés 90 page 318) ; — et pour la reconnaissance de la validité du contrat de travail : Cass. civil. : 7 juillet 1910 (S. 1912. 1. 206) et 24 novembre 1914 (S. 1916. 1. 99)

Voir également Rouast : Essai sur la notion juridique du contrat collectif de travail.

heures de travail stipule notamment que les patrons ne pourront employer que des *ouvriers faisant partie du syndicat*, peut-être considéré par les juges du fond comme ayant été dicté tant par un souci réciproque de conciliation que par le soin d'intérêts professionnels et n'a en conséquence rien d'illicite. En conséquence des ouvriers renvoyés pour avoir refusé de faire partie du syndicat n'ont droit à aucun dommages-intérêts. (1) Cet arrêt réforme, on peut le dire, l'arrêt du 22 juin 1892 (2) qui avait condamné les prétentions d'un syndicat, voulant obliger les patrons à renvoyer des ouvriers non syndiqués. Sans entreprendre la réfutation des critiques de M. le Professeur Bonnecase, nous constaterons simplement que, si bien cet arrêt paraît violer des principes essentiels de notre droit, c'est que peut-être ceux-ci ne sont plus en harmonie avec les faits sociaux, et, en l'espèce, on ne peut que féliciter la Cour suprême d'avoir été « mue par le souci de protéger les syndicats professionnels, leur assurant indirectement un recrutement

(1) Cass. Civ. 24 octobre 1916 (S. 1920. 1. 17), et la note de M. Bonnecase, critiquant très vivement cet arrêt qui « revêt, dit-il, toute la raideur et aussi toute la simplicité d'un syllogisme... ; rarement la Cour de Cassation a rendu une décision à nos yeux plus regrettable au point de vue social, plus contraire aux principes fondamentaux et incontestés sur lesquels repose notre législation, plus en opposition avec certains textes précis du Code Civil et des lois postérieures. Nous soutenons qu'une décision de justice ne peut directement ou indirectement saper, sur la base constitutionnelle, une quelconque des libertés constitutionnelles et aboutir en fait à la suppression de la liberté du travail, avec comme corollaire, une atteinte éventuelle à la liberté de conscience ou à la liberté d'opinion.... Enfin, en l'occurrence, la Cour de Cassation paraît avoir totalement oublié l'existence d'un autre texte aussi essentiel que l'article 1134, puisqu'il a pour but d'en préciser la portée, nous voulons parler de l'art 1165. »

(2) Cass. Civil 22 juin 1892. Aff. Joost c/ Syndicat de Jallieu.

aussi large que possible. » Reproche que lui adresse M. Bonnecase, qui est, à nos yeux, un éloge, puisque c'est la consécration de ce mouvement qui tend à nous conduire vers le syndicat obligatoire. Par cet arrêt, la Cour de Cassation a montré que le juge ne doit pas être le froid interprète des lois, les appliquant dans leur principe rigide, mais qu'il doit savoir les plier aux circonstances et aux nécessités sociales, et que, s'il y a un droit pur, il y a aussi un « droit social », dont il faut tenir compte à l'heure actuelle plus que jamais.

Toutefois, si l'arrêt de 1916 est une tentative hardie pour aborder des idées nouvelles, d'autres arrêts ont très nettement posé les limites du contrat collectif de travail ; dans un arrêt tout récent (1) la Cour de Cassation a décidé qu'un contrat collectif de travail passé par un syndicat professionnel n'oblige que les membres de ce syndicat qui continuent à y adhérer sans manifester par une démission la volonté de reprendre leur liberté, ou ceux qui y adhèrent ultérieurement.

Mais des restrictions importantes étaient apportées par la loi à la capacité de contracter des syndicats : ceux-ci ne devaient pas se transformer en sociétés commerciales ; ils ne devaient pas se livrer à des spéculations sur les immeubles. Les syndicats ne devaient pas non plus faire d'actes de commerce : sur ce point les Tribunaux se sont montrés plus stricts (2) ; c'est ainsi qu'un syndicat de patrons ne pouvait adopter une marque de fabrique, exploiter un brevet d'inven-

(1) Cass. civil. 15 janvier 18 (D. 1918. 1. 17).

Comp. avec Cass. civ. 7 juillet 1910, (D. 1911. 1. 29 et une note de M. Nast), aux termes duquel la minorité opposante d'un syndicat est liée, si elle continue à faire partie de ce syndicat par les décisions de la majorité.

(2) Voir notamment Cass. : 3 avril 1912 (D. 1913. 1. 71)

tion ; un syndicat ouvrier violait la loi en employant le label.

Il convient, toutefois, de noter ici encore une tendance libérale dans la jurisprudence, en ce qui concerne les syndicats agricoles nés d'un amendement bien modeste de M. Oudet, dont personne ne parut soupçonner ni la portée ni les conséquences (1) ; les termes stricts de la loi de 1884 devaient toutefois notablement en gêner l'extension. Comme aux syndicats ouvriers, les actes de commerce leur étaient interdits (2) ; les Tribunaux avaient cependant admis qu'il pouvait grouper des demandes, et, en se comportant comme mandataires, faire des achats en commun, à condition de ne réaliser aucun bénéfice (3).

La seconde restriction apportée par la loi de 1884 à la capacité de contracter des syndicats professionnels se réfèrait aux spéculations, même non commerciales, ayant des immeubles pour objet. Un syndicat ne pouvait acheter des immeubles pour les revendre ou pour les louer. Le Tribunal Civil de St-Etienne (4) a même décidé qu'ils ne pouvait pas exploiter une mine : « Attendu, dit le jugement, que la seconde condition était pour le syndicat de se substituer aux lieu et place de la compagnie concessionnaire, qu'il

(1) Sur la question des syndicats agricoles, consulter :

Nast : Etude sur les syndicats agricoles, et la récente jurisprudence de la Cour de Cassation (Bul. de Législation comparée, 1.009-1910, pages 286 et suivantes ; pages 379 et suivantes).

Hitier : le régime des syndicats agricoles (Revue d'Economie Politique, 1909, pages 55 et suivantes)

Bordeaux : 16 Avril 1888 (D. 1890. 2. 70)

(2) Cass. : 29 mai 1908 (D. 1909. 1-25).

(3) Voir, en ce qui concerne l'achat d'engrais : Toulouse 20 mars 1889 (Revue des Sociétés, 1889, page 403 et D. 1890, 2. 144;)

(4) Célèbre jugement de la « mine aux mineurs » : St-Etienne 21 mai 1889 (Revue des Sociétés, 1889 page 414).

paraît ne pas avoir compris que son obligation ne sera remplie que le jour, où dépouillant cette *apparence de syndicat*, destiné à exploiter les mines, il aura formé une *société civile régulière* ». Le syndicat constitua une société coopérative régulière et obtint gain de cause devant la Cour de Lyon (1).

La capacité de contracter entraînait logiquement pour les syndicats la responsabilité ; cette responsabilité les Tribunaux n'ont pas manqué de la consacrer à maintes reprises : la Cour de Cassation a, notamment, condamné un syndicat à des dommages intérêts pour mise à l'index d'ouvriers non syndiqués (2). Nous citerons à ce propos une décision récente (3), qui montre quels problèmes juridiques nouveaux soulèvent les conflits de plus en plus aigus du capital et du travail et combien le droit social prend de la place dans la vie juridique. Rappelons brièvement les faits. Des patrons avaient conclu avec quatre corporations d'ouvriers une convention collective. Ces corporations se dissolvent et un syndicat unique prend leur place. A l'instigation de ce syndicat, les ouvriers, violant les engagements par eux contractés, font grève, et, par voie d'affiches et de publications dans les journaux, mettent les chantiers patronaux à l'index. Une société coopérative de production se fonde, choisit pour administrateurs plusieurs des membres du syndicat, embauche des grévistes, et, tout naturellement, supprime sur le marché local les patrons, privés de main-d'œuvre grâce aux menées du syndicat. Les

(1) Lyon 26 mars 1891. (D. 1891. 2. 201).

(2) Cass. 22 juin 1892. (S. 1893. 1. 41).

Voir également : Lyon 19 décembre 1919. (Gaz. Palais 1920. 1. 14).

(3) Chambéry : 4 octobre 1910 (S. 1912. 2. 129, avec une note de M. Hugueney)

patrons, à leur tour, se syndiquent et poursuivent en dommages intérêts le syndicat ouvrier, la société coopérative et les directeurs de l'un et de l'autre. La Cour de Chambéry, admettant — implicitement d'ailleurs — le syndicat patronal à plaider (1), a décidé qu'il était recevable à agir en dommages intérêts, contre le syndicat ouvrier, qui, par la mise à l'index des chantiers patronaux, avait constitué un monopole de fait à la société coopérative ouvrière.

Nous venons de donner un rapide exposé des difficultés soulevées par la loi de 1884, bien souvent incomplète, et un aperçu sommaire de la jurisprudence, qui, restrictive au début, s'est montrée plus libérale ces dernières années (2); elle n'a fait en cela que suivre le mouvement législatif. Nous allons voir, en effet, sortir du Parlement, dans ces quarante dernières années, tout un ensemble de lois sociales et nombreuses vont être les propositions tendant à réformer et à étendre la loi de 1884.

§ II — Le mouvement social et législatif qui a abouti à la loi de 1920

Si les ouvriers ne profitèrent pas, tout d'abord, des avantages que leur concédait la loi de 1884, soit parce

(1) Le doute jusqu'alors pouvait s'élever : V. Tribunal de la Seine 1^{er} avril 1909 — sous Paris 30 juillet 1909 — et Tribunal de la Seine 25 novembre 1909. (S. 1911-2. 9) avec la note de M. Roux sous Cass. 13 février 1909 et 5 mars 1909. (S. 1911.1.294).

(2) Notons le caractère hésitant des décisions jurisprudentielles qui montre bien que les Tribunaux n'osaient s'aventurer sur ce terrain qu'avec précaution, allant même jusqu'à la contradiction : comparer notamment les arrêts de Cass. du 12 décembre 1908 et de la Cour d'Aix du 21 décembre 1910 (déjà cités p. 38) avec celui de Cass. du 24 octobre 1916 (cité p. 48).

qu'ils la considéraient comme mauvaise, soit parce qu'ils n'étaient pas encore habitués aux idées d'association, le syndicat devint néanmoins bientôt le centre d'où partirent toutes les revendications ouvrières ; et pour faire aboutir celles-ci, les dirigeants n'ont pas craint d'employer les moyens les plus violents : les grèves, les manifestations sont devenues des événements de la vie quotidienne et ont souvent imposé au Parlement l'examen et le vote de lois destinées à améliorer le sort de la classe ouvrière. Le parti socialiste, dont les rangs à la Chambre s'augmentaient à chaque législature, a réclamé sans cesse des améliorations qui se sont traduites par un travail législatif très important.

Tout le monde s'accordait pour constater l'immense changement survenu dans la vie sociale depuis le début du ^{xix}^e siècle ; c'est ce que reconnaissait M. Deschanel, en 1896, à Carmaux : « et quand éclata cette grande révolution industrielle, fille de la vapeur, qui a été à la fois l'honneur et le tourment de notre âge, et par laquelle le monde a plus changé en 30 ans qu'il ne l'avait fait auparavant en 5 siècles, on vit alors se produire cette exploitation de l'homme qui fit considérer la nouvelle organisation comme désastreuse non seulement par les socialistes mais aussi par les économistes. » Mais M. Deschanel se sépare rapidement des socialistes : « Donc gardons l'idée juste qui est au fond du mouvement socialiste, l'idée d'association, de solidarité et rejetons l'idée fausse, l'idée de contrainte ; l'avenir n'est pas à l'association coercitive l'avenir est à l'association libre et à la coopération ». Et le même orateur traçait, le 10 juillet 1897, à la Chambre des Députés, le plan d'action du parti, dont il était un des chefs : « Mais notre cité à nous n'est pas construite de la base au faite dans la nue ; elle repose sur des bases certaines, scientifiques et ce sont ces bases que je voudrais marquer en terminant. D'une

part un plan de réformes législatives, de l'autre le principe d'association et de coopération sous des formes de plus en plus variées et de plus en plus complexes : telles sont à mes yeux les deux fortes assises du monde nouveau. »

Ce programme il l'opposait à celui des socialistes, qui demandaient le syndicat obligatoire et voyaient dans la liberté du travail une des manifestations les plus regrettables « d'un individualisme excessif qu'il faut sacrifier dans un intérêt général à la collectivité. » Et, pour arriver à leur fin, ils n'hésitaient pas à faire des syndicats des foyers politiques, les détournant de leur but et ne suivant pas en cela l'exemple de leur frères aînés, les « Trade-Union » anglaises (1) Aussi M. Deschanel stigmatisait-il ainsi l'œuvre des syndicats français : « A l'heure qu'il est, ce que les ouvriers auraient de mieux à faire c'est de profiter de la loi de 1884, pour s'organiser rationnellement et pour discuter, en homme pratiques, les questions d'heures et de salaires avec les patrons, au lieu de se laisser égarer par les politiciens qui les exploitent. Ils arriveraient ainsi plus rapidement à faire réduire la journée de travail qu'en allant promener le 1^{er} mai la bannière des trois huit sur la place de la Concorde ».

Il n'est pas contestable, cependant, qu'à cette fin de xix^e siècle, tout le monde se trouvait d'accord sur le principe de l'association et sur la légitimité du droit de coalition et de grève. Et il n'est pas sans intérêt de noter l'évolution doctrinale sur ce point. D'abord, hostile à ce droit, qu'elle considérait comme nuisible aux rapports des divers membres de la société et

(1) Les Trade-Unions, après s'être livrées aux pires excès, se sont assagies : peut-être cela est-il dû à leur plus grande capacité, et, dans ce sens, notre loi de 1920 aurait alors une heureuse influence.

comme dangereuse pour les ouvriers (1), l'école libérale, en est arrivée à en reconnaître l'utilité et à demander la légalité du droit de grève (2). Ces mêmes phases se retrouvent dans l'école socialiste : Proudhon (3) et Lassalle furent des adversaires du droit de coalition qu'ils considéraient comme inefficace. Karl Marx, au contraire, et tous ses successeurs n'ont cessé de réclamer et de préconiser le droit de grève comme arme de combat (4). C'est également la même attitude qu'ont prise et qu'ont toujours gardée les interventionnistes, en considérant toutefois la coalition et le droit de grève non plus comme une arme de combat, mais comme un moyen pour les ouvriers d'obtenir une amélioration dans leur sort (5).

Cette évolution dans les idées, d'une part, les revendications des ouvriers, d'autre part, se sont traduites par le vote de lois, dont l'ensemble constitue notre législation ouvrière. Nous n'avons pas la prétention de les énumérer : elles forment ou formeront ce Code du Travail, dont le livre 1^{er} a été promulgué le 30 décembre 1910 et le livre II le 30 novembre 1912.

Nous voyons ainsi se succéder les lois : — du 2 novembre 1892 sur le travail des femmes et des enfants et la limitation de la journée, qui sera complétée par le décret du 21 mars 1914, concernant les travaux dangereux interdits aux femmes et aux enfants ; — du 29 juin 1905, limitant à 8 heures le travail dans la mine ; — du 9 avril 1898, sur les acci-

(1) Smith. (Richesses des Nations page 86) ; — Say (Catéchisme d'Economie Politique, page 96).

(2) Beauregard (Théorie des salaires, page 308) ; — P. Leroy-Beaulien (Traité T. 2, page 435).

(3) Proudhon (Philosophie de la misère T. 1., page 110).

(4) Marx (Misère de la philosophie, page 242).

(5) V. notamment Gide, Cauwés, de Mun.

dents du travail ; — du 12 juin 1893 et du 11 juillet 1903, sur l'hygiène des ouvriers ; — du 30 mars 1900, sur le travail des femmes et des enfants ; — du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire. Le législateur s'est aussi préoccupé d'améliorer la situation de la classe ouvrière : — par la création de caisses de retraite (lois du 20 juillet 1886, relative à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et du 5 avril 1910, créant les retraites ouvrières et paysannes) ; — par l'extension donnée aux sociétés de secours mutuels (loi du 1^{er} juin 1898) ; — et par une série de dispositions destinées à protéger le salaire de l'ouvrier (lois du 12 janvier 1895 sur la compensation ; — du 7 juillet 1909 sur le paiement en nature ; — du 25 mars 1910, portant défense de créer des économats ; — du 12 janvier 1895, sur l'insaisissabilité des 9/10 ; — du 13 juillet 1907, sur le libre salaire de la femme mariée ; — du 17 décembre 1908, portant suppression du marchandage (1) ; — du 10 juillet 1915, protégeant le salaire des ouvrières à domicile ; — du 18 décembre 1915, instituant le crédit au travail). Et, en 1903, M. Millerand écrivait (2) : « La conception a pris corps et figure d'une législation protectrice de l'individu, soucieuse de son développement, orientée vers la défense et la mise en œuvre de toutes les richesses contenues en germe dans l'être humain. »

Entre temps un Office du Travail avait été créé par les lois du 20 juillet et 10 août 1891 ; et la loi du 27 décembre 1892 avait institué la « conciliation et l'arbitrage facultatifs en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés. » La loi du 13

(1) Voir sur ce sujet J. Godart. *Revue des questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale* (Janvier Février 1911, pages 3, 4 et 5.

(2) Le « Socialisme réformiste français » (1903 page 10).

juillet 1908 consacrait l'institution des Conseils du Travail, déjà créés (décrets des 17 septembre 1900 et 2 janvier 1901), par MM. Waldeck-Rousseau et Millerand, institution d'origine syndicale et à ce titre très critiquées (1). Les décrets des 17 mai 1905, 11 juillet 1906 et 19 mars 1908 avaient réorganisé l'inspection du travail, destinée à vérifier l'application des lois ouvrières (2). Puis, la loi du 23 avril 1919 créait cette journée de huit heures, qui formait depuis plusieurs années une des bases des revendications ouvrières. Quelques jours auparavant, la loi du 25 mars 1919 avait réglementé le contrat de travail (3), en instituant le contrat collectif, et, en prévoyant les règlements d'atelier, avait consacré « un droit de remontrance, une faculté d'appel du patron mal avisé au patron mieux avisé » (4). Signalons, enfin, la loi du 26 avril 1917, sur les sociétés anonymes à participation ouvrière, qui créait des actions de travail inaliénables, attribuées à la collectivité des ouvriers, consti-

(1) Leurs membres sont, en effet, élus par les *seuls syndicats* ouvriers et patrons, au lieu de l'être par *tous les patrons* et par *tous les ouvriers*. « Ce décret rend l'adhésion aux syndicats obligatoires pour les ouvriers. » (Leroy Beaulieu).

(2) Et M. Millerand, alors Ministre du Travail et « représentant d'un parti qui tend de plus en plus à faire de l'action syndicale le levier de l'action politique » (Barthou), adressait aux inspecteurs du travail, une circulaire qui faisait de l'organisation ouvrière un organisme de l'Etat, puisqu'elle plaçait sous son contrôle et à sa disposition les inspecteurs du travail, qui, saisis de réclamations, devaient dans un délai de 15 jours communiquer aux syndicats le résultat des enquêtes faites selon leurs instructions.

(3) « Ce contrat qui n'est pas un contrat ordinaire, puisque c'est la personne humaine qui est engagée, c'est une créature qui vit, qui pense et qui souffre ». (P. Deschanel : Discours. (Chambre des Députés du 23 juin 1896).

(4) Perreau : Rapport sur projet de 1906.

tuée en société anonyme et les lois des 9 septembre 1910 sur le régime des mines et 16 octobre 1919 sur le régime hydraulique, qui imposent la participation aux bénéfices.

Notons également la création, le 25 octobre 1906, du ministère du travail, création, qui parut toute naturelle à cette époque là mais qui marquait néanmoins un progrès ; on imagine mal, en effet, un tel ministère au début du XIX^e siècle où le contrat d'individu à individu formé en dehors de toute intervention de la loi ou de la collectivité ouvrière détermine seul les conditions du travail.

La loi de 1884, nous l'avons vu, parut immédiatement insuffisante et fut vivement critiquée. C'est dire que nombreuses furent les propositions de loi tendant à la modifier. On peut, pour les étudier plus facilement, les classer en catégories.

Mentionnons tout d'abord et, pour mémoire seulement, car elles n'ont jamais eu aucune chance d'aboutir les propositions, inspirées de tendances nettement individualistes et qui demandaient une restriction des libertés syndicales : proposition Marcel Barthe des 20 juillet 1893 et 22 mars 1894 (J. O. Sénat doc. parl. 1893, annexe n° 260, et 1894 annexe n° 131) ; — proposition Cordelet et Merlin du 21 décembre 1894 (J. O. Sénat, Doc. Parl. 1894. Annexe n° 58.)

D'autres projets, prenant le contre-pied de l'esprit général dont s'était inspiré la loi de 1884, et faisant nettement antithèse aux revendications individualistes, tendaient à développer par la contrainte légale le mouvement corporatif ou syndical et à faire revêtir aux syndicats *la forme obligatoire*, soit par les dispositions de la loi (aile droite des chrétiens sociaux), soit par la rigueur de leurs règlements intérieurs contre les non syndiqués (socialistes et aile gauche des chrétiens sociaux) ; en un mot, et, pour employer l'expres-

sion de M. Pic, elles avaient pour but de *substituer au travail libre le travail organisé collectivement*. Aucun de ces projets n'a encore revêtu une forme aussi brutale : ce sont plutôt des vœux ou des avant-projets encore assez vagues (1), mais certains d'entre eux se sont toutefois traduits par des propositions tendant à établir une contrainte indirecte et à pousser tous les travailleurs sur la voie de l'association : proposition de Mun du 25 novembre 1895 (Ch. doc. parl. n° 1625) ; — proposition Lemire du 3 juillet 1902, conférant aux syndicats mixtes certains privilèges ; — proposition Groussier, sur le code du travail art. (612 et suivants,) supprimant les sanctions contre les abus du droit de coalition ; — proposition Zevaes du 4 décembre 1900 (Chambre doc. parl. n° 1998), créant l'arbitrage obligatoire ; projet Millerand du 15 nov. 1900 (Doc. parl. 1937), sur l'arbitrage facultatif.

D'autres propositions — et ce sont les plus nombreuses et les plus intéressantes — avaient pour but de faciliter la constitution et d'agrandir le champ d'action des syndicats : les unes en réprimant plus efficacement les atteintes à la liberté syndicale : telle est la proposition Bovier Lapeyre dont nous avons déjà parlé (page 37), et qui a toujours été systématiquement rejetée par le Sénat ; — les autres songeant à affranchir les syndicats de tout contrôle administratif, en faisant disparaître la formalité du dépôt des statuts et des noms des administrateurs : propositions : — Jaurès du 21 novembre 1895 (Chambre, doc. parl. n° 1616) ; — Basly Lamendrin du 7 juillet

(1) Voir notamment : — Lagardelle : « L'évolution des syndicats ouvriers, de l'interdiction à l'obligation. »

— Bazire. « Le mouvement syndical et les catholiques sociaux ».

— Articles de M. Raoul Jay dans la Revue d'Economie politique (Années 1894, 1901, 1904.)

1898 (Chambre, doc. parl. 180) ; — Vaillant Bouveri, du 25 octobre 1901. D'autres voulaient autoriser la formation de syndicats entre personnes de professions différentes (propositions Colfavru du 21 juin 1886, et Leveillé, du 8 juillet 1890), ou admettre les anciens ouvriers et employés (proposition Sembat, 20 janvier 1894, Chambre doc. parl. n° 290). D'autres enfin poursuivaient l'extension de la capacité syndicale : propositions : — Dussausoy du 5 février 1895 (Chambre doc. parl. n° 1164) ; — Daussette, 20 juin 1898 (Chambre doc. parl. n° 82) ; — Basly Lamendrin du 7 juillet 1898 précitée : — projet déposé au nom du gouvernement par M. Waldeck Rousseau le 14 nov. 1899. (Doc. parl. n° 1185 offic. pag. 125) ; — projet de loi déposé, le 14 octobre 1902, par M. Millerand ; — proposition Vaillant, déposée le 28 janvier 1903. Ces trois derniers projets ou proposition qui sont visés par M. Barthou dans son rapport du 28 décembre 1903 à la Chambre des Députés (1), sont incontestablement, et, notamment les deux premiers, les plus importants. Ils avaient pour but de conférer aux unions la personnalité civile restreinte qu'avaient les syndicats sous la loi de 1884, de donner à ceux-ci le droit d'ester en justice, de posséder des immeubles nécessaires à leurs opérations professionnelles, de recevoir des dons et legs, de faire des actes de commerce et de conclure des contrats collectifs de travail ; enfin, l'entrave volontairement apportée à l'exercice des droits reconnus par la loi constituait un délit civil ; et était puni des peines de l'art. 414 du Code Pénal quiconque par l'un des moyens énumérés audit article aurait obligé ou tenté d'obliger une ou plusieurs personnes, soit de sortir d'un syndicat soit d'en faire partie. Rapportés par M. Bar-

(1) Barthou — Rapp. J. O. Doc. parl. Chambre 1903. Annexe n° 1418.

thou qui les approuvaient pleinement, ces projets ne furent jamais discutés. (1)

C'est qu'entre temps avait été votée la loi du 1^{er} juillet 1901, loi dont celle de 1884 n'avait été que l'avant-garde en matière ouvrière. Si la loi de 1901 a été une loi de circonstance dans sa partie sur les congrégations, elle marque par sa reconnaissance de la liberté d'association l'aboutissement des tendances de ceux qui voulaient pour tous cette même liberté accordée aux ouvriers. Mais, dès sa promulgation, des difficultés, nées de la nécessité de concilier les deux lois ont surgi et de partout l'on a demandé une réforme de la loi de 1884. Cette réforme fut réclamée encore plus vivement qu'auparavant par les partisans du droit syndical, dans l'espoir d'aboutir à un élargissement de ce droit, — par ses adversaires dans l'espoir de voir sanctionner et punir plus sévèrement et plus sûrement les infractions. Mais comment faire la réforme ? Devait-on laisser subsister le régime dualiste existant : syndicats d'une part et associations d'autre part, en tâchant de mettre en harmonie la loi de 1884 avec celle de 1901, ou bien fallait-il, au contraire, les fondre toutes les deux et faire un véritable code des associations. C'est cette question que posa M. Touron, en 1909, au Conseil supérieur du travail. Nombreux, certes, étaient les arguments en faveur de l'unité de législation. Pourquoi, en effet, deux régimes et pourquoi créer au profit des syndicats un régime de faveur ?

(1) M. Barthou condamnait en ces termes la législation de 1884 : « Cette conception d'une protection à outrance est bien française. Elle traite les syndicats comme des mineurs incapables. Je préfère pour ma part avec tous ses risques la conception plus largement confiante qui remet leur sort entre leurs mains et les rend les maîtres responsables de leurs destinées. On peut s'étonner qu'ils ne soient pas unanimes à revendiquer l'honneur et les charges de la liberté. » (Barthou : Action syndicale, page 227).

D'ailleurs, ajoutait-on, de cette bienveillance les syndicats ont abusé pour fomenter des grèves et le Gouvernement est demeuré impuissant en face de ces formidables syndicats, qui se rient des sanctions inefficaces de la loi de 1884. Quelle belle arme, au contraire, que l'article 21 de la loi de 1901 entre les mains d'un gouvernement énergique pour mater des groupements trop enclins par des grèves incessantes et répétées à miner l'activité économique du pays. Avec l'unité disparaîtraient toutes les difficultés nées de la nécessité de la conciliation des deux lois et les syndicats obtiendraient même des avantages qui leur sont refusés par la loi de 1884 : capacité des unions, possibilité de ne pas se déclarer.

Mais, répondait-on dans le clan adverse, pourquoi vouloir unifier ? Le progrès n'est-il pas dans la spécialisation et à des genres spéciaux ne faut-il pas des lois spéciales ? Un abîme sépare les associations professionnelles des associations ordinaires. Rien n'empêche, d'ailleurs, d'aggraver les sanctions de la loi de 1884 si on les trouve insuffisantes. De plus, en unifiant les régimes, va-t-on refuser aux associations le droit de grève, ce droit que les syndicats considèrent comme étant leur seul droit effectif et, si on le maintient, que deviendront les associations de fonctionnaires. Enfin, en soumettant les syndicats à la loi de 1901, on diminue leur capacité de posséder, notamment en ce qui concerne leur fortune mobilière, et ainsi disparaîtrait cet espoir du législateur de 1884 de voir les syndicats, en devenant plus riches, devenir par la même moins aventureux. Quant à l'argument tiré de la possibilité pour ces syndicats de se former sans autorisation, il n'est qu'apparent ; que serait, en effet, un syndicat clandestin, quelle autorité aurait-il, que pourrait-il faire ? Et, par contre, on donnerait contre eux cette arme redoutable, la dissolution administra-

tive, qui, entre les mains d'un gouvernement malveillant, aboutirait à la mort des syndicats. D'ailleurs, pourquoi vouloir faire de la loi de 1901, loi de circonstance et pleine de lacunes, la loi fondamentale des associations. Il y a mieux à faire.

Sans rappeler toutes les propositions de lois postérieures (Michel, 17 mars 1905 ; — Vaillant, 30 novembre 1906 ; — Klotz, 15 octobre 1908 ; — Lemire, 15 décembre 1910, etc.), il convient d'indiquer que cette question a fait également l'objet de nombreuses propositions de réformes, formulées au Conseil supérieur du travail : — et par les représentants des syndicats ouvriers, MM. Dolle et Keufer, le 7 juin 1909 ; — et par M. Touron, le 24 mai 1909, au nom des Chambres de Commerce et de Prud'hommes. Dans les milieux patronaux, on était partisan de l'unification : un seul régime, la loi de 1901 ; la seule, la véritable raison, c'était la nécessité de sanctions plus sévères. Mais c'était également pour la même raison que les ouvriers demandaient le maintien de la loi de 1884 avec extension de capacité et M. Keufer déclarait, à ce sujet, au Conseil supérieur du Travail : « qu'en l'état social actuel, étant donné l'esprit du monde patronal et surtout celui de la magistrature, il n'était pas étonnant que les syndicats ouvriers redoutent les responsabilités ; les magistrats, en effet, ne sont pas du tout préparés à juger avec impartialité le rôle et les actes des syndicats, et c'est généralement avec une extrême rigueur qu'ils leur font application de la loi » (P. v. séances du 15 février et du 29 mars 1911).

Un projet fut élaboré par la Société d'Etudes législatives en 1911 (Bin de la Société, 1911. n° 3), et M. Capitant indique (page 159) les moyens de concilier les deux lois : ou bien adjoindre un chapitre supplémentaire à la loi de 1901, chapitre consacré aux syndicats ; ou bien (et c'est la solution qu'il préfère) maintenir le

régime actuel, en laissant les syndicats libres de se constituer sous le régime de la loi de 1901.

C'est la voix des ouvriers qui fut écoutée : le 19 mai 1913, M. Ratier, garde des sceaux, et M. Henri Chéron, ministre du travail, déposaient un projet de loi sur l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels. Encore une fois, il n'aboutit pas. Mais c'est ce projet, qui, à la date du 10 février 1916, fut repris, sous forme de proposition, par M. Chéron et qui est devenu la loi du 12 mars 1920.

CHAPITRE III

La loi du 12 Mars 1920

§ 1^{er} -- Les Travaux préparatoires.

« L'une des tâches les plus considérables de la nouvelle législature, écrivait en 1919 M. Morin, sera de réviser la loi de 1884, la loi Waldeck Rousseau, et de donner une charte nouvelle aux syndicats ouvriers et patronaux. Une loi sur les syndicats et l'union des syndicats constitue l'un des chapitres les plus importants de ce Code du Travail qu'il faut enfin méthodiquement élaborer » (1).

Ce vœu la loi du 12 mars l'a rempli, mais encore incomplètement, puisqu'elle ne tranche pas toutes les difficultés et notamment la question du droit syndical des fonctionnaires. C'est sur ce point là, d'ailleurs, et sur la question de l'étendue de l'insaisissabilité des biens syndicaux qu'a porté en grande partie la discussion, et la divergence de vue existant à ce sujet entre les deux Assemblées a nécessité plusieurs transmissions et a abouti, en dernière analyse, à l'impossibilité d'une entente. La loi de 1920 a, en effet, — suivant en cela l'exemple de sa devancière — était l'objet de nombreuses discussions (3 à la Chambre, 3 au Sénat) et la proposition, déposée le 9 mars 1916, n'a été définitivement votée que le 11 mars 1920 et pro-

(1) G. Morin — La révolte des faits contre le Code, page 212.

mulguée le 12 mars (Journal officiel du 14 mars 1920 (1).

L'exposé des motifs justifie le dépôt du projet : « L'extension de la capacité des syndicats professionnel est depuis longtemps à l'ordre du jour.... Il faut qu'au lendemain de la guerre, les travailleurs trouvent tous les moyens légaux d'organiser leurs efforts sur le terrain professionnel et dans la paix publique. Nous devons donner à leurs groupements syndicaux la possibilité d'acquérir, d'où découle logiquement un sens plus averti des responsabilités.... c'est pour les mêmes raisons, croyons nous, que les conventions collectives de travail n'offrant pas toujours aux contractants de suffisantes garanties, n'ont pas pris le développement que comporte l'organisation industrielle moderne.... » Et son rapporteur au Sénat attendait du vote de cette loi les plus heureuses conséquences : « De toutes les lois que vous aurez votées, celle-ci ne sera pas la moindre. Sans doute elle évoque des problèmes considérables mais il faut savoir les aborder avec franchise. Votre commission est-elle trop ambitieuse en espérant que le texte qu'elle a rédigé, conçu dans un sincère esprit de justice, examiné par vous dans un sentiment de cordiale confiance envers le monde du travail, recueillera l'approbation unanime par laquelle, à plusieurs reprises, vous aurez conféré tant de portée et tant d'autorité morale à vos décisions ? » (2) Et l'on doit reconnaître que cette unanimité le projet la rencontra au Sénat où l'on vit M. de Las Cases approuver la loi, au nom de son parti, les catholiques sociaux et de leur ancien chef Albert de Mun.

(1) Un décret du 1^{er} mai 1920 a rendu la loi applicable en Alsace Lorraine.

(2) Henry Chéron, Sénat, séance du 21 Juin 1917 — J. O. du 22, page 597.

Le but de la loi était précisé par M. Chéron dans une lettre aux syndicats ainsi conçue(1) » Le caractère de cette loi, c'est de donner une capacité civile complète aux syndicats, qui n'avaient jusqu'alors qu'une capacité restreinte, et aux unions, qui ne possédaient pas de capacité du tout. Syndicats et unions auront un plein pouvoir d'acquisition et administreront leurs ressources, comme il leur conviendra ; ils pourront défendre devant le tribunal les intérêts collectifs de la profession qu'ils représentent. L'accès des syndicats est ouvert aux femmes et aux mineurs de plus de seize ans. En faisant des syndicats et de leurs unions des êtres pleinement capables pouvant discuter et contracter avec la force du droit et la responsabilité d'un patrimoine, nous conformerons la loi aux rapports que l'industrie moderne établit de plus en plus entre les collectivités du capital et du travail ».

Ce besoin de modifier sa législation sur les associations professionnelles libres, la France ne l'avait pas seule ressentie. Ce même mouvement se dessinait à l'étranger ; en effet, alors qu'il y a une vingtaine d'années, le régime de l'association professionnelle libre semblait dominer dans presque toute l'Europe et paraissant le seul compatible avec le principe de la liberté du travail et de l'industrie proclamé par la Révolution française, on avait vu, quelques années avant la guerre, s'élaborer peu à peu dans l'Europe centrale un régime corporatif nouveau. Et c'est ainsi qu'en 1914, l'Autriche, la Hongrie, l'Allemagne, et les Etats Balkaniques avaient adopté un régime corporatif nouveau, caractérisé notamment par le retour à des corporations de métiers obligatoires. La Russie et la Turquie avaient conservé le régime corporatif ancien, tandis que l'association professionnelle libre continuait

(1) Lettre citée par M. Lauche, rapporteur à la Chambre, Séance du 21 février 1919. J. O. du 22, page 788.

à exister en Angleterre avec ses Trade-Unions si florissantes, aux Etats-Unis, en Belgique, aux Pays-Bas, en Suisse, en Italie, en Espagne, au Portugal, et dans les Etats Scandinaves.

La proposition de loi avait fait l'objet d'un rapport de M. Chéron. Celui-ci la soutint devant la Haute Assemblée aux séances des 21 et 22 juin 1917. Ce projet consacrait une plus large capacité des syndicats, étendait sous certaines conditions aux femmes et mineurs l'entrée des syndicats, assimilait les unions aux syndicats au point de vue de la capacité, réglementait le droit pour les syndiqués de se retirer du syndicat, et enfin en renvoyant aux dispositions de l'article 414 du Code Pénal et de l'article 8 § 2 et 3 de la loi de 1901, « assurait le respect des libertés syndicales ». M. Chéron voyait dans cette loi la possibilité pour les patrons et les ouvriers de se traiter « non pas en adversaires mais en amis, en collaborateurs », et il demandait au Sénat « de la voter et de faire ainsi une nouvelle manifestation d'union sacrée sur le terrain social ». Après lui prirent la parole pour l'approuver MM. de Las Cases, Hervey et Tournon, ces deux derniers, toutefois, pour déplorer, comme partisans de l'unification, qu'on n'en revint pas franchement à la loi de 1901. Le projet fut voté à l'unanimité de 285 votants (1).

(1) La Haute Assemblée considérait le vote de cette loi comme une œuvre sociale considérable et une concession importante aux idées syndicalistes. Elle applaudit unanimement le discours de M. de Las Cases, qui, après avoir cité les paroles de Brunetière : « La question sociale est une question morale. De l'union et non de la lutte des classes peuvent et doivent sortir la propriété, la paix, la pacification, la grandeur et la renaissance de ce pays » concluait en ces termes : « C'est l'union sacrée, économique et sociale que j'invoque. Faisons ici la preuve de l'union sacrée, politique en laissant de côté non pas nos idées — il ne faut jamais les abandonner — mais certaines passions, certains préjugés, certaines luttes anciennes » (Sénat, séance du 21 Juin 1917. J. O. du 22, page 605).

La Commission de la Chambre y apporta des modifications. Dans son rapport (1) M. Lauche commençait par constater que « la loi ainsi modifiée par le Sénat est impuissante par son fonctionnement à faire disparaître les antagonismes d'intérêts qui sont le produit du régime et non le fait de la classe ouvrière ». Il acceptait toutefois le projet, car « la loi nouvelle ne pourra oblitérer les espérances qui animent et soutiennent la classe ouvrière », et il concluait ainsi son exposé général : « la timide réforme que je vous propose ne saurait être considérée comme devant modifier profondément l'ordre de chose établi. Elle est intéressante, elle est utile et contient peut être le meilleur moyen de rénovation de notre pays dévasté ».

Le Sénat avait accordé aux femmes mariées le droit de faire partie d'un syndicat sans l'autorisation de leur mari, mais celle-ci était nécessaire pour qu'elles puissent participer à l'administration ou à la direction. Cette dernière restriction, la Commission de la Chambre la fit disparaître et cette modification M. Lauche la justifiait ainsi : « les femmes ont travaillé dans les usines, dans les bureaux, aux champs, et pendant que les hommes se battaient pour libérer le monde du militarisme, elles ont nourri leur famille... Saluons les respectueusement et ne chicanons pas sur des textes. Elles ont acquis des titres définitifs sur les champs de bataille du travail ». Ce même droit la Commission l'étendait aux mineurs âgés de plus de 16 ans.

Mais ce n'est pas sans réserve que M. Lauche, comme syndicaliste, admettait l'extension de la capacité des syndicats, d'où découlait une plus grande responsabilité ; aussi la mitigeait-il en ajoutant un

(1) J. O. Doc. parl. 1918, Chambre, annexe n° 4945, page 1899.

paragraphe supplémentaire à l'article 5 : « Les biens des syndicats et des unions nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques, aux cours d'instruction professionnelle, aux écoles d'apprentissage, aux œuvres de mutualité, de solidarité, de chômage et d'éducation, sont *insaisissables* ».

La Commission de la Chambre proposait également le maintien pur et simple de l'article 8 de la loi de 1884 et par suite la suppression, dans le nouvel article 8, des dispositions prévoyant l'extension aux syndicats professionnels des peines prévues par l'article 414 du Code Pénal, par les § 2 et 3 de l'article 8 de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations, textes, qui prononcent une pénalité pouvant aller jusqu'à six mois de prison contre les administrateurs ou directeurs des syndicats qui, après une dissolution judiciairement prononcée, se reconstituent. « Ce dernier texte, disait M. Lauche, mis entre les mains d'un pouvoir hostile, permettrait de supprimer tous les syndicats déplaisants et de persécuter les militants qui persisteraient à vouloir organiser la classe ouvrière ». Quant à l'article 414, « avec la mentalité de nos tribunaux et de nos parquets, avec les moyens de corruption dont dispose le grand patronat, il est fort à craindre qu'il ne puisse jamais être appliqué à des patrons et ne le soit trop facilement à des ouvriers, qui auront voulu persuader leurs camarades des avantages de l'organisation syndicale ».

Enfin, la Commission rédigeait un nouvel article 9 ainsi conçu : « La présente loi est applicable aux professions libérales et aux ouvriers et employés gestionnaires de l'Etat, du département, des communes et des établissements publics, qui ne détiennent aucune portion de la puissance publique ».

Sur la demande du Gouvernement, la Commission procédait à un nouvel examen du projet de loi et

M. Lauche déposait le 4 février 1919 (1) un rapport supplémentaire. Les droits des femmes y étaient précisés, ainsi que l'étendue de l'insaisissabilité des biens des syndicats. De plus, l'article 9 recevait une nouvelle rédaction ; « La présente loi est applicable aux professions libérales, ainsi qu'aux fonctionnaires, employés et ouvriers de l'Etat, des départements et des communes et des services publics, à l'exception toutefois des catégories ci-après : 1° militaires de tous grades des armées de terre et de mer en activité de service ; 2° fonctionnaires et agents de la police ; 3° magistrats de l'ordre judiciaire ; 4° préfets et sous-préfets. Mais la Commission refusait l'insertion d'un paragraphe supplémentaire demandé par le Ministre du Travail. « Toutefois dans les administrations publiques de l'Etat, des départements et des communes, la cessation concertée du travail entraîne la rupture du contrat de travail », se refusant « à établir une réglementation d'espèce pour certains conflits du travail » (Rapport de M. Lauche).

Le projet de loi ainsi modifié fut adopté par la Chambre (2) après une brève discussion entre MM. Colliard, ministre du Travail, Deshayes, président de la Commission du travail, et Lauche, rapporteur.

Revenu devant la commission du Sénat, le projet était discuté à nouveau et faisait l'objet d'un deuxième rapport de M. Chéron à la date du 10 avril 1919 (3). La Commission acceptait les modifications apportées par la Chambre, sauf sur trois points. Elle proposait d'écarter des mineurs de 16 ans de l'administration et de la direction des syndicats. Elle restreignait l'in-

(1) Chambre doc. parl. J. O. 1919, annexe 5938, page 476.

(2) Chambre — 1re Séance du 21 février 1919. J. O. du 22 février, page 785.

(3) Sénat — Doc. parl. J. O. 1919, annexe n° 160, page 231.

saisissabilité des biens syndicaux, rejetant « le principe trop général posé par la Chambre, dont l'application reconstituerait en France non seulement une main-morte considérable, mais une main morte définitivement stabilisée par l'insaisissabilité » (Rapport de M. Chéron). Seuls devaient bénéficier de ce privilège les fonds de leurs caisses spéciales de secours mutuels et de retraites ainsi que les immeubles et objets mobiliers nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques, et à leurs cours d'instruction professionnelle. Enfin, revenant, sur l'ancienne distinction, assez imprécise d'ailleurs, entre les fonctionnaires d'autorité et ceux de gestion, la Commission modifiait l'article 9 qu'elle rédigeait ainsi : « La présente loi est applicable aux professions libérales. Elle s'applique également aux employés et ouvriers de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics qui ne detiennent aucune portion de la puissance publique ». La question de la réglementation du droit de grève, rejetée par la Chambre, était également envisagée : enfin un 3^e paragraphe prévoyait des règlements d'administration publique pour fixer le statut des fonctionnaires.

Le Sénat examinait ce projet dans sa séance du 19 avril 1919 (1). Après une vive discussion entre MM. Colliard, ministre du travail, Chéron, rapporteur, Hervey, Flaissières, Tournon et Dominique Delahaye, le Sénat rejetait un amendement de ces deux derniers sénateurs tendant à faire application de l'article 8 de la loi de 1901 aux directeurs de syndicats judiciairement dissous qu'ils auraient reconstitués et vota l'ensemble du projet avec les modifications proposées.

(1) Sénat — Débats parl. Séance du 19 avril 1919. — J. O. du 20 avril, page 669.

Après un nouvel examen par la commission du travail de la Chambre, M. Lauche déposait un rapport supplémentaire le 5 juin 1919 (1). Les mineurs étaient définitivement écartés de l'administration et de la direction des syndicats ; l'insaisissabilité était étendue aux fonds des caisses de chômage. Mais la Commission maintenait son texte concernant le droit syndical des fonctionnaires, ne voulant pas prendre à son compte « les trois hérésies juridiques contenues dans le projet voté par le Sénat ». (Rapport de M. Lauche.)

La Chambre discutait les modifications dans ses séances des 11 juillet 1919 (2) et 18 juillet 1919 (3). M. Colliard présentait sur le droit syndical des fonctionnaires des observations, à la suite desquelles, et, après entente avec la commission et le gouvernement fut voté un nouvel article 9 donnant une énumération plus détaillée et plus étendue des fonctionnaires auxquels était refusé le droit syndical et un article 10 ainsi conçu : « Une loi spéciale fixera le statut des fonctionnaires ».

La Commission du Sénat, à nouveau saisie, excluait toujours de l'insaisissabilité les fonds provenant des caisses de chômage, et, pour terminer le conflit avec la Chambre, proposait la disjonction de l'article 9, une loi spéciale devant régler le statut des fonctionnaires (4). Le Sénat adoptait sans discussion la loi dans sa séance du 31 décembre 1919 (5).

(1) Chambre. Doc. parl. J. O. 1919. Annexe n° 626, page 1761.

(2) Chambre — Débats parl., séance du 11 juillet 1919. J. O. du 12 juillet, page 3428.

(3) Chambre — Débats parl. séance du 18 juillet 1919. J. O. du 19 juillet, page 3581.

(4) Rapport de M. Chéron du 23 décembre 1919. (Sénat, Doc. Parl. 1919. Annexe n° 965, J. O. du 29 janvier 1920, page 895).

(5) Sénat. Débats parl. Séance du 31 décembre 1919. J. O. du 1^{er} janvier 1920, page 1908.

Après un rapport purement « objectif » de M. Chabrun (1), et, malgré des interventions de M. Ferdinand Buisson, relative au droit syndical des fonctionnaires, et de M. Ernest Lafont, sur l'insaisissabilité des fonds provenant des caisses de chômage, la Chambre, nouvellement élue, votait, sans modifications, dans sa séance du 11 mars 1920 les textes précédemment adoptés par le Sénat. La question du droit syndical des fonctionnaires restait donc réservée.

Le lendemain, le gouvernement promulguait la nouvelle loi.

§ II. — Exposé sommaire

Elle ne touche en rien aux articles 1, 2, 3 de la loi de 1884 qui définissent les syndicats professionnels et leur assurent la pleine liberté d'association ; restent également sans changement les dispositions de l'article 4 sur la déclaration, la publicité et le dépôt des statuts.

On peut regretter que le législateur n'ait pas profité de l'occasion pour donner une plus large **publicité** aux formalités de dépôt ; et cela non pas dans un but de vexation à l'encontre des syndicats, mais simplement, comme nous l'avons signalé (2), dans l'intérêt des tiers. Une simple publication dans les journaux aurait suffi pour donner avis de la naissance du syndicat.

Il aurait peut-être été également nécessaire, en présence des mouvements syndicaux de ces dernières années, de préciser par une formule plus nette que celle de l'article 3 le **but des associations**, en indiquant

(1) Rapport de M. Chabrun du 2 mars 1920. Chambre J. O. Doc. parl. **Annexe n° 453**, page 540.

(2) Voir **page 44**.

que leur objet est « l'étude et la défense des intérêts industriels, commerciaux et agricoles *de la profession*, » et non de ceux des membres d'une ou plusieurs autres professions. On aurait ainsi pu éviter ces grèves générales, dites « grèves de solidarité », qui, certes, se justifient dans une certaine mesure, puisqu'elles tendent à l'amélioration de la classe ouvrière en général, mais on serait surtout arrivé à réprimer ces mouvements à but nettement politique et à forme révolutionnaire, ayant pour base des revendications comme celles de l'amnistie ou de la non intervention en Russie. Ils ont fait nettement sortir les syndicats de leur cadre d'action : aussi n'ont-ils pas reçu de l'opinion publique l'accueil des précédentes grèves et ont-ils été condamnés par la généralité de la masse ouvrière. Une révision de l'article 3 paraît donc nécessaire sur ce point.

Mais la loi de 1920 a ajouté trois paragraphes à cet article : ils sont l'œuvre non pas des auteurs de la proposition de loi mais de la Commission du Sénat.

Suivant la voie tracée par ses devanciers, et tendant à l'émancipation de la **femme mariée** (1), le législateur l'admet dans les syndicats sans qu'il soit nécessaire pour elle de solliciter l'autorisation de son mari et cette autorisation ne lui est même pas nécessaire pour faire partie de l'administration ou de la direction des syndicats. C'est là une atteinte considérable portée aux principes du code, qui, dans son esprit individualiste, avait subordonné la femme à l'homme. Cette réforme était nécessaire pour permettre de vivre à certains syndicats, notamment à ceux de la couture composés exclusivement de femmes.

En ce qui concerne **les mineurs âgés de plus de**

(1) Voir notamment la loi du 13 Juillet 1907 sur le libre salaire de la femme mariée.

16 ans, le Sénat refusa de suivre la Chambre, et s'ils peuvent adhérer à un syndicat, sauf opposition de leurs père, mère ou tuteur, ils ne peuvent participer à son administration ou à sa direction. On ne peut qu'approuver les raisons données par M. Chéron dans son 2^e rapport : « Etant donné que les syndicats seront désormais pleinement capables, qu'ils pourront recevoir des dons et legs, il ne nous a pas paru possible de confier à des mineurs la responsabilité de leur administration » (1).

Le 3^e paragraphe, enfin, fait échec au principe de la professionnalité des syndicats, en permettant aux **anciens professionnels** de continuer à faire partie de leur syndicat, à condition d'avoir exercé leur profession ou leur fonction pendant un an au moins. Dans les projets ou propositions antérieures (2), les conditions exigées étaient plus strictes : l'ancien ouvrier devait avoir appartenu à la profession pendant cinq ans au moins et l'avoir quittée depuis moins de cinq ans. En supprimant ces délais, la Chambre a ouvert largement la porte des syndicats aux vieux ouvriers, ce qui ne peut — nous l'avons déjà dit (3) — qu'être favorable au développement normal de ces institutions.

Reste la question de l'admission des **étrangers**. La loi nouvelle n'a ni complété, ni modifié le texte ancien. C'est donc celui-ci qui continue à fixer leur situation : ils peuvent faire partie d'un syndicat, mais ne sauraient être chargés ni de l'administration, ni de la direction. La question fut, d'ailleurs, posée au Sénat

(1) Page 231.

(2) Voir proposition Sembat et Millerand du 20 Janvier 1894 — Rapport Barthou du 28 décembre 1903 — et la proposition Chéron.

(3) Voir page 40.

(Séance du 19 avril 1919) par M. le sénateur Boivin-Champeaux et précisée par M. Chéron, rapporteur : « Pour ce qui est des étrangers en général, nous n'avons rien changé au texte ancien. Il n'est donc permis à aucun étranger, même appartenant à une nation amie, de faire partie du conseil d'administration des syndicats professionnels. » N'est-il pas regrettable que le législateur n'ait pas profité de l'occasion pour exclure complètement des syndicats les étrangers, qui sont trop souvent les promoteurs de grèves et les propagateurs d'idées révolutionnaires, — ou tout au moins pour exiger la déclaration de leurs noms ? Il est permis de le croire, mais on n'a pas « voulu toucher sur ce point à la loi de 1884 et lui faire subir un recul » (Chéron) (1).

Nous en arrivons maintenant à la disposition fondamentale de la loi : elle détermine, en modifiant l'ancien article 5, **la capacité civile** des syndicats qui devient aussi complète que possible, puisqu'ils ont désormais « *tous les droits qui appartiennent à une personne civile pleinement capable* (2). » Notons que sur ce point important les deux assemblées ont été, dès le début, en plein accord. Cette extension de capacité M. Chéron la justifiait dans son premier rapport : « L'une des raisons pour lesquelles le mouvement syndical est insuffisamment développé en France au point de vue du nombre des syndicats, en même temps que trop souvent il préparait des conflits au lieu de les prévenir, est que les syndicats, à de rares exceptions près, ne possèdent rien et se trouvent dans l'impossibilité de

(1) Dans son premier rapport (page 1902), M. Lauche proteste, d'ailleurs, « contre cette exclusion des étrangers de l'administration et de la direction des syndicats, qui fait encore partie du régime d'exception appliqué aux groupements ouvriers. »

(2) Déclaration de M. le rapporteur Chéron au Sénat : Séance du 21 juin 1917, J. O. du 22, page 601.

se constituer un patrimoine immobilier..... Il y a donc tout avantage à donner aux syndicats la pleine capacité civile, génératrice de responsabilité, mais aussi de sagesse et d'autorité morale. » Il faut reconnaître que M. Lauche, dans son rapport, se montrait moins enthousiaste : « Ce droit (droit de propriété) peut apparaître aux yeux des juristes comme particulièrement important; il l'est, en effet, en se plaçant uniquement à leur point de vue. Pourtant la classe ouvrière organisée demeure indifférente, ou presque, au vote émis par le Sénat ».

Quels sont donc les différents droits accordés aux syndicats ?

Capacité d'acquérir. — Ils peuvent, en vertu d'une simple déclaration, sans autorisation, acquérir à titre gratuit ou à titre onéreux des biens meubles comme des immeubles. C'est la reconnaissance sans restriction des droits concédés à la personnalité civile complète.

Capacité d'ester en justice. — L'alinéa 2, issu d'un amendement de M. le sénateur Cazeneuve, en accordant aux syndicats la faculté d'exercer tous les droits réservés à la partie civile, ne leur confère pas un droit nouveau, mais il a l'avantage de consacrer définitivement la jurisprudence sur un point délicat (1), jurisprudence, d'ailleurs toute récente, et qui s'était montrée auparavant très rigoureuse. A ce point de vue, donc, les syndicats acquièrent encore la plénitude de la personnalité ; ils pourront agir devant les tribunaux pour la défense des intérêts qui consti-

(1) Voir les arrêts : Cass. Crim. 20 octobre 1911 ; — Cass. Requ. du 5 décembre 1911 ; — Cass. crim. du 25 juillet 1912, tous trois rapportés dans l'annuaire des syndicats (année 1912) — et surtout l'arrêt de la Cour de Cassation du 5 avril 1913, rendu toutes chambres réunies (D. 1914 - 1-65).

tuent leur raison d'être ; ils pourront devant toutes les juridictions civiles, correctionnelles, commerciales exercer tous les droits réservés à la partie civile, pourvu que l'intérêt collectif soit lésé, sans distinguer s'il l'est directement ou indirectement. Cette large capacité aura son effet surtout en matière d'exécution des contrats collectifs de travail : même s'il y a eu inexécution à l'égard de certains de leurs membres seulement, les syndicats pourront intervenir comme mandataires légaux de ceux-ci. Notons enfin qu'ils peuvent ester en justice sans autorisation par l'intermédiaire de leurs représentants.

L'amendement de M. Cazeneuve comprenait un 2^e paragraphe ainsi conçu : « aucune irrecevabilité, tirée de la nature juridique du dommage ou de sa relation avec les intérêts individuels ne pourra leur être opposée ». Combattue par le rapporteur et le Ministre du travail, à la séance du 22 juin 1917, comme dangereux et inutile en raison de la jurisprudence récente, il fut retiré par son auteur.

La loi nouvelle élargit également la **capacité de contracter** ; mais les syndicats ne peuvent sortir de la défense de la protection des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles de leurs membres. Ils peuvent se constituer un patrimoine, ils peuvent l'administrer, mais *ils ne doivent pas faire d'actes de commerce*.

Bien que comprise dans les projets et propositions de MM. Waldeck Rousseau et Millerand et admise par M. Barthou dans son rapport de 1903, la capacité commerciale a donc nettement été écartée et, à ce sujet, aucune discussion ne s'est élevée dans les deux assemblées. « Nous n'avons pas voulu, disait M. Chéron (1) pour justifier cette exclusion, faire figurer

(1) Séance du 21 juin 1917 — J. O. du 22 : page 601.

dans notre projet la capacité commerciale. Dût-on nous accuser de timidité, je répondrai que les lois sociales les plus solides sont celles qui procèdent par étapes, qui tiennent compte des faits... La capacité commerciale ne peut être accordée sans que la loi ait défini des règles spéciales pour la garantie des intérêts engagés ». Remarquons, d'ailleurs, qu'au Conseil supérieur du travail, en 1907 et 1910, ouvriers et patrons ont été unanimes pour la refuser, et que la loi du 24 juillet 1867 — complétée par celle du 28 avril 1917 — la loi du 18 décembre 1915, sur les coopératives de production et la loi du 7 mai 1917, sur les coopératives de consommation, sont amplement suffisantes pour permettre aux syndicats agricoles — et ce sont eux, surtout que l'on vise, quand on parle de capacité commerciale — de remplir leur but.

Mais, à condition de ne distribuer ni bénéfices, ni ristournes, et, si les statuts les y autorisent, les syndicats peuvent :

— Acheter pour les louer, prêter ou répartir entre leurs membres tous les objets nécessaires à l'exercice de leur profession, matières premières, outils, instruments, machines, engrais, semences, plants, animaux et matières alimentaires pour le bétail.

Une intervention de M. le sénateur Hervey (1) permet de préciser le sens exact du mot « répartir » : « Croyez-vous, dit-il, que dans l'esprit de ceux qui interpréteront la loi, il ne s'élèvera pas une difficulté sur le mot « répartir » ? Cela veut-il dire seulement grouper à l'avance les commandes, les acheter, les répartir ? Ou bien pourra-t-on comprendre largement le sens de ce mot ? ... un syndicat pourra-t-il acheter des marchandises sans avoir reçu aucune commande ? ». Et il reçut du rapporteur cette réponse,

(1) Sénat : Séance du 22 juin 1917 : J. O. du 23, pages 611 et 612.

approuvée par le sous-secrétaire d'Etat au ministère du travail : « Répartir voudra dire céder sans bénéfice ».

— Prêter leur entremise pour la vente des produits provenant exclusivement du travail personnel ou des exploitations des syndiqués, faciliter cette vente par annonces, expéditions, groupements de commandes et d'expéditions. Mais cette entremise doit être gratuite, et ils ne peuvent agir en leur nom et sous leur responsabilité.

On voit de suite quelles grandes facilités sont ainsi données aux syndicats agricoles.

L'article 5 consacre encore le droit pour les syndicats :

— de constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites, à condition de se conformer aux dispositions des lois en vigueur (1) ; mais ces caisses devront avoir une individualité distincte et une administration à elles ;

— d'affecter une partie de leurs ressources à la création d'habitations à bon marché et à l'acquisition de terrains pour jardins ouvriers, éducation physique et hygiène ;

— de créer et d'administrer des offices de renseignements pour les offres et demandes de travail (droit qu'ils tenaient déjà de la loi de 1884), des œuvres professionnelles (institutions de prévoyance, laboratoires, champs d'expérience, etc.), qu'ils pourront subventionner en même temps que les sociétés coopératives de consommation et de production.

La loi rappelle ensuite les dispositions de la loi de 1884, assez perdues de vue, et, aux termes desquelles les syndicats peuvent être consultés sur tous les dif-

(1) Décret du 22 janvier 1868 et article 40 de la loi du 1^{er} avril 1898.

férénds et sur toutes les questions se rattachant à leur spécialité. Le paragraphe 16 ajoute que ces avis seront mis à la disposition des parties.

Deux innovations très importantes sont également apportées aux droits des syndicats :

1° Ils peuvent posséder **une marque ou un label** et l'apposer sur les produits pour en certifier l'origine et les conditions de fabrication. Ce texte vise, d'une part, les marques de fabrique ou de commerce, signes servant à distinguer les produits d'une usine ou d'un commerce, et, d'autre les *marques de travail* ou *labels spéciaux* aux syndicats professionnels ouvriers et dont l'apposition sur les marchandises n'indique pas la provenance ou la qualité de ces marchandises, mais signale qu'elles sont fabriquées par des industriels ayant souscrit aux obligations imposées, au point de vue des salaires et des conditions du travail, par le syndicat ouvrier qui possède le label.

Les marques de fabrique ou de commerce peuvent être — individuelles, si le syndicat les appose sur les marchandises réparties entre ses membres — ou collectives, si elles sont apposées par les membres d'un syndicat, et sous le contrôle de celui-ci, sur les marchandises fabriquées par eux. Les premières seules existent actuellement et sont prévues par la loi du 23 juin 1867, modifiée par celle du 3 mai 1890. Un projet de loi déposé mais non encore voté réglera les secondes.

— 2° Ils peuvent passer des **contrats collectifs de travail** dans les conditions de la loi du 25 mars 1919. Toutes les difficultés, qui s'étaient élevées et que nous avons précédemment signalées, sont donc résolues : les syndicats sont, désormais, aptes à conclure avec les chefs d'entreprise des conventions tendant à fixer le taux des salaires, à déterminer la durée et les conditions du travail : il s'agit bien là d'intérêts col-

lectifs, rentrant dans la mission du syndicat. Ils pourront, par conséquent, plaider en justice pour faire respecter les conventions conclues.

Enfin l'alinéa 17, proposé par M. Cazeneuve (1), précise « qu'il n'est dérogé en aucune façon aux dispositions des lois spéciales qui auraient accordé aux syndicats des droits non visés dans la présente loi ». D'ailleurs, M. Chéron avait précisé que « l'énumération de l'article 5 n'est pas limitative. Il y a seulement une indication, une orientation de la loi, parce qu'il est évident que les syndicats ont tous les droits qui appartiennent à une personne civile pleinement capable ». (2)

« La classe ouvrière, écrivait M. Lauche dans son 1^{er} rapport (3), accueille avec défiance l'extension du droit de propriété syndicale....., vous donnez prise à des actions en dommages-intérêts qui peuvent être dangereuses..... A ces inconvénients il est un remède, c'est l'addition du texte suivant : les biens des syndicats et unions sont insaisissables ». Mais cette **insaisissabilité** destinée dans l'esprit de M. Lauche et de ses collègues « à sauvegarder les œuvres syndicales », le Sénat, nous l'avons vu, ne l'a pas voulu complète, et, malgré deux votes successifs de la Chambre, il l'a limitée aux immeubles et objets mobiliers nécessaires aux réunions, bibliothèques, cours d'instruction professionnelle, ainsi qu'aux fonds des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites ; et à ces dernières il a appliqué les restrictions de l'article 12 de la loi du 1^{er} avril 1898 : l'insaisissabilité est limitée jusqu'à concurrence de 360 fr. par an pour les rentes et de 3.000 fr. pour les capitaux assurés.

(1) Sénat : séance du 22 juin 1917 — J. O. du 23 : page 622.

(2) Sénat : séance du 21 juin 1917 — J. O. du 22 : page 601.

(3) Pages 1903-1904.

Le nouvel article 6 vise les **unions de syndicats** : il leur confère les mêmes droits que ceux accordés aux syndicats eux-mêmes par l'article 5. Cette réforme capitale, qui leur donne des droits, des responsabilités, un champ d'activité économique et sociale considérables, ne souleva aucune objection ni au Sénat ni à la Chambre.

Le paragraphe 4 de cet article — tel qu'il était rédigé dans la proposition — adoptait pour la représentation des syndicats aux unions le principe de la proportionnalité numérique. La Commission lui substitua le texte actuel qui lui parut plus équitable. « On a fait observer à la Commission qu'à côté du nombre des syndiqués il y a les professions, que telle profession peut comporter un petit nombre de membres, tout en ayant des intérêts très respectables à défendre et qu'elle pourrait avec la représentation proportionnelle être étouffée par les professions plus nombreuses » (1).

L'article 7 assure le respect de la **liberté syndicale** en permettant à tout syndiqué de se retirer à tout instant de l'association nonobstant toute clause contraire ; en cas de départ volontaire, seule peut être réclamée « la cotisation afférente aux six mois qui suivent le retrait d'adhésion » ; en cas d'exclusion les seules cotisations arriérées sont exigibles. Bien entendu, le membre démissionnaire devra remplir pour sa part les engagements pris par le syndicat pendant qu'il en faisait partie.

Le même article règle les formalités de la **dissolution** qui peut être volontaire, statutaire ou prononcée par justice, mais « pour éviter que la possession de meubles ou d'immeubles, ne devienne une prime à la dissolution et ne favorise des manœuvres intéres-

(1) Premier rapport de M. Chéron, page 181.

sées contre l'existence du syndicat » (1), les biens ne peuvent, en aucun cas, être répartis entre les membres. Ils sont dévolus conformément aux statuts, ou, à défaut de dispositions statutaires, suivant les règles déterminées par l'assemblée générale.

L'article 8 de la loi de 1884, qui sanctionnait les dispositions limitant la capacité des syndicats d'acquérir et de posséder des immeubles est abrogé comme inutile.

L'article 9 de la loi de 1884 devient l'article 8 : nous avons indiqué le désaccord qui s'était élevé entre les deux assemblées au sujet de cet article qui vise les **pénalités**. En fin de compte, la Chambre eut le dernier mot et le maintint tel quel, sans tenir compte des judicieuses observations de la Commission du Sénat ; le texte actuel ne concorde plus, en effet, avec les nouvelles dispositions adoptées par ailleurs : la deuxième phrase, qui donne aux tribunaux pouvoir de prononcer « la nullité des acquisitions d'immeubles faites en violation des dispositions de l'article 6 », est désormais dépourvue de sens. C'est donc le droit commun qui s'applique en la matière et quiconque peut exercer contre le syndicat des poursuites pour demander la réparation du préjudice causé en cas de contrainte exercée soit pour faire sortir quelqu'un d'un syndicat, soit pour l'obliger à y rentrer.

« Après avoir contesté aux médecins, ingénieurs, professeurs libres, architectes, sages-femmes, dentistes, vétérinaires le droit de se syndiquer, écrit M. Chéron dans son premier rapport (2), les auteurs ont dû reconnaître avec la jurisprudence qu'aucun motif d'incompatibilité ou d'ordre public ne s'opposait

(1) Premier rapport de M. Chéron : page 182.

(2) Page 177.

à ce qu'ils formassent des syndicats professionnels ». La loi du 30 novembre 1892 a, du reste, formellement tranché la question en ce qui concerne les médecins. Le droit pour les professions libérales de se syndiquer n'avait pas été, nous l'avons vu, aussi formellement reconnu que le dit M. Chéron par les tribunaux. En laissant subsister l'alinéa 1^{er} du nouvel article 9, qui, d'autre part, réserve le droit des fonctionnaires, la Chambre a tranché la question qui ne fait plus de doute. Ce texte était donc sinon absolument nécessaire, du moins désirable.

La loi de 1884 n'était applicable qu'aux vieilles colonies de la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion. La loi nouvelle généralise son application à toutes nos colonies.

L'article 5 2° reproduit le dernier paragraphe de l'article 10 de la loi de 1884, qui interdit aux **travailleurs étrangers** et engagés sous le nom d'**émigrants** de faire partie des syndicats. Une législation internationale devra fixer les droits en cause. Supprimée par la Chambre pour le motif que « dans la pratique il ne s'applique jamais », il fut rétabli par le Sénat sans explications.

Telle est, brièvement exposée, l'économie de la loi du 12 mars 1920 ; elle fixe les droits des syndicats. « Possesseur d'un patrimoine, le syndicat, en tant que syndicat, va pouvoir devenir par ses écoles professionnelles, par ses œuvres de solidarité, un agent actif de formation ouvrière. La capacité nouvelle est un point de départ... Le nouveau droit syndical va faire du syndicat, sans qu'il soit besoin de recourir au subterfuge d'associations annexes, le centre officiel de la vie professionnelle » (1).

(1) Rapport de M. Chabrun à la Commission de la Chambre : page 411.

C'est là l'opinion d'un des rapporteurs, mais est-ce celle de la masse ? En réalité, cette loi était-elle souhaitée, attendue aussi ardemment par les ouvriers ? Ont-ils l'intention d'en profiter ? N'est-elle pas, d'autre part, considérée du côté opposé comme excessive et l'extension prise par les syndicats n'est-elle pas envisagée dans certain milieux comme un danger pour l'ordre social ? C'est ce que nous devons maintenant étudier.

CHAPITRE IV

Appréciation de la loi de 1920 au point de vue social

A aucun moment de l'histoire la question sociale n'a aussi vivement passionné l'opinion publique que pendant ces dernières années : elle a revêtu un caractère d'acuité tout particulier et nombreux sont ceux qui ont envisagé les moyens de remédier à ce que l'on a été obligé d'appeler, puisqu'elle existait, « la lutte des classes ». Comment l'empêcher ? Comment tout au moins l'atténuer ? Les moyens proposés ont presque tous été basés sur la question des associations c'est-à-dire des syndicats. C'est qu'en effet, comme nous l'avons déjà indiqué, au point où la société en est arrivée, l'individu a disparu en face de la collectivité : c'est le groupement qui domine (1). « Les groupements tendent à régner sur tous les individus entre lesquels il existe une solidarité de fait » (2) Fallait-il restreindre la liberté syndicale, telle que l'avait fixé la loi de 1884 ? Fallait-il, au contraire, l'augmenter ? Comment la loi de 1920 a-t-elle été accueillie ? Pour étudier les diverses tendances qui se sont manifestées nous

(1) Ces groupements se créent non seulement chez les ouvriers et les patrons, mais dans toutes les classes de la société : citons notamment la C.T.I. (Confédération des Travailleurs Intellectuels).

(2) G. Morin : La révolte des faits contre le Code, page 147.

allons nous placer de chaque côté de la « barricade » et nous verrons — fait bizarre — que c'est surtout du côté ouvrier que toute extension de la capacité syndicale était sinon repoussée, du moins dédaignée.

Section 1. — Les milieux patronaux et bourgeois

Nous avons déjà remarqué, en étudiant les travaux préparatoires de la loi de 1920, que beaucoup d'hommes politiques étaient, dès après la loi de 1884, partisans d'une plus grande capacité syndicale. Et leur théorie peut se résumer dans cette phrase de M. Barthou : « La liberté doit avoir pour corollaire la responsabilité » (1), idée développée plus loin en ces termes : « Les partisans de l'association professionnelle, ceux qui virent en elle l'instrument pacifique d'une transformation profonde des relations du capital et du travail doivent envisager avec sécurité l'accroissement de l'autorité morale et juridique des syndicats. Le sentiment des responsabilités s'accroîtra avec cette autorité même. Une force organisée, consciente de ses droits, maîtresse de son action et juge de ses conséquences est moins redoutable que l'anarchie des efforts dispersés (2) ».

Donc accroissement des libertés syndicales, de la capacité de posséder, mais avec contre partie la responsabilité d'autant plus grande que le syndicat sera plus libre et qu'il pourra plus facilement répondre de ses actes sur ses biens.

Mais cette théorie reposait toujours sur le même principe qui avait servi de guide aux auteurs de la loi de 1884 : le grand principe individualiste. Ils demandaient la liberté pour tous et repoussaient, par

(1) Barthou : action syndicale, page 187.

(2) Barthou : action syndicale, page 253.

conséquent, *le syndicat obligatoire*, réclamé par les syndicalistes et par les catholiques sociaux (1). Nous ne voulons pas, disaient-ils, pour justifier leur refus, revenir à l'ancienne corporation dont les décisions étaient obligatoires pour tous les ouvriers de la profession ; nous voulons un syndicat qui prenne son point de départ, son existence et sa force dans un contrat librement débattu et pleinement consenti.

Ces idées étaient défendues à la Chambre par le parti dont M. Deschanel était l'un des chefs : celui-ci eut, à ce titre, l'occasion de prononcer divers discours où il se déclara nettement hostile au syndicat obligatoire, à tendances révolutionnaires, mais partisan d'un syndicat plus largement capable, et partant plus responsable (2). Une partie de la presse adoptait la même conception, et, parmi les plus typiques, nous citerons un article de M. Bourdeau : « On ne verra plus des membres irresponsables obéir à leurs nerfs, suivre leurs caprices, provoquer des grèves inconsidérées, sans prendre l'avis de la direction générale, car la responsabilité qu'ils encourent est trop grande..... Cette tendance aura pour effet de rendre les ouvriers plus circonspects en matière de grèves, l'esprit de transaction entre ouvriers et patrons plus fréquent et la grève --- instrument de combat grossier et primitif, arme à deux tranchants qui blesse ceux qui s'en servent aussi bien que ceux qu'elle frappe --- plus rare.... --- » (3)

Syndicat, organe de pacification et d'organisation, tel était donc le point de vue, sous lequel l'envisa-geaient ces auteurs. Cette même conception nous la

(1) Voir notamment de Mun : « Les cercles catholiques ».

(2) Se reporter aux discours de M. Deschanel, prononcés en 1896, 1897, 1898, soit à Carmaux, soit à la Chambre.

(3) Journal « Les Débats », du 19 septembre 1901.

retrouvons à la base de la loi de 1920, et, si les signataires de la proposition de la loi poursuivaient l'amélioration de la classe ouvrière, ils ne perdaient pas de vue, il faut bien le reconnaître, la répercussion que pouvait avoir la nouvelle loi sur les relations du capital et du travail.

Tout ceci ressort nettement de la discussion au Sénat; M. Chéron ne disait-il pas à la séance du 21 juin 1917 : « C'est seulement quand les syndicats seront propriétaires, quand ils seront au prises avec les difficultés d'une gestion, qu'ils offriront des garanties pour la passation des contrats collectifs de travail.... Comment voulez-vous demander aujourd'hui à un patron de traiter en toute sécurité avec une collectivité sans patrimoine ? Toute la question est là. Il engage non seulement sa signature, mais sa responsabilité matérielle. D'autre part si honorable qu'elle soit, il n'a en face de lui qu'une promesse ». Et plus loin : « Je le dis très nettement : il faut que les antagonismes d'avant guerre prennent fin entre les patrons et les ouvriers, entre le capital et le travail.... Pour qu'il en soit ainsi, il faut de l'union et de la concorde, il faut que..... patrons et ouvriers se traitent non pas en adversaires, mais en amis et en collaborateurs ». (1)

« Instrument de paix sociale », telle devait être la loi nouvelle et ses auteurs comptaient beaucoup sur la responsabilité plus étendue des syndicats, qui allait découler de leur plus grande capacité. Ils invoquaient l'exemple des Trades-Unions anglaises, qui, d'abord turbulentes comme nos syndicats, s'étaient peu à peu assagies, parce que devenues propriétaires et condamnées à ce titre à de grosses amendes et à des dommages-intérêts importants : ils citaient l'arrêt de la Chambre des Lords du 22 juillet 1907, reconnais-

(1) J. O. du 22 juin 1917, page 600.

reconnaissant la responsabilité des Trade-Unions des chemins de fer et condamnant ce syndicat à payer à la compagnie une indemnité de 500.000 francs.

C'est dans cet esprit que fut votée la loi du 12 mars 1920. Elle n'a pas tardé à être critiquée et M. le professeur Berthélémy a immédiatement (1) crié casse cou contre l'extension donnée aux syndicats, « œuvre plus politique que parlementaire ». « Le libéralisme de la réforme dépasse même, dit-il, à certains égards ce que l'opinion publique attendait. Nous réclamons tous des réformes un peu, beaucoup, passionnément. Tenons nous en garde contre les écarts possibles de ceux qui y mettent trop de passion, sans oublier cependant que le respect de leur liberté est la condition même de la nôtre. » « A ces syndicats, ajoute-t-il, qui ne sont ni des sociétés de droit civil, ni des sociétés de droit commercial, mais des associations, et comme telles soumises au droit public, vous conférez des prérogatives toutes spéciales, que ne possèdent même pas les établissements soumis à la remise de comptes financiers ou à des visites périodiques. Pourquoi ces privilèges que, d'ailleurs, ne réclamaient pas ces syndicats et qui, même, leur répugnent, dont il semble qu'on les menace ». Frayeur bien inutile, puisqu'il y a l'insaisissabilité. « Oui, mais alors, s'écrie M. Berthélémy, ne se moque-t-on pas de nous et les prérogatives accordées aux syndicats ne sont-elles pas vaines et l'espoir qu'on fait miroiter devant le bourgeois qu'elles calmeront la turbulence de ces associations n'est-il pas un attrape nigaud ? »

M. Berthélémy paraît oublier que l'insaisissabilité n'est pas complète, qu'elle est même très limitée, que

(1) Revue Politique et Parlementaire : N° du 10 avril 1920 pages 36 à 41.

par conséquent, si les syndicats consentent à élargir le cercle de leur activité — nous verrons plus loin que malheureusement ils ne peuvent pas et ne veulent pas le faire — leurs biens seront assez importants pour répondre de leurs actes ; d'autant plus que l'insaisissabilité, tout au moins en ce qui concerne les fonds des caisses de secours mutuels, ne s'applique que jusqu'à un certain degré. Ne craignons donc pas cette insaisissabilité et approuvons le législateur d'avoir donné aux syndicats une pleine capacité d'acquérir, sans la mitiger par des autorisations administratives ou des interventions, qui auraient pu permettre à un gouvernement à tendances peu libérales de museler les syndicats et d'arriver même à les supprimer. On voulait augmenter leur champ d'activité ; c'est avec raison qu'on leur a fait confiance.

Nous n'en dirons pas autant d'une autre critique de M. Berthélémy et nous reconnâtrons avec lui que la faculté pour les syndicats de créer des œuvres d'éducation scientifique et sociale est peut-être dangereuse ; il fallait préciser l'usage qu'on pouvait faire d'une telle faculté, car il est à craindre que des syndicats à but politique ne se servent comme d'instruments de propagande de ces « établissements d'enseignement échappant en définitive à toutes les sages précautions de notre législation scolaire ». « La C. G. T. ou les syndicats de la Seine, écrit M. Berthélémy, pourront-ils désormais charger n'importe qui d'enseigner n'importe quoi n'importe où. Et si c'était encore n'importe quoi. Avouerai-je que je redoute fort l'interprétation que les syndicats donneront à ces expressions malencontreusement inscrites dans cette loi : œuvre d'éducation scientifique et sociale ».

Et il conclut : « un grand avantage au moins va

en résulter. Si demain ou après demain, je veux dire quand les règles nouvelles auront pu produire leur plein effet, la turbulence des syndicats n'est pas apaisée, on devra se résoudre à chercher ailleurs..... le véritable moyen de consacrer les avantages du syndicalisme raisonnable, tout en nous préservant des menaces du syndicalisme agitateur, instrument stérile et forcément nuisible ».

Nous ne croyons pas, pour notre part, que les nouvelles dispositions puissent avoir sur les syndicats un effet contraire à celui qu'on en attendait : elles développeront sans nul doute — ne serait-ce que par l'extension que vont prendre les contrats collectifs de travail — les avantages de ce « syndicalisme raisonnable », avantages tels que ces groupements se trouvent préconisés par des auteurs peu suspects d'idées révolutionnaires. (1) « Le vieux système du travail », note M. Valois, c'est à dire le système libéral du xix^e siècle a fait faillite ; « il a fait du producteur un être qui ne cherche que les gros bénéfices ou les gros salaires, sans frein et il a opposé brutalement les patrons aux ouvriers, en dehors de la connaissance de l'intérêt général. C'est lui qui vous a donné ce patron, qui se f.... de l'intérêt général, qui veut être le maître chez lui et qui exploite à la fois le consommateur, le fournisseur et l'ouvrier ; c'est lui qui vous a donné cet ouvrier, qui se f.... non moins que son patron de l'intérêt général et qui ne cherche qu'à le rouler et à tirer de lui tout ce qu'on peut en tirer par la ruse ou par la force. » D'autre part, on ne

(1) Voir notamment Valois : « L'Economie Nouvelle », et son chapitre final très curieux intitulé « Anticipation », dans lequel l'auteur imagine ce que pourrait être une assemblée générale des conseils d'un groupe économique.

peut pas plus compter sur la bonne volonté des chefs d'entreprise pour la défense de la vie ouvrière qu'on ne peut compter sur celles des ouvriers pour la bonne exécution du travail. Il faut étayer tout cela par des institutions fortes, puissantes, existant tout aussi bien du côté patronal que du côté ouvrier et organisées dans chaque profession. L'individualisme a fait son temps ; il ne peut plus résoudre les problèmes sociaux. Acceptons « comme un fait nécessaire et utile le syndicalisme ouvrier qui peut et doit devenir un élément d'ordre et de progrès dans la vie économique. » Ne le considérons pas comme une force anarchique, traitons loyalement avec lui, tout en nous réservant pour le « syndicalisme authentique, autonome, d'origine vraiment ouvrière » et en écartant « ce syndicalisme apocryphe, qui a eu la faveur de certains représentants de la bourgeoisie, il y a quelques années ».

Ce même développement d'idées, nous le retrouvons dans ce mouvement si idéaliste mais très intéressant, puisque ses adeptes essayèrent de mettre leurs théories en application, que créa le Sillon sous l'impulsion de Marc Sangnier. Ce dernier a expliqué (1) comment avait pris naissance ce mouvement et en a résumé la portée. Il reconnaît la nécessité d'une action législative et il se rencontre « pour donner un minimum de bien être avec des royalistes comme M. de la Tour du Pin, des ralliés comme M. de Mun, des socialistes dissidents comme M. Millerand et le parti unifié lui même. » Mais ce n'est pas tout : à côté de l'action syndicale, il faut placer l'action économique avec ses deux instruments : le syndicat et la corporation. « Bien loin de nous, s'écrie Marc Sangnier, la pensée de récla-

(1) Voir Revue hebdomadaire, N° du 12 mars 1910.

mer la socialisation de tous les moyens de production..... ; que le prolétariat s'efforce donc d'acquérir assez de valeur professionnelle et de qualité intellectuelle et morale pour pouvoir s'élever jusqu'à la dignité d'un patronat collectif : il aura ainsi mieux travaillé pour son émancipation qu'en s'abaissant aux méprisables pratiques du sabotage. » (1)

L'individualisme a donc vécu ; il ne répond plus aux nécessités sociales actuelles : « l'homme tend aujourd'hui à être moins lié vis-à-vis de lui même et plus lié vis-à-vis des autres..... » (2). Au code de l'individu, il faut, par conséquent, substituer le code des groupements. La loi du 12 mars 1920 est un des chapitres de ce nouveau Code et, à ce titre, nous ne pouvons que l'approuver. Le législateur, en la votant, a-t-il fait tout ce qu'il pouvait ? Nous verrons tout à l'heure que les syndicalistes lui reprochent une trop grande réserve et soutiennent qu'à cause de cela le syndicat ne pourra pas remplir l'œuvre qu'on attend de lui, parce qu'on n'a pas supprimé tout ce qui subsiste dans notre législation de méfiance à l'égard de la classe ouvrière, méfiance qui continue, d'ailleurs, à se manifester dans quelques classes de la société.

Et, en effet, dans un certain milieu on ne voit dans les syndicats que les idées politiques pour la réalisation desquelles ils ne reculent devant aucun moyen : c'est la tyrannie syndicale avec ses mesures de contrainte contre les ouvriers qui veulent

(1) Le Sillon, s'il a groupé un certain nombre de jeunes gens, tous remplis d'idéal et d'ardeur, n'a eu qu'une influence sociale restreinte et nous ne l'avons noté que comme une indication de la nécessité qui se fait sentir de jour en jour d'une modification des rapports sociaux .

(2) G. Morin : La révolte des faits contre le Code, page 144.

sortir du syndicat ou contre ceux qui refusent d'y entrer. Les ouvriers y subissent l'influence de ces « mauvais bergers », dont parle Octave Mirbeau, de ces meneurs, qui les conduisent à des expériences véritablement funestes. Le syndicat n'est pas un groupement professionnel, c'est un instrument d'agitation ; les Bourses du Travail, au lieu d'être des agences de renseignements, sont des foyers révolutionnaires et la grève, au fond n'est qu'un « épisode de la lutte des classes ». « Et d'ailleurs, fait remarquer M. Bourget (1), qu'a-t-il (M. Clémenceau) reconnu ce jour-là, sinon que la guerre des classes dans la société contemporaine n'est pas un fait accidentel ? C'est un fait essentiel, constitutionnel, si intimément lié à l'existence de cette société, qu'il faudrait, pour le modifier, la modifier, elle, toute entière » (2). Le syndicat n'est donc utile à rien, puisqu'il n'est qu'un milieu d'agitation, de révolution. Et la preuve en est dans les récents mouvements de 1920, dans ces mouvements purement politiques, où l'on a vu se déclencher des grèves de solidarité, basées sur des revendications sans aucun caractère professionnel, telles que l'intervention en Russie et l'amnistie. La lutte des classes existe et ce n'est pas la nouvelle loi qui va modifier, en quoi que ce soit, cet état social inévitable.

Faut-il donc désespérer et condamner le syndicat ? Nous ne le croyons pas : faisons lui confiance et faisons surtout confiance au bon sens avisé et pratique de la majorité des ouvriers. Nous estimons que le

(1) Revue hebdomadaire du 5 mars 1910 : « A propos de la Barricade ».

(2) Et M. Bourget ne craignait pas d'intituler sa pièce : « La Barricade » ou une « **chronique de guerre sociale en 1910** ».

« syndicalisme raisonnable » a de grands avantages et qu'il pourra trouver dans certaines dispositions de la nouvelle loi les moyens de résoudre bien des difficultés. La lutte, certes, se poursuit dans les syndicats entre les révolutionnaires et les véritables syndicalistes, esprits réfléchis et qui préfèrent à la révolution l'évolution. Est-ce à dire que ceux-ci acceptent et approuvent en tous points la nouvelle loi ? Non et nous allons étudier les critiques que, de leur côté, ils lui adressent.

Section II. — Les milieux syndicalistes

La C. G. T. fait tous ses efforts pour en être la directrice suprême et unique ; deux tendances bien distinctes se sont, néanmoins, déjà développées dans son sein, tendances qui souvent même entrent en lutte :

1. Le syndicalisme révolutionnaire, qui considère l'agitation comme le principal instrument de sa propagande et qui a comme moyen l'action directe, comme but la révolution.

2. Le syndicalisme réformiste : ses partisans opposent au syndicalisme de l'action directe et du sabotage le syndicalisme positif c'est-à-dire tout un ensemble d'efforts lents et persistants, qui ont pour but de constituer une armée ouvrière puissante par le nombre et la cohésion.

Mais à côté et repoussant la suprématie de la C. G. T., s'est constitué ce que nous appellerons le « syndicalisme dissident » : syndicats catholiques et syndicats indépendants parmi lesquels nous rangerons les évolutionnistes.

§ 1^{er}. Le syndicalisme révolutionnaire

Les révolutionnaires n'acceptent aucun compromis avec le parti bourgeois, leur pire ennemi, et avec ses représentants, le gouvernement et le pouvoir législatif. Pour eux les syndicats n'ont qu'un rôle à jouer : être le foyer de l'idée révolutionnaire. Résolus à ne pas être autorisés par la loi, ils doivent arborer par toute la France le même drapeau, propager la même idée, viser le même but. Et les congrès ouvriers n'ont accepté les associations que comme moyen pour la diffusion des idées collectivistes et révolutionnaires dans le seul but d'arriver le plus vite possible à la solution du problème social par l'agitation révolutionnaire la plus active.

Pour atteindre ce résultat tous les moyens sont bons : la propagande doit être intense, la grève doit être déclanchée à tous moments, elle doit être générale et les ouvriers ne doivent même pas reculer devant le sabotage. Dès maintenant, d'après M. Sorel l'un des principaux théoriciens de ce syndicalisme, (1) les travailleurs doivent jeter les fondements de ces institutions qui leur seront propres et d'où ils feront jaillir leur pédagogie, leur morale et leur art. C'est le rôle des syndicats : mais ce rôle ils ne peuvent le remplir qu'en repoussant toutes les « avances du Ministère du travail ou des sociologues du Musée social ». Ils doivent comme les moines se séparer du monde, même par la brutalité ; à ce prix le monde sera sauvé de la barbarie. Ainsi, con-

(1) Voir de cet auteur : « La décomposition du Marxisme », « les Réflexions sur la violence » et « l'Avenir socialiste des syndicats ».

clut M. Sorel, « *la violence prolétarienne* apparaît comme très belle et très héroïque ; elle est au service des intérêts primordiaux de la civilisation. Saluons les révolutionnaires, comme les Grecs saluèrent les héros spartiates, qui défendirent les Thermopyles et contribuèrent à maintenir la lumière dans le monde antique. » (1)

Pour ces syndicalistes, le syndicalisme doit avoir trois caractères principaux :

1. Il doit être exclusivement ouvrier : il faut donc écarter comme funeste le syndicat mixte. Leur syndicat, « c'est l'ilôt verdoyant, qui émerge au milieu de la pourriture et du désert de la bourgeoisie. » « Dans la ruine totale des institutions et des mœurs, il reste quelque chose de puissant, de neuf et d'intact : c'est l'âme prolétarienne,.... et il faut que les travailleurs aient assez d'énergie pour barrer le chemin aux corrupteurs bourgeois en répondant à leurs avances par la *brutalité la plus accusée* ». (2)

2. Il doit avoir pour unique but une lutte incessante contre le capital : cette lutte se traduira par *l'action directe*, le *sabotage* et les *propagandes révolutionnaires* et *antimilitaristes*. Il faut noter, cependant, que le respect du travail est si grand chez M. Sorel que, personnellement, il condamne le sabotage, comme portant atteinte à la dignité ouvrière et compromettant la grandeur future du syndicalisme.

3. Enfin sa guerre, c'est la *grève* : grève à outrance, qui seule permettra de réaliser l'idéal qu'ils poursuivent : « des producteurs libres travaillant dans un atelier sans maître ». (3) C'est donc la violence seule, dont le rôle a déjà été « singulièrement

(1) G. Sorel : *Réflexions sur la violence*.

(2) G. Sorel : *Réflexions sur la violence*, page 253.

(3) G. Sorel : *Réflexions sur la violence*, page 57.

grand », qui permettra d'aboutir en détruisant comme autant de châteaux de cartes les constructions de la philanthropie bourgeoise. « Il faut opposer la plus noire ingratitude à la bienveillance de ceux [qui veulent protéger les travailleurs, répondre par des coups aux avances des propagateurs de la paix sociale » et « il ne faut pas que la bourgeoisie puisse s'imaginer qu'avec de l'habileté, de la science sociale ou de grands sentiments, elle pourrait trouver meilleur accueil auprès du prolétariat. » (1)

Aussi ces syndicalistes écartent-ils le socialisme politique ou parlementaire, qui n'est qu'une simple exploitation organisée par des meneurs habiles, ambitieux, égoïstes. Il faut se méfier de l'atmosphère démocratique et les philosophes syndicalistes recommandent au producteur de fuir la démocratie, son loisir tentateur et de repousser hautement quelques-unes des lois qu'elle considère comme des bienfaits : lois ou projets de loi sur l'extension de la capacité des syndicats, sur l'arbitrage obligatoire, la conciliation, la grève, la journée de huit heures, etc... Les parlementaires ne voient rien au delà de la « classique assiette au beurre », et c'est pour arriver à s'asseoir à la table du festin qu'ils flattent les forces ouvrières et cherchent à les canaliser. Ces ambitions, dont la bassesse est insigne, sont le facteur principal de toute leur politique intérieure et extérieure. M. Sorel, lui-même, ne semble admettre aucune exception à cette règle : c'est un véritable pamphlet, presque féroce, qu'il lance contre la politique sociale de Waldeck-Rousseau, et, dans des pages cinglantes, celui-ci est représenté, comme poursuivant, dès 1884, un plan machiavélique pour s'emparer des syndicats, les

(1) G. Sorel : *Réflexions sur la violence*, page 47.

« transformer en associations politico-criminelles, servant d'auxiliaires au gouvernement démocratique » (1), les leurrer par des faveurs adroitement distribuées et par de fallacieuses augmentations de salaires.

Donc aucune transaction avec le parti bourgeois : inutile de discuter, d'entrer en pourparlers avec lui. De loi syndicale, nul besoin ; sous le titre « une nouvelle loi sur les syndicats », on peut lire dans le numéro du mois d'avril 1920 de la « Voix du Peuple » ces déclarations significatives : « Le moins qu'on puisse écrire c'est que les syndicats ouvriers, loin de demander le vote de pareilles dispositions, y demeurent complètement étrangers. La vérité, c'est que l'organisation ouvrière s'est constituée et continuera de se faire en marge de la loi, parallèlement à elle, quand cela se trouve, ou contre elle, s'il le faut. » Pas de politique, la violence : le syndicalisme doit rejeter entièrement la culture bourgeoise, qui malheureusement nous reste plus ou moins dans le sang. Et ces philosophes opposent « au réformisme des syndicats allemands et anglais et de quelques syndicats français, nombreux, riches, disciplinés, parlementarisés, mais somnolents et de visées étroitement corporatives, le large idéalisme révolutionnaire de la Confédération générale du Travail, plus pauvre et comptant surtout sur les minorités, mais agissante, audacieuse, ne dissimulant rien de son but total, et prenant en main l'intérêt de la classe ouvrière toute entière. » (2)

De ces doctrines, la C.G.T. vient, en effet, de faire une application dans ces mouvements du début de l'année 1920, que nous considérons actuellement,

(1) G. Sorel : *Réflexions sur la violence*, pages 290-291.

(2) Guy-Grand : *Philosophie syndicaliste*, pages 115-116,

pour employer l'expression de M. Poincaré, comme « un méchant rêve » (1), mais qui, par leur ampleur, avaient pris un réel caractère révolutionnaire. Était-ce simplement le résultat d'une « vague de paresse » (1), ou n'était-ce plutôt pas la mise en pratique de cette théorie sur la « violence », seule capable, pour les syndicalistes révolutionnaires, de dénouer la crise sociale. Cette tentative a avorté et le gouvernement a enrayé victorieusement les menaces de désordre : les diverses grèves que, paquets par paquets, les dirigeants de la C.G.T. avaient suscité ont été successivement arrêtées. Mais cette victoire n'est-elle pas due au caractère encore individualiste de ces mouvements, caractère d'ailleurs condamné par Sorel : que serait-il arrivé si la grève avait éclaté en coup de foudre avec cette universalité, qu'avait rêvée ce théoricien ?

Ce sont de tels excès, préjudiciables pour la nation — à un moment surtout où la France a besoin de toutes ses forces pour se relever — qui amènent la condamnation des syndicats. Sont-ce là « ces simples crises de croissance » (2), qu'avait prévu Waldeck-Rousseau. Peut-être mais ces crises ne devront pas se renouveler : c'est ce qu'a fait ressortir M. Millebrand, alors président du Conseil, quelque temps après, au cours d'un congrès de l'association fraternelle des employés et ouvriers des chemins de fer : « A ces Français, à ces travailleurs, aujourd'hui peut-être que déjà l'heure recule, on peut parler..... ; on peut leur dire que sans doute c'est une solidarité louable et noble que celle qui s'appelle la solidarité professionnelle, mais qu'au dessus de la solidarité professionnelle, il y a la solidarité nationale..... »

(1) Raymond Poincaré : Chronique politique de la Quinzaine (Revue des II mondes du 1^{er} juin 1920).

(2) Maurice Ajam dans la « Dépêche de Toulouse ».

De même que la corporation de l'Ancien Régime est morte d'avoir opprimé l'individu, le syndicalisme mourrait s'il pouvait concevoir l'idée simple de mettre à un moment donné ses intérêts et son désir au dessus du sort et des intérêts de la nation elle-même. »

Nous avons cru devoir exposer cette théorie du syndicalisme révolutionnaire, bien qu'elle rejette toute les lois sociales et en particulier la loi sur les syndicats : pour elle « le syndicat n'est que l'organisation des producteurs qui font leurs affaires eux-mêmes, sans avoir besoin d'avoir recours aux lumières que possèdent les représentants des idéologies bourgeoises » (2) ; c'est un organe de la lutte des classes. Mais telle qu'elle est, dans son intrangiseance rébarbative, elle est d'une farouche beauté, animée d'un vaste souffle d'idéal, remplie d'enthousiasme et de passion et elle se différencie par là du syndicalisme réformiste, plus positif, mais aussi plus terre à terre, sans vastes horizons, ni ardents désirs.

§ II. — Le Syndicalisme réformiste.

Le syndicalisme réformiste, qui n'est que la répétition des idées du socialisme réformiste de Bernstein et de M. Millerand, poursuit le but de défendre et d'améliorer les conditions professionnelles (salaires, heures de travail, hygiène), et de développer les institutions d'assistance et de prévoyance. Il consent, par conséquent, à collaborer avec le patronat pour arriver à réaliser ce qu'il considère comme étant la formule

(1) G. Sorel : « Décomposition du marxisme », pages 60-61.

définitive : « pour la classe ouvrière, maximum de production dans le minimum de temps de présence pour un maximum de salaire ; pour le patronat, maximum de développement de l'outillage pour un maximum de rendement avec le minimum de frais généraux » (1).

Certes il n'abandonne pas complètement le vieil idéal révolutionnaire, mais pour l'atteindre il faut, auparavant, organiser la classe ouvrière et tâcher d'obtenir pour elle du gouvernement le maximum de bien-être : « Ce que nous ferons, écrivait M. Jouhaux au début de 1920 ? Continuer cette œuvre, l'étendre, renforcer l'unité ouvrière, compléter l'organisation du producteur avec toujours devant nous l'idéal révolutionnaire. Toute notre tâche tend à préparer le prolétariat à sa mission historique, qui est de prendre en main la direction de l'activité sociale et d'aboutir à la vieille réalisation proudhonienne : l'atelier fera disparaître le gouvernement. » (2)

Ces syndicalistes ne craignent pas de se rencontrer avec les socialistes parlementaires ; ceux-ci discutent avec l'Etat-patron, lui proposent des lois ouvrières, les font voter et en surveillent l'application. C'est le syndicalisme des Jean Jaurès, des Guesde, des Paul-Boncour. A ce titre ils admettent le label, le contrat collectif de travail, les œuvres de solidarité et de mutualité. La loi de 1920 les intéresse par conséquent ; mais ils la critiquent parce qu'à certains points de vue ils la trouvent dangereuse et qu'à d'autres ils la trouvent incomplète.

(1) Journal « La Bataille » du 21 septembre 1918.

C'est ainsi qu'à un de leurs congrès les instituteurs ont déclaré entr'autres choses : « Le Congrès considère que le syndicat est un moyen de perfectionnement, que l'un de ses buts est l'acquisition d'une compétence technique. »

(2) Revue « Floréal » du 7 Février 1920, page 125.

I. La loi de 1920 est dangereuse.

En étendant la capacité de posséder des syndicats, en leur permettant d'acquérir des meubles et des immeubles sans aucune limite, on va leur donner le goût de la propriété : ils vont s'embourgeoiser. Ils n'auront plus comme objectif unique l'amélioration de la condition de la classe ouvrière ; ils auront des biens à gérer, des revenus à percevoir, et, au bout de quelques années, devenus des propriétaires importants, ils n'auront plus qu'un but : augmenter leur patrimoine ; qu'un souci : le défendre. « Le but des syndicats, remarquait Braün (1), n'est pas de capitaliser : s'ils ont des fonds, ils doivent les dépenser de façon utile pour lutter et conquérir toujours de meilleures conditions de travail. » Si l'on ajoute à ce droit celui de faire du commerce, on aboutit à détourner complètement les syndicats de leur voie ; certes la loi de 1920 ne leur a pas accordé la capacité commerciale, mais elle leur a permis de procéder à certaines opérations de groupements de commandes, de répartition de marchandises. Tout ceci ne peut avoir qu'un résultat : éloigner le syndicat de son action véritable et l'empêcher d'être une force de résistance à l'exploitation capitaliste.

Aussi nombre de socialistes ont-ils toujours été opposés à toute extension de la capacité syndicale. La loi, disent-ils, qui ferait du syndicat une société de commerce, d'industrie ou d'échange, serait une loi de désorganisation syndicale et ouvrière ; et le congrès de Montluçon prenait, dès 1900, une résolution invitant les députés socialistes à repousser tout projet de

(1) Journal « L'Aurore » (1900).

loi prévoyant une extension de la capacité, qualifiant ce projet de « véritable piège tendu par l'homme du grand patronat. »

Les Fédérations des Bourses du Travail ont également, en 1903, au moment d'un projet de loi, protesté, redoutant dans l'extension accordée aux syndicats la possibilité de les exposer « à des poursuites dûment garanties par des saisies légales et partant ruineuses ». Ni capacité commerciale, ni personnalité civile, lit-on dans l'exposé des motifs du projet Vaillant, pour le syndicat, « qui doit rester l'organe des revendications professionnelles, économiques et sociales, qui doit être à l'abri des poursuites patronales et des tribunaux, qui le dépouilleraient et le ligoteraient. »

C'est qu'en effet la propriété entraîne la responsabilité et partant la réparation des préjudices causés, c'est ce contre quoi s'élevaient les Bourses du Travail en 1903 : « Le droit d'ester en justice accordé aux unions de syndicats, loin d'être pour elle un accroissement de liberté, est le meilleur moyen que puisse trouver le gouvernement de les frapper puisque ce droit les soumettra à la réparation civile, à laquelle elles échappent sous le régime actuel ».

Que nous importe, poursuivent les syndicalistes, que la C. G. T. n'ait pas la personnalité civile ? Cela l'a-t-il empêchée de se développer ? Non. Nous préférons même qu'elle n'ait aucun droit, puisqu'alors elle ne peut être poursuivie que correctionnellement ; et en s'abstenant de commettre des actes méritant la qualification de délictueux, elle peut aller loin, en cas de grève, dans la voie de la résistance sans courir les risques de poursuites civiles.

Il est facile de répondre aux syndicalistes qu'il faut vraiment qu'ils n'aient qu'une confiance limitée dans leurs syndicats et surtout dans les convictions

socialistes des ouvriers français pour que quelques institutions de prévoyance et l'amour de la propriété collective leur fassent oublier toutes leurs revendications. Les raisons données sont vraiment bien faibles pour compenser les immenses avantages accordés par la loi. C'est, d'ailleurs, ce que voient très bien certains socialistes, peu suspects pourtant, et qui conseillent aux syndicats d'accepter la personnalité. Et la meilleure réponse à toutes ces critiques on peut, comme l'a indiqué M. Chéron au Sénat (1), la demander à Jaurès lui-même qui a déclaré : « Nous avons des camarades qui disent : on veut que les unions possèdent un immeuble, afin de le leur prendre. Ainsi à les en croire les syndicats ouvriers ne commencent à être libres que quand ils ne sont pas chez eux et l'idéal c'est une classe ouvrière toute nue, car on ne peut rien lui prendre.... Si le vaillant Anseele avait appliqué cette politique, il n'aurait jamais construit le Wooruit de peur que la bourgeoisie le confisquât et que les prolétaires belges se détournassent du socialisme. Les socialistes de Bruxelles sont sans doute impardonnables d'avoir édifié leur magnifique maison du peuple, car, étant devenus propriétaires, ils se sont évidemment exposés au péril d'être expropriés. »

D'autres socialistes, eux aussi, admettent pleinement la réforme, en y voyant la possibilité d'un apprentissage sans danger, puisqu'on est libre de ne pas en user. C'est ce que disait M. Lauche dans son rapport : « Le droit que la loi va donner, les travailleurs en useront ou n'en useront pas, mais ils l'auront. » (2)

Il est encore trop tôt pour juger des résultats de la

(1) Séance du 21 juin 1917. J. O. du 22, page 600.

(2) Rapport du 5 septembre 1918 : Chambre des Députés, Annexe N° 4945, page 1902.

loi de 1920, mais il semble que les syndicats se sont rangés au second parti et ils paraissent ne pas vouloir profiter bien largement sur ce point des avantages de la réforme.

II. La loi de 1920 est incomplète.

La loi de 1884 avait abrogé l'article 416 du Code pénal, supprimant ainsi le délit de grève, mais avait laissé subsister **les articles 414 et 415** du même code. L'article 414 vise les menaces et les voies de fait, c'est-à-dire ce que l'on appelle dans la pratique les violences légères. Celles-ci, en droit commun, ne constituent qu'une contravention (article 605 du Code de Brumaire an iv). Mais si ces violences légères se produisent à l'occasion de grèves et revêtent un certain caractère, celui de porter atteinte à la liberté du travail, elles deviennent un délit et tombent sous le coup des pénalités édictées par les articles 414 et 415. De simples menaces, mêmes verbales, suffisent. Notons, d'ailleurs, que si ces menaces, ces voies de fait revêtent un certain degré de gravité, on retombe dans le droit commun et nous revenons aux articles 305 et suivants, 309 et suivants, 400 et 436 du Code Pénal. En somme, l'article 414 ne peut avoir pour résultat que d'aggraver la peine, sans jamais l'atténuer.

C'est précisément contre ce régime d'exception que protestent les syndicalistes. La loi de 1884 avait supprimé le délit de grève ; pourquoi la loi de 1920 n'a-t-elle pas continué en abrogeant ces deux articles exorbitants du droit commun ? C'est un oubli du législateur de 1884, qu'aurait dû réparer celui de 1920. (1)

(1) Notons en ce sens la proposition Constant, du 11 juillet 1898 — Chambre, Doc. parl. N° 232 —, proposition qui n'a pas abouti.

Ces critiques sont, à nos yeux, justifiées. Pourquoi, en effet, faire du « plan concerté » une cause d'aggravation, alors que le droit de coalition est reconnu ? C'est de l'illogisme. D'autre part, ces pénalités frappent, en fait, uniquement les ouvriers, les délits similaires étant très difficilement constatables contre les patrons. Ce sont là deux articles de méfiance pure à l'égard des ouvriers que dans un esprit d'égalité et de concorde on aurait dû supprimer. Et cette suppression aurait pu se faire sans inconvénients, car elle n'aboutissait à aucune impunité : tous ces faits sont prévus par la loi générale, qui en fait, suivant le degré de gravité, un délit ou une contravention ; et cette loi est largement suffisante pour réprimer en temps de grève toutes les atteintes à la liberté du travail. Enfin une réforme sur ce point aurait résolu toutes les difficultés d'interprétation qui se posent à propos de l'expression « manœuvres frauduleuses ». Que faut-il entendre par là ? Les divergences de vue sont nombreuses et aboutissent dans la pratique à des hésitations toujours ennuyeuses à des moments particulièrement difficiles. (1)

Les hommes politiques (2) et les auteurs (3) sont, en général, partisans de la suppression de ces articles.

Enfin les syndicalistes reprochent également à la

(1) En 1895, le Parquet de Carmaux avait fait de l'article 414 une application erronée et une instruction ouverte aboutit à un non lieu. — En 1920, lors des récentes grèves, beaucoup de Parquets furent très embarrassés pour l'application de ce texte.

Voir toutefois un arrêt de Cass. du 7 janvier 1921 (Gaz. Palais mars 1921, page 300), qui l'a appliqué tout récemment.

Consulter également un arrêt de la Cour d'Alger du 29 janvier 1921 (Gaz. du Palais des 10-11 Juillet 1921) qui en a fait une interprétation restrictive.

(2) Voir notamment rapport de M. Barthou, déjà cité.

(3) Voir Pic. Précis de législation industrielle, page 208.

loi de 1920 de refléter encore l'esprit individualiste des rédacteurs du Code en n'instituant pas le **syndicat obligatoire**. Cette forme du syndicat choque évidemment les idées des partisans de la liberté, comme elle déplaisait aux rédacteurs de la loi de 1884, qui ne voulaient pas que la volonté d'un seul puisse être subordonnée à la volonté de plusieurs, fussent-ils dix mille. Chacun, disent-ils, doit être libre de faire ou non partie d'une association. Nous avons, pour notre part, trop insisté sur l'extension toujours croissante prise par la notion de groupement pour ne pas être amené à admettre le syndicat obligatoire : si l'on veut que les contrats collectifs de travail puissent vraiment devenir la base des rapports entre ouvriers et patrons, il faut nécessairement qu'ils soient obligatoires pour tous. Or, en l'état actuel, ils n'engagent que les syndiqués : les non syndiqués, patrons ou ouvriers, n'y sont pas soumis. (1) « Un tel système, signale à juste titre M. Morin (2), favorise les non syndiqués : affranchis comme tels des règles restrictives du contrat collectif, ils peuvent faire une concurrence redoutable sur le terrain des conditions du travail à leurs collègues syndiqués, qui vont ainsi, au mépris de la justice, porter la peine de leur fidélité syndicale et de leur loyalisme corporatif. » Pourquoi alors ne pas créer le syndicat obligatoire ?

Et immédiatement se pose la question de savoir si ce syndicat doit être multiple ou unique. Il n'y aurait, à notre avis, aucun inconvénient à la multiplicité : deux syndicats de la même profession se rencontre-

(1) En ce sens, l'arrêt de la Cour de Cassation du 7 janvier 1921, cité page 115, note 1.

(2) Georges Morin : « Enquête sur l'organisation syndicale » dans le « Producteur », N° de septembre-octobre 1920, page 12.

ront toujours pour défendre les intérêts professionnels de cette profession ; ils ne se sépareront que lorsque l'un d'eux voudra sortir des cadres de son activité, s'occuper de questions politiques et religieuses. Cette séparation, cette divergence de vue entre les deux syndicats constitueraient dans ce cas, nous semble-t-il, un avantage. (1) Certains auteurs préfèrent le syndicat obligatoire et unique, mais ils veulent alors un *syndicat réglementé*, absolument neutre en politique et en religion (2).

En tout cas, le syndicat obligatoire — qu'il soit unique ou multiple — est le syndicat de l'avenir (3). La conception individualiste du syndicat est, d'ailleurs, contraire aux faits : du moment que l'ouvrier exerce une profession, — et, remarquons-le, il est libre de l'exercer ou de ne pas l'exercer — il fait partie d'une petite société qui a ses besoins, ses intérêts, ses aspirations et il est alors obligé d'abdiquer une partie de son indépendance pour assurer l'union et la force du groupement, dans lequel il est entré. Comme nous l'avons déjà dit, la formule de Waldeck-Rousseau « le droit d'un ouvrier est égal aux droits

(1) Cette dualité de syndicats existe en Pologne : syndicats socialistes et syndicats chrétiens. Ces deux organisations sont parallèles et ne se combattent pas l'une l'autre. En général les jeunes ouvriers entrent plutôt dans les syndicats du P. P. S. (parti socialiste polonais), tandis que les ouvriers d'un certain âge se font plus volontiers inscrire à ceux du parti chrétien social. (Maurice Pernot : L'épreuve de la Pologne, questions sociales, Revue des II Mondes du 1^{er} novembre 1920, page 170)

(2) En ce sens, G. Morin : La révolte des faits contre le code. — Toutefois M. Morin semble admettre maintenant la liberté syndicale (Revue le Producteur, de septembre-octobre 1920, pages 8 et 9).

(3) C'est la thèse de M. Jay, qui a été l'un des premiers partisans du syndicat obligatoire : « L'évolution du régime légal du travail par les Syndicats professionnels. »

de dix mille » est la négation de toute solidarité. Donc syndicat obligatoire, mais multiple, telle est, à nos yeux, la formule à réaliser.

Divers projets, en ce sens, sont à l'étude : citons, entr'autres, une proposition de loi de M. le sénateur Strauss, — arrêtée jusqu'à maintenant par les principes individualistes du Sénat — tendant à l'organisation du contrat collectif de travail obligatoire, mais avec recours possible devant les Conseils consultatifs du travail. Mentionnons aussi divers projets sur l'arbitrage obligatoire et une proposition originale, créant une nouvelle peine « la déchéance syndicale » : les délits sociaux, commis par des syndicats, seraient réprimés par une sanction sociale et cette sanction serait la déchéance individuelle ou collective du droit de faire partie d'un syndicat.

La loi de 1920 n'a pas organisé le syndicat obligatoire : c'est là une lacune importante. Le législateur a peut-être estimé que l'évolution n'était pas encore complète et que la classe ouvrière n'était pas tout à fait prête pour cette réforme. Souhaitons, néanmoins, que cette institution soit consacrée dans un avenir prochain.

§ III. — Le syndicalisme dissident.

1. *Les syndicats catholiques.*

C'est ce même vœu que forment ces syndicats, mais ils réclament la liberté syndicale. Ils ne veulent pas que l'ouvrier soit asservi à une direction unique et soit obligé de se soumettre à des ordres qui peuvent être contraires à ses idées politiques et religieuses.

C'est que les catholiques se font du but des syndicats une toute autre idée que les dirigeants de la C. G. T. : pour ceux-ci, le syndicat est, avant tout, un organe de lutte contre le capital, qui est et sera toujours l'ennemi qu'il faut combattre ; les catholiques, au contraire, voient dans cette organisation le moyen d'arriver à une entente avec les patrons (1).

Le syndicat catholique tend à être le facteur normal et pacifique des relations futures du capital et du travail. Sa première mission à remplir est une mission éducatrice : il faut persuader à l'ouvrier que c'est une erreur capitale de croire que les « deux classes sont ennemies nées l'une de l'autre, comme si la nature avait armé les riches et les pauvres pour qu'ils se combattent dans un duel obstiné (2). » L'amélioration du sort de la classe ouvrière est donc une question d'entente et non de lutte, d'union et non de discorde, de confiance mutuelle et non de haine. Et cette amélioration doit se poursuivre à un triple point de vue : salaire, durée du travail, conditions physiques et morales dans lesquelles ce travail s'effectue. Et, pour obtenir des résultats vraiment appréciables, ne se limitant pas à une usine, mais s'étendant à toute la profession, le syndicat est indispensable, syndicat à large capacité, syndicat obligatoire si possible et syndicat passant des contrats collectifs de travail (3). Ce contrat a, en effet, l'immense

(1) Consulter sur ce syndicalisme et sur la mise en pratique de ces théories une thèse toute récente : Emile Guerry, « Les syndicats libres de l'Isère », thèse Grenoble 1921.

(2) Léon XIII : encyclique « rerum novarum ».

(3) Ces idées M. de Las Cases les a développées à la tribune du Sénat dans la séance du 21 juin 1917 (J. O. du 22, page 601) « Les catholiques sociaux sont et ont toujours été favorables à l'association professionnelle.... C'est la thèse de M. de Mun, qui est l'un des auteurs de la loi de 1884. » Et il continuait,

avantage de fournir aux patrons par sa stabilité une certaine sécurité ; et, si l'on ajoute à cela la responsabilité du syndicat sur ses biens en cas de violation de ses clauses, l'on aboutit à la suppression à peu près complète des différends. C'est ainsi que l'on obtiendra des industries prospères et que les patrons pourront admettre leurs ouvriers à la participation aux bénéfices, comme cela existe d'ailleurs, dans certaines grandes usines catholiques.

Tout ce syndicalisme s'inspire des croyances catholiques et des enseignements de Léon XIII : il est tout entier basé sur la religion.

Et c'est là précisément le reproche qu'on lui adresse généralement : il a trop de tendances à mêler à la question sociale pure les questions politiques et religieuses.

Cette réserve faite, il faut reconnaître que ces syndicats ont pris dans certaines régions une importance considérable, importance telle qu'il n'était pas possible de les passer sous silence, d'autant plus que, si leurs moyens sont différents, leurs revendications se rapprochent beaucoup de celles des syndicalistes réformistes.

2. *Les syndicats indépendants.*

Le syndicalisme indépendant a apparu tout récemment ; à lui se rattachent les « *évolutionnistes* ». (1)

approuvé par M. Chéron, rapporteur : « Suis-je un rêveur, parce que je voudrais voir substituer au régime des grèves générateur de lutte et de discorde, un régime concordataire, un régime contractuel ? Patrons et ouvriers ne pourraient-ils pas s'accorder par des conventions d'une certaine durée — deux, trois, cinq ans — et un minimum de salaires assurés ? »

(1) Voir sur ce sujet notamment un article de M. Jean Portalier dans la Revue « *Le Producteur* » de mars 1921.

Ceux-ci sont surtout représentés par la « Fédération nationale des Syndicats indépendants des employés de Banque et de Bourse », qui a pris naissance en 1911. Nous ne retracerons pas l'histoire de cette Fédération, cela ne rentre pas dans le cadre de ce travail ; qu'il nous suffise d'indiquer qu'arrêtée dans son développement par la guerre, elle a, sous la poussée des besoins de ses adhérents démobilisés et abandonnés à leur seule activité, repris une vie toute nouvelle : elle compte à l'heure actuelle 40 syndicats départementaux groupant plus de 6000 adhérents.

Quel est le programme de ce syndicalisme ? On le trouve tout entier dans la Déclaration de Toulouse. (1)

Il se sépare nettement du syndicalisme révolutionnaire, comme du syndicalisme catholique, qui « contribuent par leur tendance ou leur méthode à éloigner des organisations syndicales des millions de travailleurs qui ne sont point décidés à aliéner leur liberté de pensée ». Aussi repousse-t-il « toute inféodation à un parti politique ou à une confession religieuse quelconque ».

La C. G. T., avec son programme de luttes de classe et son affiliation au parti socialiste ne saurait grouper que les ouvriers révolutionnaires ; qu'elle le fasse c'est parfait ; mais qu'elle s'arroge le droit de parler au nom de tous les ouvriers français, c'est insoutenable, si l'on considère qu'elle groupe à peine 60.000 membres, soit le vingtième seulement des travailleurs français. Quant aux syndicats catholiques, ils commettent la même erreur en confondant les questions d'ordre purement professionnel et les questions d'ordre religieux.

Ces deux syndicalismes ne se conforment pas aux prescriptions des législateurs de 1884 et de 1920.

(1) Publiée par « Le Producteur » de novembre 1920.

« Et voici, écrit M. Portalier, que se justifie dès lors la faveur dont commence à jouir le syndicalisme évolutionniste né spontanément en quelque sorte des critiques formulées contre les autres écoles. » Il ne veut pas, lui, constituer des organismes de combat ; il tend seulement à organiser de vastes groupements dans le but de susciter « des réalisations et des réformes fécondes et bienfaisantes ». Laissant de côté toute idée politique et religieuse, le syndicalisme évolutionniste « n'accepte aucun attentat à la liberté syndicale : il souhaite, au contraire, que cette liberté soit intégralement maintenue, même dans l'obligation de se syndiquer, si la loi doit un jour en imposer le principe. » Il substitue simplement « à la faiblesse des individus isolés la puissance du groupement des forces collectives et solidaires », et il est partisan d'une entente loyale et d'une collaboration fraternelle entre les trois principaux facteurs de la production : l'Intelligence, le Travail, le Capital.

Organisation de cours professionnels, accession du prolétariat au capital et à la propriété par la participation aux bénéfices et à la gestion des entreprises, telles sont les premières réformes à réaliser, mais ce programme doit être réalisé dans un idéal d'union, de concorde et de paix sociale. (1)

C'est sur ces idées qu'est basé tout le programme revendicatif du syndicalisme évolutionniste. Trouvant la loi de 1920 encore incomplète, il réclame la reconnaissance des syndicats par les patrons, l'institution obligatoire des comités de conciliation et d'arbitrages, la création de commissions mixtes locales,

(1) Notons en passant combien ce programme se rapproche de celui du syndicalisme catholique.

régionales et nationales et, au-dessus d'elles, d'un Parlement professionnel. (1)

Quel est l'avenir de ce syndicalisme ? Réussira-t-il à réunir les nombreux groupements corporatifs d'employés, de voyageurs, de représentants de commerce et même d'ouvriers — car les évolutionnistes n'appellent pas à eux seulement le prolétariat dit des « mains blanches » — groupements encore épars en France ? Il n'est pas encore permis de l'affirmer, mais, pour notre part, nous le souhaitons vivement, car, à nos yeux, il représente le « syndicalisme raisonnable », seul capable d'obtenir des réformes heureuses et durables et d'arriver ainsi à l'amélioration de la classe ouvrière.

Signalons, en terminant, à côté du syndicalisme évolutionniste et se rattachant à lui par de nombreux points communs, un essai de *néo-corporatisme* représenté par la C. I. P. F. ou « Confédération de l'Intelligence et de la Production française. »

Envisagée comme remède à la crise sociale, la loi de 1920 — à notre avis encore incomplète et très en retard sur le mouvement social — a donc été diversement appréciée ; des deux côtés elle est repoussée par les partis extrêmes : — les patrons la trouvant trop favorable aux syndicats, qui, selon eux, doivent être dispersés par les classes possédantes et dirigeantes, réagissant avec énergie contre la classe ouvrière ; — les révolutionnaires ne voulant aucune entente avec la bourgeoisie et la considérant comme une loi de police et d'asservissement. Mais elle est acceptée de

(1) Toutes ces idées ont été développées par M. le Professeur Morin dans un article déjà cité (« Le Producteur » de septembre-octobre 1920), et dans lequel l'auteur démontre combien la législation ouvrière actuelle est encore insuffisante et peu en harmonie avec les faits.

chaque côté également — avec des critiques peut-être — par les partis modérés qui voient en elle des possibilités d'expansion pour les syndicats et par conséquent d'amélioration des rapports entre patrons et ouvriers par les contrats collectifs de travail et les œuvres de solidarité ; elle a, en effet, réalisé un grand progrès sur les lois de 1884 et de 1902.

C'est à ce point de vue juridique que nous devons maintenant l'envisager.

CHAPITRE V

Appréciation de la loi de 1920

au point de vue juridique.

La loi de 1920 constitue, en faveur des syndicats, un *régime d'exception* par rapport à la loi de 1901, qui forme le droit commun en matière d'association. Les groupements, qui veulent revendiquer la loi de 1920, doivent remplir certaines conditions, qui peuvent se ramener à deux idées générales :

1. Le droit syndical a été restreint à certaines catégories, mais, dans ces catégories, l'accès des syndicats a été ouvert à un plus grand nombre de personnes ;

2. les syndicats ont un objet nettement déterminé, mais, dans ces limites, ils ont une capacité complète, bien plus étendue que celle de la plus favorisée des associations : leur administration est dégagée de toute tutelle et les moyens de réaliser leur but sont considérablement augmentés.

§ 1^{er}. — Le droit syndical.

Qui peut revendiquer le droit syndical ?

La question a un gros intérêt pratique : 1. La capacité juridique des syndicats, même sous l'empire de la loi de 1884, à plus forte raison avec la loi nou-

velle, est beaucoup plus étendue que celle des associations de la loi de 1901 : — 2. seuls les syndicats peuvent adhérer à la Confédération générale du Travail.

Si la première considération n'intéresse que médiocrement, nous l'avons vu, les syndicalistes, la seconde est, à leurs yeux, d'une importance capitale : et la C. G. T. qui, il y a quelques années, affichait le plus profond mépris pour les travailleurs intellectuels que sont les fonctionnaires, a pris leur défense, ces dernières années et surtout en 1919 et 1920, avec une ardeur telle que la question a été portée devant la Chambre et le Sénat lors de la discussion de la loi de 1920. Quels étaient les catégories de personnes qui pouvaient bénéficier du droit syndical ? Les *fonctionnaires*, notamment, avaient-ils le droit de le revendiquer ? C'était d'autant plus complexe, qu'en le leur accordant, on leur donnait, par voie de conséquence, le droit de grève et la possibilité de s'affilier à la C. G. T.

Or, un certain nombre de fonctionnaires détiennent par délégation une part quelconque de la puissance publique et il est à craindre que le droit syndical ne s'exerce contre la souveraineté nationale, qui ne pourrait plus, dans certains cas, être obéie. Il y a donc une distinction très importante, mais assez délicate à faire entre les agents qui détiennent une part de la puissance publique et ceux qui n'ont qu'une besogne purement matérielle et exécutive. C'est sur ce point, nous l'avons vu, sur cette discrimination que l'accord n'a pu se faire entre la Chambre et le Sénat et que la question des fonctionnaires a été réservée, le législateur se contentant d'accorder le droit syndical aux professions libérales.

Qu'ils appartiennent à l'une ou à l'autre des deux catégories, les fonctionnaires, en obtenant le droit

syndical, auraient également eu le droit de grève, c'est-à-dire le droit d'interrompre, quand ils l'auraient voulu et comme ils l'auraient voulu, des services publics. Or ceux-ci constituent un monopole, et, par le fait même de ce monopole, l'Etat s'est engagé envers la collectivité à en assurer la permanence. Il ne peut donc pas être assimilé à un simple particulier, à un industriel quelconque, pas plus, d'ailleurs, que les fonctionnaires ne peuvent être comparés à de simples ouvriers.

Vouloir faire cette assimilation, c'est établir une confusion, que le bon sens repousse. En effet, les ouvriers, payés à la journée, sont libres de quitter du jour au lendemain leur patron pour en prendre un autre, et ce patron, par réciprocité, a le droit de les congédier du jour au lendemain sans avoir aucune explication à fournir. Toute autre est la situation du fonctionnaire. Il entre dans une administration dans le but d'y faire toute une carrière ; il sait qu'il ne pourra pas être renvoyé sans un motif excessivement grave ; il a droit à des avancements successifs réglés par des dispositions qu'il connaît ; arrivé à un âge prévu, il recevra une pension de retraite, reversible en partie après sa mort sur sa veuve. Il est naturel que ces avantages, que n'ont pas les ouvriers, aient pour conséquence de priver les employés de certains droits et en particulier du droit de grève. Par là même qu'ils acceptent ces avantages, ils prennent l'engagement de remplir la fonction qui leur est confiée ; s'ils cessent de faire ce service, ils manquent à leur premier devoir, celui d'assurer la marche normale d'un des organismes de l'Etat.

Et, d'ailleurs, au point de vue strictement juridique, le contrat, qui intervient entre l'Etat et le fonctionnaire, est-il un véritable contrat de louage

de service ? Il ne le semble pas. Ce contrat n'est pas débattu, l'Etat n'accepte jamais d'en discuter les bases avec le candidat. Celui-ci, d'un autre côté, obligé de subir soit un concours, soit un examen, en retire certains droits et notamment celui de ne pas être renvoyé ad nutum. Entré dans l'administration, il doit assurer son service régulièrement, il ne peut s'absenter sans un congé, il opère nécessairement des versements à la Caisse des retraites, même s'il ne doit jamais remplir — et ceci atteste bien le caractère de souveraineté de l'Etat — les conditions pour avoir droit à la retraite.

C'est contre toutes ces particularités que protestait M. Lauche dans son 1^{er} rapport sur la loi de 1920 : « l'Etat patron doit se soumettre aux conditions et aux obligations légales auxquelles tous les patrons sont contraints. Il est même tenu de donner l'exemple du respect et de l'application de la loi. Il y a et ne doit y avoir aucune différence entre les salariés de l'Etat et les salariés de l'industrie privée » (page 1903). Et en vertu de ce principe l'on a vu les ouvriers donner la main à ceux qu'ils considéraient, il y a quelques années, comme des bourgeois salariés « aux mains blanches et qui portent faux-col ». La C. G. T. a appuyé les revendications des fonctionnaires, réclamant le droit de transformer en syndicats professionnels leurs associations nées en vertu de la loi de 1901. Cette transformation avait, d'ailleurs, dans de nombreuses administrations, été faite sans aucune autorisation. Le droit syndical les fonctionnaires le voulaient pour protester contre le favoritisme, l'arbitraire, les recommandations et le fameux système des « compensations » ; ils voyaient dans leurs syndicats la réaction contre la centralisation bureaucratique de notre administration.

« Les fonctionnaires veulent le droit commun en

matière d'association, écrivait M. Laurent (1), et ils défendront énergiquement leur droit au syndicat. Ils entendent, d'autre part, lier leurs efforts à ceux des ouvriers et rien ne les fera dévier de cette ligne de conduite... Les syndicats de fonctionnaires vivront et ils mèneront, d'accord avec les organisations ouvrières, une action énergique pour dégager notre pays de l'étreinte des puissances d'argent qui le paralysent. » (1)

En présence de cette attitude prise par un certain nombre seulement de fonctionnaires, — beaucoup d'administrations sont, en effet, restées en dehors du mouvement —, et se basant sur la discussion de la loi de 1920, au cours de laquelle les deux assemblées n'avaient pu arriver à un arrangement, le gouvernement décida d'inviter tous les syndicats de fonctionnaires à se dissoudre sous peine d'être poursuivis; et, en même temps, il prépara un projet de loi sur le statut des fonctionnaires.

La plupart des syndicats obéirent à l'invitation du gouvernement; quelques-uns refusèrent toutefois et furent l'objet de poursuites. Mais les protestations furent nombreuses: il est intéressant de noter la tendance politique de ces réclamations. C'est ainsi que la fédération postale, en refusant de se dissoudre, vota l'ordre du jour suivant: « Le Conseil national des P. T. T., après avoir pris connaissance des menaces gouvernementales concernant l'existence des groupements syndicaux et fédéraux de fonctionnaires, déclare, au nom de la corporation des P. T. T., qu'il reste inébranlablement attaché à l'organisation syndicale et à la C. G. T. Il déclare que la fédération

(1) Ch. Laurent, secrétaire de la Fédération nationale des fonctionnaires: Floréal, 19 juin 1920. — Page 452.

postale résistera par tous les moyens en son pouvoir à la tentative gouvernementale, inspirée elle-même par des menées réactionnaires les plus avérées de rejeter les P. T. T. en dehors du droit commun. »

A la date du 1^{er} juin 1920, le gouvernement déposait le projet relatif aux fonctionnaires publics. Il contenait deux parties.

Dans l'une, sont interdites aux agents de l'Etat la formation de syndicats professionnels, l'affiliation à la C.G.T. et la grève. L'article 11 sanctionne ces dispositions et permet de punir directement, sans l'intervention de juridictions disciplinaires, « la cessation concertée ou simultanée du service ». L'article 20 autorise les groupements professionnels de fonctionnaires formés sous le régime de la loi de 1901, les dote de la personnalité légale accordée par la loi de 1920 aux syndicats, mais leur interdit tout objet politique. L'article 21 ne permet aux groupements professionnels et à leurs unions de se former qu'entre fonctionnaires appartenant à un même service ou occupant un emploi analogue dans des services différents. L'article 24 punit, en dehors des peines disciplinaires, d'amendes diverses les infractions à ces prescriptions et élève la peine jusqu'à deux ans de prison quand il s'agit de directeurs ou d'administrateurs coupables d'avoir provoqué à la grève.

Une seconde partie du projet offre au personnel des services publics des garanties contre certains abus, dont il a eu trop souvent à se plaindre, et notamment contre la part beaucoup trop large faite à la faveur, aux intrigues et aux recommandations politiques. A chaque entrée de carrière, on exige un concours ou un examen ; des tableaux d'avancement publics règlent l'avancement, avec réclamations possibles. Enfin dans chaque service sont créés des conseils administratifs destinés à examiner les recours contre les mesures disciplinaires.

Contre ce projet de statut certains fonctionnaires ont protesté : ils ne veulent pas d'un régime d'exception. C'est le droit commun qu'ils réclament avec ses deux conséquences : la possibilité de l'affiliation à la C. G. T. et le droit de grève. Dans un congrès tenu à Paris les 25 et 26 mai 1920, la question fut examinée, et, rendant compte de ce congrès, M. Laurent écrivait : « Détruire la C. G. T., dissoudre les syndicats de fonctionnaires, telle est l'œuvre que se propose le gouvernement. Cette œuvre ne saurait avoir de lendemains durables. Les ouvriers et les fonctionnaires sauront trouver dans l'arsenal des lois le moyen de faire revivre leurs groupements et leur action réformatrice ne sera nullement entravée. » (1)

La question en est restée là ; l'agitation s'est calmée de ce côté, les milieux syndicalistes étant trop divisés aujourd'hui entre les extrémistes communistes et les réformistes, pour s'occuper de cette question.

Le droit syndical est donc réservé à certaines catégories d'individus, mais dans ces catégories l'accès des syndicats a été ouvert à un plus grand nombre de personnes. En admettant les **femmes mariées** sans l'autorisation de leur mari, le législateur a continué l'œuvre d'émancipation commencée par la loi de 1907 ; ayant la libre disposition de son salaire, la femme pourra en distraire les sommes nécessaires au paiement des cotisations du ou des syndicats dont elle fera partie.

Si la question des anciens ouvriers ou membres de la profession est résolue, celle des **membres honoraires** reste entière. Les syndicats peuvent-ils admettre dans leur sein des membres honoraires ? Nous ne le pensons pas : en effet ce seront souvent, pour ne pas dire toujours, des rentiers, des propriétaires et

(1) Progrès Civique du 19 Juin 1920.

surtout des hommes politiques n'exerçant la plupart du temps aucune profession. Ils ne rentrent donc nullement dans les termes de l'article 2 de la loi de 1884, qui n'a pas été modifié. En fait, cependant, ceux qui voudront aider un syndicat, même n'ayant pas le droit d'en être membres, pourront lui faire des dons et des dons importants, puisqu'il peut recevoir des libéralités sans autorisation et sans limite. Ils pourront aussi faire des conférences, des cours, assister même aux séances, mais ils ne devront jamais s'immiscer dans l'administration et le fonctionnement du groupement (1). C'est en se basant sur ces principes qu'on a dissous un prétendu syndicat professionnel, constitué sous le nom « d'association professionnelle des patrons du Nord » et qui comprenait des chanoines, des officiers, des membres de l'enseignement (2). En pratique, nombre de syndicats sont placés sous la présidence d'honneur d'hommes politiques et même des préfets. Il y a là une violation manifeste de la loi, sur laquelle les Parquets ferment les yeux mais que l'on pourrait très facilement éviter en constituant les groupements de ce genre sous le régime de la loi de 1901.

La loi nouvelle n'a pas apporté non plus de précision sur la question de la **connexité des professions**, question qui soulève pourtant de nombreuses difficultés que les tribunaux ont été appelés à résoudre (3). On ne peut en effet, admettre, dans le même syndicat des professions complètement dissimilaires, et s'il y a lieu de considérer « les gran-

(1) Voir sur la matière : Jugement de Bordeaux (J. des Sociétés 1889, page 263).

(2) Douai : 26 octobre 1892 (D. 1894. 2. 26 ; S. 1895. 2. 377)

(3) Douai : 11 novembre 1901 (D. 1901. 2. 504), réformant Lille 10 avril 1901 (D. 1901. 2. 411) — et Cass. 28 février 1902 (D. 1902. 1. 203).

des familles industrielles » il faut également s'en tenir aux termes de la loi.

Afin de faire respecter le grand principe de la liberté individuelle, le législateur a rappelé que tout membre d'un syndicat professionnel pouvait à tout instant se retirer, nonobstant une clause contraire ; et pour éviter qu'un intérêt pécuniaire quelconque puisse retenir le syndiqué, il est formellement stipulé qu'il continue à faire partie des sociétés de secours mutuels et de retraite pour lesquelles il a versé. Un individu ne peut donc pas s'engager à rester, même pendant une certaine durée limitée, dans une société ou dans un groupement : c'est là une atteinte évidente à la liberté des contrats. Et serait même nulle, à notre avis, toute clause obligeant le démissionnaire au paiement d'une amende, car elle pourrait mettre obstacle à la liberté de retraite.

Nous venons de voir quels étaient les groupements, qui pouvaient revendiquer le bénéfice de la loi de 1920, loi d'exception. Il nous reste à examiner si ces groupements peuvent se ranger sous le droit commun et se constituer sur les bases de la loi de 1901. « La question, a dit M. Barthou (1), n'est pas de pure doctrine ; elle présente dans certains cas un intérêt pratique considérable ». Il peut, en effet, se rencontrer des associations, qui, pour échapper aux conditions et aux formalités de la loi de 1920, soient résolues à abandonner les droits qu'elle donne. Elles ne désirent qu'une chose : vivre. Il existe, d'autre part, des professions dont la connexité est très douteuse, et, qui, ne sachant si elles rentrent dans les termes de la loi de 1920, voudraient pourtant s'associer. Nous trouvons, enfin, des syndicats dissous par autorité judiciaire pour une

(1) Barthou : Action syndicale, page 299.

cause quelconque et qui cherchent à continuer à exister. Toutes ces associations, évidemment professionnelles, peuvent-elles abdiquant le titre et les droits du syndicat, se former sous le régime de la loi de 1901 ?

Non, répondent certains auteurs, car la loi de 1920 n'est pas seulement une loi de faveur pour les syndicats : certes le législateur a voulu les favoriser, mais il a voulu également faire, à côté de la loi de 1901, loi des associations non professionnelles, une loi spéciale qui serait obligatoirement celle des associations professionnelles. Et cette loi, si elle crée une capacité plus grande pour les groupements appelés à en profiter, les oblige également à des formalités, qui permettent de les connaître et par là même de les surveiller. Quel danger de laisser des syndicats se constituer sous le régime de la loi de 1901 ! Ils vont choisir l'association non déclarée et personne ne soupçonnera leur existence : ils seront peut-être des foyers de révolution cachés, secrets. C'est cette manière de voir que paraît avoir adopté la jurisprudence (1).

Le principe que nous avons posé ne nous permet pas d'adopter cette manière de voir : si la loi de 1920 est une loi d'exception par rapport à la loi de 1901, les syndicats professionnels ont le droit de renoncer à la première pour prendre la seconde. « La loi du 1^{er} juillet constituant la législation de droit commun en matière d'association, il

(1) En ce sens Berthélemy et Esmein — et Cass. 28 février 1902 (D. 1902. 1. 203). Cet arrêt, très critiqué, (V. Briquet, mouvement socialiste du 10 mai 1902) a décidé que les associations professionnelles ne peuvent se former que sous l'empire et dans les conditions de la loi de 1884.

En sens contraire jugement du Tribunal de la Seine du 8 juillet 1903.

est loisible aux personnes qui s'associent en vue de poursuivre l'étude et la défense des intérêts professionnels de renoncer, si elles le jugent préférable, au bénéfice de la loi de 1884, pour se placer sous le régime de la loi de 1884. » (1) « Les syndicats professionnels sont des variétés du genre association et ont le choix entre l'un et l'autre régime (2). » Quant aux dangers de syndicats secrets, ils ne nous effrayent pas : ces syndicats pourront se former, comme peut d'ailleurs se former n'importe quelle association, mais ils n'auront aucune existence juridique : ils vivront et c'est tout. D'ailleurs puisqu'on tolère et qu'on admet sous ce régime des associations non professionnelles, pourquoi ne pas le faire pour des associations professionnelles ? Est-ce à dire que, si un syndicat constitué suivant la loi de 1920 viole une des règles de fond, il pourra échapper à toute sanction en se retranchant derrière la loi de 1901 ? Oui, répond M. Capitant (3). Nous ne le croyons pas, car, au moment de sa création, un groupement doit choisir une des deux lois, et en supporter les conséquences.

§ II. — La capacité syndicale et le champ d'activité des syndicats.

La loi de 1901 divise les associations en trois catégories : 1. les associations libres ou non déclarées : elles vivent cachées, n'étant révélées par aucune déclaration ; on les ignore ; mais par contre, elles n'ont aucune capacité ; elles n'existent pas juridi-

(1) J. Grumbach — Les associations et les cercles depuis la loi de 1901, page 100.

(2) Hayem — Domaines respectifs de l'association et de la société. Thèse 1907, page 335.

(3) Bulletin de la Société d'Etudes Législatives 1911, N° 2, page 154.

quement ; — 2. les associations déclarées : ce sont celles qui sont soumises aux formalités de l'article 5 de la loi de 1901, formalités sensiblement identiques à celles exigées pour la constitution des syndicats ; elles obtiennent ce que l'on a appelé « la petite personnalité » ; elles peuvent, sans aucune autorisation, ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer les cotisations de leurs membres, le local destiné à l'administration de l'association et à la réunion de ses membres, ainsi que les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elles poursuivent ; — 3. les associations reconnues d'utilité publique et qui ont « la grande personnalité » : elles peuvent faire tous les actes de la vie civile, mais ne peuvent acquérir ou posséder que les immeubles nécessaires au but qu'elles poursuivent ; elles ne peuvent acquérir à titre gratuit sans autorisation.

Leur but, le législateur ne l'a pas nettement défini, mais contre toute extension injustifiée ou pouvant devenir dangereuse, il a créé la dissolution administrative : c'est dire que les associations n'existent que dans la mesure du bon plaisir du gouvernement.

Le but des syndicats, les lois de 1884 et de 1920 l'ont, au contraire, déterminé : ces groupements ont « exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. » En revanche ils obtiennent, pour le réaliser, une capacité complète. Cette capacité, c'est celle reconnue jusqu'à ce jour à l'individu seul et qui est maintenant étendue au groupement : c'est la *consécration de l'organisme corporatif*. Ce groupement, qui acquiert les mêmes droits que l'individu, qui devient une « personne juridique » dans toute l'acceptation du mot, est la concentration de toutes les personnalités qui la composent, personnalités qui se

sont réunies dans un but à poursuivre et à atteindre et ont accepté une certaine limitation du droit de chacun dans l'intérêt de tous. Voilà donc pleinement reconnu le groupement, avec son entière capacité juridique.

Mais de cette capacité il ne peut user que pour la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. Le syndicat ne saurait sortir de ce cadre et c'est ce qui explique qu'on lui ait refusé la capacité commerciale c'est-à-dire le droit de faire du commerce et, plus généralement, le droit de réaliser des bénéfices quels qu'ils soient. Leur activité n'est donc restreinte qu'à ce point de vue et la sanction se trouve dans l'article 7 nouveau, qui dispose qu'en cas de dissolution les biens des syndicats ne peuvent être répartis entre les membres adhérents.

Il y a lieu d'approuver le législateur d'avoir écarté la capacité commerciale : en effet, en admettant même que le syndicat fût demeuré un organe distinct de la société commerciale créée par lui, on aurait pu craindre qu'il ne s'engageât complètement dans cette voie nouvelle du commerce, où les risques à courir auraient peut être dépassé le profit. Il vaut mieux que le syndicat, tout en s'entourant d'œuvres utiles, reste un groupement nettement désintéressé et consacre tous ses efforts à la défense professionnelle. Les syndicalistes étaient, d'ailleurs, opposés à cette capacité et voici ce qu'écrivait à ce sujet M. Keufer, secrétaire général de la Fédération du livre : « Les syndicats ouvriers, devenus industriels et commerçants, seraient voués aux plus funestes divisions, à la désagrégation rapide par la poursuite exclusive des intérêts matériels, par les inévitables soucis, les rivalités, les difficultés d'argent et d'administration... On détournerait les syndicats de leur véritable et normale destination, la défense des intérêts généraux

corporatifs du prolétariat (1). » Il y a encore une autre raison. Les sociétés commerciales doivent remplir des conditions de publicité, qu'on ne voulait pas imposer aux syndicats, et ceux-ci pouvaient-ils, de leur côté, offrir des garanties suffisantes ? « Ce ne sont pas, disait M. Chéron au Sénat (2), des sociétés de capitaux ; et une société commerciale, pour offrir des garanties, doit répondre à certaines formes légales. La capacité commerciale ne peut être accordée sans que la loi ait défini des règles particulières pour la garantie des intérêts engagés..... Les patrons et les ouvriers ont été unanimement d'accord pour refuser la capacité commerciale. »

Cette réserve faite, les syndicats obtiennent la pleine capacité : le simple exposé, que nous avons fait plus haut de la capacité des diverses associations, montre combien la législateur s'est montré généreux envers eux. Aucune restriction en ce qui concerne les acquisitions : ils peuvent acquérir, à titre gratuit comme à titre onéreux, des meubles comme des immeubles et cela sans la moindre autorisation. Ils ont le droit, d'autre part, d'exercer en justice tous les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent : c'est la consécration de la jurisprudence actuelle, dont les syndicats usent abondamment, notamment pour la répression des fraudes et de la concurrence déloyale. Les recueils jurisprudentiels abondent en décisions de ce genre.

(1) Conf. Veyssier : « l'Action syndicale » (Moniteur des syndicats ouvriers, 2^e février 1900) — Dans le même sens : Abbé Lemire : « Le mouvement syndical et les catholiques sociaux » (Association catholique 1900-1-481).

(2) Séance du 21 Juin 1919 : J. O. du 22, page 601.

A côté de cette capacité illimitée, la loi a créé une insaisissabilité limitée : nouvelle faveur accordée aux syndicats, restreignant ainsi dans une certaine mesure la responsabilité qu'ils peuvent encourir.

Reste la capacité de contracter : les syndicats obtiennent le droit de passer des **contrats collectifs de travail**. C'est là une des réformes que réclamait le plus ardemment la classe ouvrière. « Toute la manifestation de la force ouvrière tend à l'heure actuelle à la conclusion des contrats ». (1) Le syndicalisme va donc substituer au contrat individuel le contrat collectif, et l'on verra, comme le disait M. Gide, « le taux des salaires déterminé non par le simple fait qu'un homme n'a pas diné depuis deux jours, mais par l'état du marché ». Et, de nos jours, la fixation du salaire dépend d'un ensemble de circonstances heureusement moins simples et moins inhumaines que les variations brutales de la loi de l'offre et de la demande. Grâce au syndicats, les travailleurs en arrivent à mieux connaître les conditions du marché. « L'image, écrivait, déjà en 1911 M. Godart (2), n'est plus exacte du salaire baissant quand deux ouvriers courent après un patron. » Le contrat collectif, qui a reçu force légale par la loi du 25 mars 1919, va permettre aux syndicats de débattre librement les salaires, en tenant compte de ce qui est indispensable, de ce qui est équitable et de ce qui est compatible avec la dignité du travailleur.

Envisagé sous cet aspect, le contrat collectif n'a déjà plus, en réalité, le caractère d'un contrat ; il l'aura moins encore, si, comme il doit l'être, il

(1) Résolution de Lyon, citée par M. Morin dans son ouvrage : « La révolte des faits contre le Code », page 209.

(2) Godart. : L'évolution du salariat (Revue de questions pratiques de législation ouvrière : Janvier Février 1911).

devient obligatoire. « Disposant par voie générale, il a alors le caractère d'une loi. Mais c'est une loi, qui est l'œuvre des seuls spécialistes et compétents, qui n'émane pas de la volonté nationale, qui n'a pas une source parlementaire. Et, à ce point de vue, le contrat collectif — et c'est son trait le plus original — se rebelle contre notre droit public c'est-à-dire contre notre conception actuelle de l'Etat, qui nous vient de la Révolution. » (1)

Le contrat collectif, pour être efficace, a, en effet, besoin d'être obligatoire pour tous : on aboutit, sans cela, à des inégalités entre ouvriers et on gêne son développement : car, tant qu'il est facultatif, il ne vaut que comme étant l'expression de la volonté des intéressés, patrons, d'une part, ouvriers ou employés adhérents au syndicat, d'autre part, et il ne saurait lier les ouvriers qui n'en font pas partie. (2)

Quelle sera la nature de ce contrat ? Pour les patrons et pour une partie de la doctrine, notamment M. Planiol, le contrat collectif n'est pas un véritable contrat et n'entraîne aucune obligation. Mais, en général, on admet — et c'est la théorie de la jurisprudence —, que c'est bien un contrat, qu'on rattache soit au mandat, soit à la gestion d'affaires, soit à la stipulation pour autrui, et duquel découlent des obligations pour ceux qui l'ont conclu. En intervenant dans un contrat de cette nature, les syndicats con-

(1) Morin — La révolte des faits contre le Code, page 47.

(2) « La convention collective de travail passée par un syndicat professionnel ou tout autre groupement d'employeurs n'est obligatoire que pour les membres du syndicat ou groupement ou pour ceux des syndicats professionnels ou groupements ou pour les employeurs non groupés qui y ont adhéré intérieurement et ce dans les conditions déterminées aux lettres b et k de l'article 31 — Livre I — Code du Travail » : Cass 11 février 1920 et 11 mai 1920 (D. 1920-1-111).

tractent, par conséquent, des obligations et encourrent une responsabilité. Ce principe, qui va maintenant recevoir une application de plus en plus étendue, a été posé par un jugement civil de St-Etienne du 11 juillet 1907 : « Attendu qu'il n'est pas douteux que lorsque le syndicat, agissant dans la limite incontestée de ses attributions naturelles et traitant vraiment des intérêts collectifs, qu'il a mission de défendre, s'engage à user de son influence auprès de ses adhérents en vue de l'acceptation des conditions de travail, il contracte, dans la limite et la mesure de sa responsabilité, une obligation dont l'inexécution se résout en dommages-intérêts ». (1)

L'ère du contrat collectif est donc ouverte : il va rétablir l'égalité entre les deux contractants qui ne seront plus deux individus, mais deux groupements : syndicat patronal et syndicat ouvrier. Et le contrat redeviendra ainsi l'opération dans laquelle « deux *personnes* d'identique situation juridique et de *puissance économique égale* exposent en un libre débat leurs prétentions opposées, se font des concessions réciproques et finissent par conclure un accord dont elles ont pesé tous les termes et qui est bien véritablement l'expression de leur commune volonté. » (2)

Les conventions collectives de travail, qui ont apparu pour la première fois en 1915, et qui, depuis, sont devenues chaque année de plus en plus nombreuses, vont prendre un accroissement très important grâce aux syndicats, qui sont disposés, semble-t-il, à favoriser leur développement. (3)

(1) Revue des questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale, page 158.

(2) Gounot : « Le principe de l'autonomie de la volonté en droit privé » (Thèse Dijon 1912, page 13)

(3) M. Colliard, ministre du travail, donnait, à la séance du Sénat du 27 février 1919, les chiffres suivants : Nombre de conventions collectives conclues : en 1915, 3 ; en 1916, 4 ; en 1917, 134 ; en 1918, 253.

Ils peuvent également jouer un rôle très important dans la réglementation de la grève, en matière d'**arbitrage**. A ce point de vue, de sérieux progrès ont été réalisés, depuis vingt ans, en France, soit par l'institution des comités de conciliation et conseils d'arbitrage, soit par le développement, malheureusement trop lent, des conseils d'usine et des commissions mixtes. Dans ces matières, les syndicats peuvent utilement intervenir, sans avoir à craindre, en cas de grève, aucune responsabilité. On ne saurait, en effet, invoquer contre eux l'article 1780 pour rupture du contrat de travail, cet article ne visant que la rupture abusive : or la grève est légale : elle est un droit reconnu. Tout au plus, l'article 1780 pourrait-il trouver son application en cas d'abus du droit de coalition. Dans ces conditions, les syndicats doivent demander l'arbitrage obligatoire : jusqu'à aujourd'hui l'arbitrage est, en effet, resté facultatif et le projet du 9 mars 1920 lui maintient ce caractère pour l'industrie privée et l'agriculture. Qu'on ne dise pas que seules les sentences favorables aux ouvriers seront exécutées, celles qui leur seront contraires restant lettre morte. Lorsque les syndicats seront devenus obligatoires, — et même à l'heure actuelle étant donné leur développement, — les sentences arbitrales pourront très facilement être exécutées contre eux : par leur résistance ils encourraient des dommages-intérêts qu'il serait très facile de leur faire payer.

Il est encore un point sur lequel la loi nouvelle invite les syndicats à porter leurs efforts : en créant des laboratoires, des champs d'expérience, des **œuvres d'éducation**, des cours et publications, ils pourront, au moins dans une certaine mesure, remédier à la crise de l'**apprentissage**. Eux seuls peuvent utilement surveiller les apprentis, exiger des patrons le respect des contrats d'apprentissage en signalant

leur violation aux inspecteurs du travail. « On n'a rien fait, écrivait en 1919 M. de Launay, pour l'éducation manuelle des enfants. Tout au contraire, la loi sur le travail des enfants a eu pour résultat de supprimer ce qui pouvait être organisé précédemment pour leur enseigner leur métier. La solution serait d'instituer pour la période de 12 à 14 ans des ateliers-écoles, où l'on rechercherait les aptitudes de l'enfant... Voilà, en tout cas, où il y aurait avantage à ce que les intérêts corporatifs fussent mieux représentés par des syndicats autorisés et responsables. » (1) Placés sous la protection des syndicats, les apprentis ne seront plus considérés par les patrons comme des ouvriers de moindre valeur, dont il faut chercher à se débarrasser.

C'est un merveilleux instrument de propagande que la loi a donné aux syndicats en leur accordant le droit aux **labels** et aux **marques de fabrique**. Ils en profiteront et ont déjà commencé à en réglementer l'usage. En effet, aux termes de l'article 27 des règlements de la C.G.T., ont droit au « *label confédéral* » seules les organisations remplissant les conditions prescrites à l'article 3, c'est-à-dire celles qui sont fédérées et adhérentes à une Bourse du Travail ou à une union de syndicats locale, départementale ou régionale.

Enfin, jouant leur rôle de conciliateurs dans la lutte du capital et du travail, ils peuvent commencer la campagne de revendication de la *participation aux bénéfices*. Ce serait là une heureuse tentative de rapprochement : il faut pour cela que les ouvriers arrivent à persuader aux patrons que les temps sont

(1) Louis de Launay : « le Taylorisme : le problème de la main d'œuvre » (Revue des II mondes du 1^{er} janvier 1919, pages 157-158.)

changés, qu'il y a dans l'apport du travail des conditions nouvelles. « Il ne faut plus, comme l'écrivait M. Guy-Grand, s'obstiner dans un paternalisme sentimental, dans une conception patriarcale des rapports du capital et du travail, qui ne correspond plus aux exigences nouvelles, que l'organisation de la grande industrie fait naître presque fatalement dans les classes prolétariennes. » (1) Ces nouveaux rapports doivent être une collaboration plus étroite, collaboration basée sur la participation aux bénéfices. (2) Celle-ci est une nécessité : il appartient aux syndicats de faire comprendre aux patrons que « le travail est un apporteur de valeur, qui doit être rémunéré de son apport. » (3)

Quant aux **syndicats agricoles**, presque oubliés en 1884, la loi de 1920 a largement ouvert la voie à leur activité : à condition de ne distribuer ni bénéfices, ni

(1) Guy-Grand : La philosophie nationaliste, pages 182, 183, 184.

(2) Il convient de signaler l'expérience récemment tentée par certains patrons de la région de Bordeaux pour tâcher de résoudre les conflits du capital et du travail.

Près de deux cents grands employeurs du port de la Gironde, imitant M. Philippiat, industriel, maire de Bordeaux, ont expérimenté à leurs risques et périls une thèse de rénovation, en adoptant ce que l'on peut appeler le « Code du patronat social »

Estimant que le « *statu quo* mènerait inéluctablement à la pire des révolutions », ils sont partisans d'une évolution à la fois prudente et hardie entre les trois grands éléments : capital, intelligence, travail manuel ; ils veulent apporter aux ouvriers une aide fraternelle puis peu à peu les admettre à la participation associationnelle aux bénéfices sans toutefois recourir à l'esclavage du communisme.

Ils divisent dont leur effort en trois périodes : a) *l'aide fraternelle* ; b) *la participation aux bénéfices* ; c) *l'association*. (Pour le développement de cette théorie, voir l'article de M. José Germain dans le « *Matin* » du 14 août 1921).

(3) J. Godard : L'évolution du salariat, page 13.

ristournes, ils peuvent se livrer à un grand nombre d'actes commerciaux et notamment servir d'utiles intermédiaires entre leurs membres et le commerce. C'est là peut-être l'un des points de vue les plus intéressants de la réforme, qui solutionne un grand nombre de difficultés, la jurisprudence ne s'étant pas toujours montrée très favorable à ces diverses opérations.

Même renfermé dans la limite des intérêts professionnels, le champ d'activité des syndicats ne cesse donc pas d'être très vaste : ils peuvent s'occuper de tout ce qui intéresse le développement de la richesse d'une nation et plus particulièrement des questions qui sont relatives à la propriété, aux salaires, aux conditions du travail. Ils peuvent également prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la profession ; ce que l'inspecteur du travail ne peut que difficilement apprendre du travailleur isolé, il le connaîtra sans peine au siège du syndicat de la bouche du secrétaire instruit par les ouvriers de sa corporation des abus qui se seront passés sous leurs yeux. (1)

Grâce à leurs **coopératives** ils peuvent également agir efficacement sur le marché et de ce côté ils pourraient faire œuvre utile. (2)

(1) Il résulte d'une enquête faite en 1909 que les plaintes adressées par les syndicats seraient fondées dans la proportion approximative de 2 sur 3, les plaintes individuelles dans la proportion de 1/2, les plaintes anonymes pour 1/3 seulement (Rapport de la commission supérieure du travail sur l'application de la loi du 2 novembre 1892, 1909, page 61.)

(2) C'est le conseil que leur donne M. G. Bouglé dans un article paru dans la « Dépêche de Toulouse » du 1er septembre 1921 sous le titre « Syndicalisme et Coopératisme » et dont nous extrayons le passage suivant :

« A la lutte pour la défense de leurs salaires, les travailleurs doivent ajouter, s'ils veulent sauvegarder leur bien-être réel et

Enfin au point de vue **chômage** (1) — et la question présente à l'heure actuelle une acuité toute particulière — les syndicats auraient aussi beaucoup à faire, en créant des caisses de chômage.

Ont-ils tenté jusqu'à ce jour tout ce qu'ils auraient dû ? Il ne le semble pas : les syndicalistes ont trop souvent, de propos délibéré et par ardeur révolutionnaire, écarté de leur programme toute œuvre de prévoyance et toute création de coopératives, dont le développement aurait sûrement eu un heureux retentissement sur le coût de la vie.

Il y aurait lieu pour le gouvernement d'encourager les syndicats dans ces diverses voies et d'en faire de véritables collaborateurs. C'est le vœu que n'a cessé d'émettre « l'Association pour la protection légale des travailleurs. » Certains départements et certaines communes, entrant dans cette voie, commencent à allouer des subventions aux syndicats et aux Bourses du travail. (2).

manger à meilleur compte, une œuvre d'organisation positive.

Cette œuvre d'organisation positive, c'est justement celle dont on s'est efforcé, à Bâle, de perfectionner les méthodes : c'est la coopération qui empêche, là où elle établit ses magasins, l'intermédiaire de forcer ses prix, et qui tend à le remplacer par l'association des consommateurs.

C'est pourquoi Bâle complète normalement Lille ; c'est pourquoi tous les syndicalistes « conscients » devraient être aussi des coopérateurs « éprouvés ».

(1) Voir Chausse : « Problème du chômage et des mutualités professionnelles. »

(2) A une question de M. Delahaye, député, le ministre de l'intérieur a répondu à ce sujet : « Les budgets départementaux et communaux ne font état d'aucune subvention allouée à la Confédération Générale du Travail. Les fédérations syndicales, affiliées à la dite confédération, reçoivent d'un certain nombre de départements et communes diverses subventions. Le total de ces subventions, tel qu'il résulte des renseignements fournis par les préfets, est d'environ 100.000 fr. pour les départements et d'environ 350.000 fr. pour les communes.

Notons, enfin, que les syndicats peuvent même aller jusqu'à faire de la politique, en participant à l'élection des conseils de prud'hommes.

Vont-ils profiter de tous ces avantages ? Il ne semble pas que les syndicats et surtout les syndicats ouvriers aient l'intention d'user de toute la capacité que leur donne la loi de 1920 ; mais celle-ci est trop récente pour que l'on puisse formuler à ce sujet la moindre appréciation. Toutefois, ce n'est pas vers ce sens réformiste que s'est tournée, pendant ces dernières années, l'action des syndicats ouvriers et notamment de leur union, la Confédération Générale du Travail : elle a surtout poursuivi des buts politiques, qui ont amené l'intervention des Parquets, et elle ne s'est pas contentée de rester dans le rôle que lui assignaient les lois de 1884 et de 1920.

Aussi croyons-nous utile, avant de clore notre travail, de retracer, dans un appendice, l'organisation, le but et l'action, — notamment pendant ces deux dernières années — de la C.G.T., action qui a abouti à sa dissolution.

APPENDICE

La Confédération Générale du Travail devant les lois de 1884 et de 1920

§ 1^{er}. La C. G. T. — Son organisation, son but.

« Il n'y a pas à l'heure actuelle, écrivait, en 1911, M. Guygrand, malgré ses statuts et ses proclamations libertaires et fédéralistes, d'organisme plus autoritaire et plus centralisé que cette institution, parce qu'elle est une machine de guerre et qu'elle obéit à la loi de toutes les armées, qui prennent l'offensive et qui veulent vaincre. » (1)

La C. G. T. est née au congrès corporatif de Limoges de 1895. Constituée, aux termes de l'article 2 de ses statuts, par les fédérations nationales d'industries et par les unions départementales de syndicats divers, elle est administrée par un comité national formé par la réunion des délégués de ces fédérations et de ces unions. Le comité choisit dans son sein une commission de contrôle de 6 membres et une commission

(1) Guygrand : « Philosophie syndicaliste », page 171.

administrative de 30 membres ; il nomme le bureau de la confédération, qui est composé d'un secrétaire général, de trois secrétaires adjoints et d'un trésorier. Tous les deux ans, la C. G. T. organise un congrès national, auquel prennent part les diverses organisations adhérentes. Elle a un journal « la Voix du Peuple ». L'article 26 de ses statuts prévoit son adhésion à la Fédération internationale syndicale. Elle a son siège à Paris, rue Lafayette (antérieurement rue Grange au Bois).

Les statuts ont été élaborés au congrès de Limoges de 1895 ; ils ont été modifiés au congrès de Tours de 1896 et ont été déposés à la Préfecture de la Seine le 15 mars 1896. L'article 1^{er} dispose : « La Confédération Générale du Travail, régie par les présents statuts, a pour but le groupement des salariés pour la défense de leurs *intérêts moraux, matériels, économiques et professionnels*. Elle groupe, *en dehors de toute école politique*, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. » En somme, comme son nom l'indique, la C. G. T. se propose « de grouper en un faisceau unique toutes les organisations professionnelles syndicales de la classe ouvrière en France. » (1) Les militants la définissent volontiers « le prolétariat organisé sur le terrain économique. »

La Confédération Générale du Travail occupe donc dans la hiérarchie syndicaliste la première place. Au bas de l'échelle, se trouvent les **syndicats**, groupant les ouvriers d'un même métier ; au-dessus viennent sur le même plan les **Fédérations**, qui englobent les syndicats d'un même métier, et les **Bourses** ou unions de syndicats, qui réunissent les syndicats d'une même région. Toutes adhèrent à la C. G. T., dans laquelle

(1) Teitgen : « La C. G. T. », page 19.

nous trouvons, par conséquent, deux groupements : le groupement local (Bourse), le groupement corporatif (Fédération).

Dès que l'on étudie l'histoire de la C. G. T., une chose frappe à première vue : c'est l'antagonisme des doctrines et l'hostilité réciproque des hommes qu'elle réunit dans son sein : lutte entre les réformistes et les révolutionnaires jusqu'en 1919, lutte actuelle entre les syndicalistes purs et les extrémistes communistes.

Ces deux tendances sont toujours entrées en conflit : les syndicalistes révolutionnaires considérant l'agitation comme le principal moyen de propagande, prêchant l'antimilitarisme et recommandant l'action directe et le sabotage ; les syndicalistes réformistes préconisant, au contraire, un ensemble d'efforts lents et persistants, qui ont pour but de constituer une armée ouvrière puissante par le nombre et la cohésion.

Ces derniers représentent largement la majorité parmi les ouvriers : et cependant pendant très longtemps, ils n'ont pas eu la direction de la C. G. T. ; ils n'ont pas été à sa tête. Comment l'expliquer ? Cela vient du mode de vote. La représentation proportionnelle n'a pas, en effet, été adoptée et l'on voit des organisations disposer d'une voix pour 31 membres, tandis que d'autres n'en ont également qu'une pour 3000. Mais, peu à peu, les réformistes ont réussi à imposer leurs idées. Et, à ce sujet, on peut noter une évolution très intéressante dans l'action de la C. G. T. Elle a, d'abord, appliqué très nettement la théorie de la lutte des classes, ne voulant aucune alliance avec les socialistes : ceux-ci furent exclus, notamment au Congrès d'Amiens. Et, à la Chambre, Guesde s'écriait, blâmant cette politique : « L'action directe, la grève, bousculer les soldats, pendre les patrons, mettre la main sur l'usine, la belle victoire ; vous n'aurez fait

que changer de propriétaire. La propriété n'en restera pas moins privée. » En 1907, lors de la politique antisyndicale de Clémenceau, Vaillant définissait le syndicat en ces termes : « c'est l'élément générateur, qui dans la société transformée deviendra l'association des producteurs ; et ce syndicat est actuellement, en se fédérant librement, l'organisation qui réalise la force corporative du prolétariat, luttant avec sa force politique, avec son parti socialiste pour son développement et pour son émancipation. »

Ce sont ces dernières idées qui ont fini par dominer à la C. G. T. vers 1918 et qui ont été approuvées au congrès national tenu à Lyon du 15 au 21 septembre 1919 (1). A ce congrès trois sortes de revendications furent posées : 1° suppression de revenu sans travail ; 2° suppression de l'appropriation privée du capital ; 3° nationalisation des moyens de production. On y approuva également la création de conseils économiques du travail, comprenant des délégués ouvriers et patronaux. Le but était : réaliser la révolution, mais par étapes successives.

Malgré cela, la C. G. T. devait prêter la main aux divers mouvements syndicalistes de 1919 et 1920, et son action allait entraîner des poursuites contre elle.

§ II. — L'action de la C. G. T. en 1919-1920 ; les poursuites exercées contre elle.

Pour bien comprendre les motifs qui peuvent avoir poussé le gouvernement à ordonner des poursuites contre la Confédération Générale du Travail, il convient d'étudier comment elle a exécuté son pro-

(1) Pour les résultats de ce congrès, voir l'Information ouvrière et sociale du 12 octobre 1919.

gramme pendant les années 1919 et 1920 : est-elle réellement allé au-delà des limites fixées par les législateurs de 1884 et de 1920, c'est-à-dire « la défense des intérêts économiques et industriels » ?

Les derniers statuts de la C. G. T. non déposés, — des modifications y ont, en effet, été apportées en 1903, 1906, 1908, 1912 et 1918 — précisent qu'elle groupe tous les travailleurs « conscients de la lutte à mener pour la disparition du capital et du travail. » Ce programme dépassait peut-être déjà le cadre de l'article 3 de la loi de 1884, mais la C. G. T. allait encore étendre son action à des questions, qui ne pouvaient se rattacher même de fort loin à l'étude des intérêts économiques.

Cette action peut se diviser en deux parties : 1^{re} la C. G. T. intervient par d'actives campagnes dans des questions de politique extérieure et intérieure ; 2. elle soutient la grève des cheminots de 1920 et essaye de déclancher la grève générale.

Pour le 1^{er} mai 1919, elle prescrivait un chômage de 24 heures et organisait des meetings. Les revendications formulées étaient : la journée de 8 heures, la levée de l'état de siège, la signature de la paix, une protestation contre l'intervention en Russie.

Le Congrès national de Paris des 26 et 27 mai décidait de poursuivre le programme minimum de la C. G. T. et il ajoutait que « convaincu plus que jamais du rôle social qu'elle doit remplir, il entendait ne plus se borner simplement à formuler les aspirations de la classe ouvrière. » Et il décidait de demander et d'obtenir : 1. le rétablissement des libertés constitutionnelles ; 2. la démobilisation rapide et totale ; 3. l'amnistie pleine et entière, la non intervention militaire dans les pays étrangers. Pour la réalisation de ce programme, un accord devait intervenir avec les organisations syndicales anglaises.

M. Jouhaux, secrétaire général, fit des démarches en ce sens ; une délégation franco-italienne partit même en Angleterre, mais n'obtint aucun succès auprès des syndicats anglais. Toutefois il fut décidé qu'une démonstration devait avoir lieu.

Et, le 14 juillet, le bureau confédéral, au nom de la C. G. T., lançait un manifeste, donnant l'ordre aux ouvriers français de suspendre le travail le 24 juillet. Ce manifeste se terminait ainsi : « la C. G. T. veut aboutir. Pour y parvenir, elle sait qu'elle ne peut plus compter sur les promesses et qu'un acte de puissance est devenu nécessaire. »

Bien qu'aux objectifs politiques fussent mêlées des considérations économiques, la « Voix du Peuple » dût reconnaître « un lâchage des masses plus occupées de leur intérêt matériel que pénétrées des principes de la solidarité » (1). Et l'on décida de surseoir à la démonstration.

Entre temps la C. G. T. n'avait cessé de manifester sa sympathie envers la Russie et une motion du congrès confédéral concluait en ces termes : « Enfin le congrès, exprimant la volonté unanime de la classe ouvrière, condamnant la politique réactionnaire des pays de l'Entente, exige que la paix soit conclue avec la Révolution Russe » (2). Enfin, en décembre 1919, à la demande des minoritaires, elle organisait une tournée de propagande en faveur des Soviets. (3).

Elle protestait également contre le projet d'amnistie du gouvernement, qui ne comportait pas amnistie pleine et entière, et qu'elle qualifiait « d'injustice criarde ». A ce sujet, des tournées de propagande, des meetings étaient encore organisés. Et, en mai 1920, la

(1) Voix du Peuple -- Juillet 1919, page 412.

(2) Voix du Peuple — Septembre 1919, page 533.

(3) Voix du Peuple — Décembre 1919, janvier 1920.

Voix du Peuple publiait un manifeste, où l'on pouvait lire : « C'est sur ces bases que la Confédération Générale du Travail établit *sa politique internationale* ; c'est en raison de ces principes qu'elle condamne toute action de force et toute occupation militaire, toute continuation des armements »..... Et un mouvement était organisé pour le premier mai 1920, réclamant l'amnistie « une amnistie large et humaine devant faire sortir des bagnes nos frères soldats ».

Nous voyons donc la C. G. T. intervenir : et en matière de politique internationale, en condamnant les interventions militaires dans les pays étrangers, et en matière de politique intérieure par ses protestations contre le projet de loi d'amnistie.

Devancée par la fraction la plus avancée d'un de ses groupements, la Fédération nationale des travailleurs des chemins de fer, elle va suivre le mouvement et déclancher une série de grèves, devant aboutir à la grève générale.

Une première grève des cheminots avait eu lieu en février 1920, que la C. G. T. avait appuyée, mais sans intervenir très activement.

Une seconde grève fut décrétée par le congrès de la Fédération des cheminots ; les revendications étaient les suivantes : 1. la nationalisation ; 2. la réintégration immédiate des révoqués dans leurs postes ; 3. l'abandon des poursuites judiciaires ; 4. la reconnaissance du droit syndical. Bien que ces réclamations puissent être considérées comme professionnelles et rentrer, par conséquent, dans les termes de la loi de 1883, ce mouvement était, en réalité, déclanché par les minoritaires dans le seul but d'arriver à la grève générale et par là à la révolution. Il commença, d'ailleurs sans l'avis de la C. G. T., qui fut mise devant le fait accompli ; et sur le caractère de cette grève M. Jouhaux s'exprimait en ces termes : « Pas

d'illusions à se faire..., il s'agit d'une grève dirigée contre les compagnies de chemins de fer en tant que propriétaires des réseaux et contre le gouvernement en tant qu'expression politique des classes dirigeantes. » Aussi se montrait-il très réservé. La Commission administrative de la C. G. T., après avoir constaté que ce mouvement avait pour objectif la défense des droits syndicaux, d'une part, et, d'autre part, la nationalisation des transports, décidait que les organisations qui manifesteraient le 1^{er} mai, seraient solidaires des cheminots. La C. G. T. devait, en outre, apporter à ceux-ci l'aide la plus efficace. (1) Dans ce but, et, pour vaincre les résistances des réseaux du Nord et de l'Est, elle ordonnait pour le 3 mai la grève des mineurs, dockers et inscrits maritimes : pour le 10 mai, celle des métaux, du bâtiment, des moyens de transport et de la voiture-aviation.

Le 10 mai, des arrestations étaient opérées à la suite d'une information pour crime d'attentat à la sûreté intérieure de l'Etat.

Le 11 mai, une instruction était ouverte contre la C. G. T.

Le mouvement gréviste faiblissait devant la résistance du public, qui réagissait, et devant l'indifférence des ouvriers, qui en apercevaient le caractère nettement révolutionnaire. Le 22 mai, la C. G. T. donnait l'ordre de reprendre le travail.

En s'associant à cette grève, qui, M. Jouhaux le reconnaissait, était une grève d'expropriation, elle avait nettement excédé les termes de l'article 3 de la loi de 1884 et même ceux de ses propres statuts. C'est sur ces bases que le Gouvernement avait prescrit des poursuites et que M. Jousset, juge d'instruction, commençait son information.

(1) Voix du Peuple : mai-juin 1920, pages 301-303.

Des protestations s'élevèrent immédiatement : « l'Humanité » du 12 mai portait en manchette : « Le droit syndical en péril — Le gouvernement des profiteurs veut étrangler la C. G. T. — La police cambriole ses locaux et le domicile de ses militants ». Elle publiait, en outre, un article de M. Paul Boncour, dont nous extrayons les passages suivants : « Les trois lois de 1864, de 1884, de 1901 sont violées, car il est absurde de prétendre que la C. G. T. menait une action contraire au texte ou à l'esprit de ces lois fondamentales de l'action ouvrière.... Il est faux qu'elle ait contrevenu à l'article 5 de la loi de 1884..... Qu'y a-t-il de plus économique que la conception fixée par la C. G. T. à son action dans les grèves actuelles ? » Dans ce même numéro paraissait un manifeste de la C. G. T. : « Aujourd'hui le gouvernement décide de dissoudre la C. G. T. ; il fait par là même l'aveu de l'importance du mouvement actuel, qu'il aurait voulu nier..... La Confédération Générale du Travail a une existence légale, qu'elle ne se laissera pas enlever... »

Ces poursuites étaient-elles justifiées ? Etaient-elles surtout bien nécessaires ?

Justifiées, elles l'étaient : la C.G.T., sans aucun doute, avait commis une lourde faute en sacrifiant délibérément l'intérêt corporatif à l'intérêt politique et révolutionnaire. Elle aurait dû s'en tenir strictement à son rôle syndical et porter son activité sur l'amélioration des conditions du travail. Mais elle a été dépassée par les événements ; elle a suivi à tort la Fédération des cheminots, et, engagée dans cette voie, elle a fait figure d'un Etat dans l'Etat, discutant de puissance à puissance avec le gouvernement et essayant de lui imposer sa volonté, en provoquant l'arrêt de l'activité nationale : les fautes sont indiscutables. Etait-il, cependant, nécessaire pour cela de poursuivre la C.G.T. ?

M. Millerand, alors Président du Conseil, s'est, dès le lendemain de l'ouverture de l'instruction, défendu de vouloir porter atteinte à la situation que la loi de 1884 reconnaît aux unions et syndicats ; il a déclaré qu'il ne permettrait pas qu'on touche aux lois sociales déjà acquises et il a ajouté : « Plus que jamais je suis convaincu de la nécessité de l'organisation ouvrière, mais cette organisation doit se faire dans la loi et sous le respect de la loi. » (1)

Il n'en reste pas moins vrai que les poursuites ont été décidées pour frapper un grand coup et arrêter le mouvement gréviste. Elles ont été faites sous la pression des événements et alors que, depuis sa fondation, la C. G. T. dépassait le cadre de l'article 3 de la loi de 1884. Elles étaient, d'ailleurs, à notre avis, inutiles : le mouvement était brisé, point n'était besoin de faire appel à la justice pour cela. Les dirigeants de la C. G. T. avaient méconnu les véritables sentiments de la grande majorité des travailleurs, guidés par l'intérêt corporatif, mais ne voulant pas de l'action politique à tendances révolutionnaires. La C. G. T. s'était condamnée elle-même en prêtant son appui effectif à la grève que les extrémistes voulaient imposer aux cheminots.

D'autre part, il est permis de se demander si la C. G. T. existait réellement au point de vue juridique. « La loi, faisait à ce propos remarquer M. Léouzon-Leduc, n'a pas prévu cette supersociété, qui

(1) Le « Cri de Paris », du 30 mai 1920, rappelait, à ce sujet, sous la rubrique « Autre temps », qu'en 1893, lorsque M. Charles Dupuy, Président du Conseil, ferma la Bourse du Travail, M. Millerand fut aux côtés des ouvriers syndiqués : « il allait chaque soir dans l'arrière boutique d'un marchand de vin de la rue de Bondy donner aux militants des conseils juridiques et aussi des conseils de sagesse. Rester dans la légalité pour faire respecter leur droit, telle était sa formule. »

groupe des Fédérations d'Unions de syndicats. Association illégale, la C. G. T. se voit reconnue pour la première fois par le fait qu'elle est poursuivie. Mais que faire contre elle ? Fermer les locaux ? A qui appartiennent-ils ? Pas à elle, probablement. La dissoudre ? Elle se reformera sous une apparence légale. » Et si elle ne peut le faire sur les bases de la loi de 1920, — ce qui est douteux, — elle le fera, et rien ne l'empêche, sur celles de la loi de 1901. C'est ce qu'indiquait, d'ailleurs, M. Paul Boncour dans son article précité. (1)

Quoiqu'il en soit, après une assez longue instruction, au cours de laquelle les dirigeants défendirent la nouvelle institution des conseils économiques du travail, (2) MM. Jouhaux, secrétaire général, Dumoulin, Laurent, Lapierre, secrétaires adjoints et Calveyrach, trésorier, pris comme directeurs ou administrateurs, (art. 3 des lois de 1884 et de 1920) furent renvoyés devant le Tribunal correctionnel de la Seine pour avoir contrevenu aux dispositions des articles 2, 3, 4, 6, 8 de la loi du 21 mars 1884, modifiée par celle du 12 mars 1920 :

1^o En ne renouvelant pas à chaque changement de direction ou de statuts le dépôt prévu par l'article 4, et en ne faisant pas connaître le nom et le siège social des syndicats, composant la C. G. T. conformément à l'article 6 ;

2^o En admettant dans la société des groupements de syndicats irrégulièrement constitués ou poursuivant d'autres objets que l'étude et la défense d'inté-

(1) Journal « l'Humanité » du 12 mai 1920.

(2) « L'attaquer, déclarait M. Jouhaux au Juge d'instruction, c'est mettre en cause l'opinion syndicaliste et il n'est au pouvoir de personne de supprimer le syndicalisme. »

rêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ;

3^o En poursuivant, au sein de la C.G.T. elle-même, d'autres objets que l'étude et la défense de ces mêmes intérêts.

Le Tribunal, retenant ces chefs de prévention, a rendu son jugement le 13 janvier 1921 (1). Chacun des inculpés était condamné à 100 francs d'amende, et, conformément à l'article 9, la Confédération Générale du Travail était dissoute. Quelques attendus méritent d'être relevés : « Attendu que l'intervention, hautement et de longue date proclamée par la C. G. T., a été de faire de la liberté syndicale non l'instrument d'éducation et d'union que prévoyait la loi de 1884, mais un instrument de guerre sociale ;.... que cette guerre a été déclarée à l'Etat sans agression de sa part et en employant une diplomatie et des armes dont l'emploi ne saurait être admis ;.... que les inculpés ont prétendu créer un Etat dans l'Etat, imposer à l'Etat régulier de tolérer la réalisation violente de conceptions politiques unilatérales ; que cet ensemble de faits précis et concordants démontre surabondamment que les inculpés ont volontairement dépassé le domaine des intérêts économiques et la limite expressément imposée à l'action syndicale... ».

Appel de ce jugement a été interjeté et la C. G. T. continue d'exister.

Elle existera sans doute encore longtemps ; le jugement du 13 Janvier est, d'ailleurs, passé presque inaperçu. Tous les yeux sont, en effet, maintenant tournés vers la lutte qui s'est engagée entre les syndicalistes, anciens majoritaires, et les extrémistes ou communistes, moralement reliés à l'Internationale de Moscou. Le gouvernement a pris parti

(3) Rapporté dans la Gazette du Palais de janvier 1921, page 87.

pour les premiers, mais le procès dit « des communiste » s'est terminé par un acquittement. La bataille continue plus ardente que jamais entre les deux fractions : dans beaucoup de syndicats, les extrémistes ont été battus, et, par 82 voix contre 31, le Comité national les a exclus de la direction de la C. G. T. Une épisode intéressant de cette lutte vient de s'ouvrir avec la grève des verriers de la verrerie ouvrière d'Albi : les ouvriers, sous la direction de l'ingénieur Spinetta, accusent leurs dirigeants communistes « de les faire vivre dans une atmosphère de malhonnêteté morale. »

Les communistes, eux, considèrent comme des traîtres les chefs de la C. G. T. ; ils injurient les citoyens Jouhaux et Dumoulin : « Parmi eux (les syndicalistes), écrit le communiste Hercelet, il y a les sincères, mais il y a les roublards, les fumistes, les tartarins. » (1)

Cette lutte va encore se continuer longtemps : elle s'étend aux divers syndicats adhérents et notamment au syndicat des cheminots. Mais, dès maintenant, il faut se féliciter de voir la C. G. T. abandonner peu à peu l'idéal politique et révolutionnaire pour se cantonner dans les revendications nettement syndicales, rentrant dans les cadres des lois de 1884 et de 1920. Espérons que les cégétistes suivront le conseil que leur donnait un de leurs dirigeants Merrheim dans sa brochure : « La Révolution économique » : « Est-ce qu'il suffirait que vous proclamiez la grève générale pour faire la révolution ? Est-ce que la violence seule suffirait pour

(1) Dans un article paru dans le « Matin » du 19 Juillet 1921, M. Adrien Bourse a relevé les termes par lesquels communistes et syndicalistes s'injurient quotidiennement, s'entendant, d'ailleurs, pour accabler les « centristes » qui essaient de les rapprocher.

que les problèmes que nous avons à résoudre soient complètement résolus ? Non, la violence seule les rendrait insolubles parce que le plus grand des malheurs, la plus grande des entraves que la révolution pourrait à ce moment connaître, ce serait justement l'arrêt de la production qui jetterait le pays dans la famine et qui par la famine l'amènerait à la violence de l'émeute et non pas à la véritable révolution capable de réaliser l'état social que nous rêvons et pour lequel âprement nous luttons. »

CONCLUSION

Nous voici arrivés au terme de cette étude : nous avons essayé de montrer l'évolution du salariat ; elle est bien nette. D'abord pendant longtemps, l'ouvrier, dans les débuts esclave et indigne d'être un citoyen, est isolé et demeure la victime de la brutale loi de concurrence, obligé d'accepter n'importe quel salaire pour avoir de quoi manger. Puis l'association, le compagnonnage, le syndicat ont défendu l'ouvrier ; la loi même est intervenue pour protéger le salaire ; et nous sommes à la veille de le voir débattre collectivement.

Né depuis 40 ans à peine, le syndicat a acquis une grande puissance parce qu'il réunit la poussière du prolétariat livré sans lui à tous les hasards. « Il tend à apparaître comme le pôle d'attraction le plus efficace, comme le plus ardent centre de vie. (1) » Il représente, en effet, une force véritable, une force agissante en face de cette bourgeoisie, un peu avilie, dégénérée, que la guerre a secouée mais qui paraît retomber dans son apathie, qui ne comprend pas ou ne veut pas comprendre que l'avenir est dans les groupe-

(1) Guygrand : La philosophie nationaliste, pages 222-225.

ments, groupements patronaux comme groupements ouvriers, et qui paraît ignorer qu'on n'arrête pas les mouvements sociaux par des mesures coercitives.

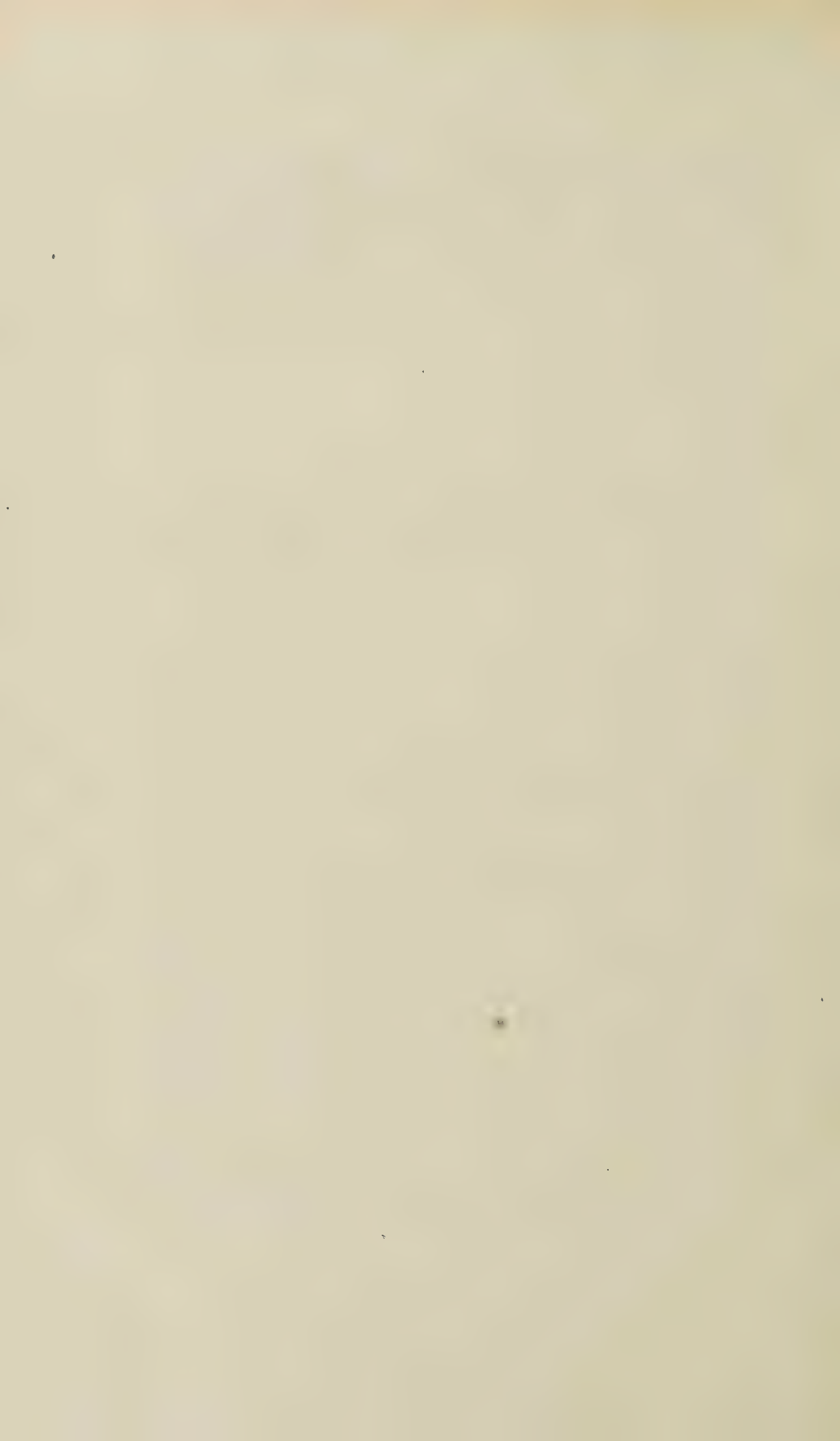
Mais si le syndicat est devenu une puissance, il n'a pas encore atteint toute l'organisation nécessaire. Ses dirigeants ont, jusqu'à maintenant, poursuivi la guerre sociale, au lieu de rechercher, dans une union étroite du capital et du travail, les moyens de remédier à la lutte des classes. Leur but devrait être le suivant : « ne rien faire qui porte atteinte à la solidarité sociale et faire tout ce qui est de nature à réaliser et à développer cette solidarité ». (1) L'action syndicale et l'association professionnelle sont susceptibles de rendre les plus grands services aux travailleurs : la loi de 1920, en permettant aux syndicats de conclure des contrats collectifs de travail, leur ouvre une voie où ils peuvent accomplir les plus heureuses réformes. C'est à eux qu'il appartient de substituer aux formules actuelles de : « lutte pour la vie » et de « guerre sociale », la belle formule de « l'union pour la vie ».

Que les syndicalistes acceptent donc loyalement la loi de 1920, toute incomplète qu'elle soit ; qu'ils profitent de ses réformes, qu'ils fassent du syndicat un instrument professionnel, technique et qu'ils abandonnent l'action politique, que les ouvriers eux-mêmes désavouent. C'était le conseil que leur donnait Jaurès lui-même, quand il demandait au prolétariat français de grandir en puissance intellectuelle, en puissance politique, en puissance sociale et d'élargir ses coopératives et ses syndicats.

Nous répétons et nous croyons que l'avenir est dans les groupements et dans les syndicats, mais

(1) Duguit ; Traité de droit constitutionnel, page 17.

dans des syndicats assagis, rejetant toute idée politique, ne poursuivant que des buts professionnels. A ces conditions, le prolétariat pourra accomplir l'œuvre de rénovation qu'attendent de lui les syndicalistes.



BIBLIOGRAPHIE

- APPLETON. — Le contrat collectif de travail (Revue des questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale : mai 1908).
- BARTHOU. — L'action syndicale (Paris, Rousseau, 1904.)
- BARTHOU. — Rapport à la Chambre des Députés du 28 décembre 1903.
- BERTHELEMY. — Traité élémentaire de droit administratif (Paris, Rousseau, 6^e édition, 1910).
- BERTHELEMY. — La nouvelle loi sur les syndicats (Revue Politique et Parlementaire. Numéro du 10 avril 1920).
- BREMOND. — Du droit d'ester en justice des syndicats professionnels (Revue critique de législation et de jurisprudence, année 1899).
- BUISSON. — Le parti socialiste et les syndicats (Cahiers de la Quinzaine — 9^e série — 3^e Cahier).
- CAUWES. — Cours d'Economie Politique (Larose et Tenin, 3^e édition, 1893).
- CHAUSSÉ. — Le problème du chômage et les mutualités professionnelles (Montpellier, 1911).
- COLIN et CAPITANT. — Précis de Droit Civil, Tomes I et II (Dalloz, 1921, 3^e édition).
- DELPECH. — A propos du livre de M. Barthou (Revue de Droit public, année 1904).

- DUGUIT. — Le Syndicalisme (Revue politique et parlementaire du 10 juin 1908).
- GIDE. — Cours d'Economie Politique (Paris, Larose, 2^e édition, 1911).
- GODART. — L'évolution du salariat (Paris, Giard et E. Brière, 1912).
- GRUMBACH. — Les associations et les cercles depuis la loi du 1^{er} juillet 1901. (Paris, Pedoye, 1904).
- GUERRY. — Les syndicats libres de l'Isère (Thèse Grenoble 1921).
- GUYGRAND. — Philosophie nationaliste (Paris, Grasset, 1911).
- GUYGRAND. — Philosophie syndicaliste (Paris, Grasset, 3^e édition, 1911).
- HAURIOU. — Précis de droit administratif et de droit public (Paris, Larose et Tenin, 7^e édition, 1911).
- HAURIOU. — Leçons sur le mouvement social données à Toulouse en 1898 (Larose, Paris, 1899).
- HUBERT-VALLEROUX. — Les Corporations d'arts et métiers et les Syndicats professionnels en France et à l'étranger (Guillaumes, 1865).
- JAY. — L'organisation du travail par les syndicats professionnels (Revue d'Economie Politique, année 1894).
- JAURES. — L'Histoire socialiste (Paris, Jules Rouff et C^{ie}).
- LAGARDELLE. — L'évolution des syndicats ouvriers en France (Thèse, Paris, 1901-1902).
- MERMEIX. — Le socialisme. (Ollendorff, 3^e édition, 1906).
- MORIN. — La révolte des faits contre le Code (Bernard Grasset, 2^e édition, 1920).
- MORIN. — Enquête sur l'organisation syndicale et professionnelle (Revue « Le Producteur », numéro de septembre-octobre 1920).
- MOYE. — Précis élémentaire de droit public français (Tenin, 2^e édition, 1920).

- PAUL-BONCOUR. — Les syndicats de fonctionnaires (Paris, E. Cornély, 1905.)
- PIC. — Traité élémentaire de législation industrielle (Rousseau, 1894).
- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil français : Tomes I et II (Librairie Générale de droit et de jurisprudence, 6^e édition, 1913.)
- PORTALIER. — Enquête sur l'organisation syndicale et professionnelle. (Revue « Le Producteur », numéro de mars 1921.)
- RENOUARD. — Traité des brevets d'invention. (Guillaumier, 1865, 3^e édition).
- SOREL (Georges). — Réflexions sur la violence. (Paris, Marcel Rivière et C^{ie}, 2^e édition, 1910).
- TEITGEN. — La C. G. T. (Thèse, Nancy, 1910).
- VALOIS. — L'Economie nouvelle (Nouvelle Librairie Nationale, 1^{re} édition, 1919).
- VALOIS. — La réforme économique et sociale (Conférence donnée au cercle commercial et industriel de France, le 10 octobre 1908.)
- Annuaire des Syndicats.
- Bulletin de la Société d'Etudes Législatives.
- Cahiers de la Quinzaine.
- Journal officiel.
- Moniteur judiciaire de Lyon.
- Recueil de Dalloz.
- Recueil de la Gazette du Palais.
- Recueil de la Gazette des Tribunaux.
- Recueil de Sirey.
- Répertoire de Dalloz (V^{is} Contrat de Travail ; — Organisation du Travail ; — Syndicats).
- Revue Critique de Législation et de Jurisprudence.
- Revue d'Economie Politique.

Revue de Droit public.

Revue des Deux-Mondes.

Revue des Questions pratiques de législation ouvrière et
d'Economie sociale.

Revue des Sociétés.

Revue hebdomadaire.

Revue « Le Producteur ».

Revue Politique et Parlementaire.

Revue Sociale.

Périodiques et Journaux.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	5
CHAPITRE I ^{er} . — L'origine des Syndicats et la loi de 1884	11
§ I. — Les corporations de l'Ancien Régime	12
§ II. — De la Révolution à la loi de 1884...	22
§ III. — La loi du 21 mars 1884.....	28
CHAPITRE II. — De la loi de 1884 à celle de 1920....	35
§ I. — Insuffisance de la loi de 1884 — Sa critique. — La jurisprudence....	35
§ II. — Le mouvement social et législatif, qui a abouti à la loi de 1920.....	55
CHAPITRE III. — La loi du 12 mars 1920.....	69
§ I. — Les travaux préparatoires.....	69
§ II. — Exposé sommaire.....	78
CHAPITRE IV. — Appréciation de la loi de 1920 au point de vue social.....	93
Section I. — Les milieux patronaux et bourgeois.	94
Section II. — Les milieux syndicalistes.....	103
§ I. — Le syndicalisme révolutionnaire....	104
§ II. — Le syndicalisme réformiste.....	109
1. La loi de 1920 est dangereuse...	111
2. La loi de 1920 est incomplète...	114
§ III. — Le syndicalisme dissident.....	118
1. Les syndicats catholiques.....	118
2. Les syndicats indépendants.....	120

	Pages
CHAPITRE V. — Appréciation de la loi de 1920 au point de vue juridique.....	125
§ I. — Le droit syndical.....	125
§ II. — La capacité syndicale et le champ d'activité des syndicats.....	135
APPENDICE. — La Confédération Générale du Travail devant les lois de 1884 et de 1920	149
§ I. — La C.G.T, son organisation, son but	149
§ II. — L'action de la C. G. T. en 1919-1920 ; les poursuites exercées contre elle	152
CONCLUSION ...	163
BIBLIOGRAPHIE	167
TABLE DES MATIÈRES	171

Montpellier, le 8 juillet 1921.

Vu et approuvé :

LE PRÉSIDENT DE THÈSE,
G. MORIN.

Vu : *le 8 juillet 1921.*

LE DOYEN,
JULES VALÉRY.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 8 juillet 1921.

LE RECTEUR,
JULES COULET.

